

ÉDITO DU PRÉSIDENT

2011, année électorale pour les Départements, a vu le renouvellement de la moitié des sièges de notre Assemblée et 9 nouveaux élus, dont 2 femmes, ont rejoint notre Collectivité à l'issue d'un scrutin qui a été malheureusement marqué par un taux important d'abstention. C'est dans ce contexte que le Conseil Général a initié une opération mobilisant tous les services, sur tous les territoires, les *67 heures du 67*, afin de faire connaître au grand public l'étendue de nos missions et le savoir-faire de nos agents.

Mais, 2011, comme les années précédentes a surtout été marquée par la poursuite de la crise économique et financière en Europe, entraînant dans son sillage une précarisation de nombreuses familles et des interventions sociales en forte progression.

Dans son rôle naturel d'amortisseur social de la crise, le Conseil général du Bas-Rhin a été mis à contribution et ses actions de solidarités envers les plus fragiles ont encore particulièrement mobilisé ses moyens financiers et humains. Mais outre ses interventions obligatoires, des initiatives telles que le Printemps de l'Insertion ou l'édition du guide sur les dispositifs de lutte contre les exclusions, ont permis de mieux faire connaître nos politiques innovantes et les particularités de nos missions.

L'innovation est d'ailleurs une clé majeure de l'action du Conseil Général. Présente dans tous les domaines de compétences du Conseil Général, 2011 a permis d'en faire la preuve. Que ce soit avec l'exposition L'Appart à Part dans le cadre de TIC & Santé qui a connu un vrai succès populaire, le lancement de l'application mobile « CG67 » pour les téléphones portables, la reconnaissance et la valorisation de l'engagement des jeunes dans le cadre du Pass'Engagement, la mise en ligne par les Archives des documents généalogiques du Bas-Rhin avec 2 000 visiteurs qui fréquentent chaque jour la salle de lecture virtuelle, la mise en œuvre du projet des routes intelligentes qui permet d'améliorer la sécurité des usagers ou encore la création d'une MAIA (Maison pour l'Autonomie et l'intégration des malades Alzheimer) sur les territoires de Haguenau et Wissembourg.

Ces politiques, qui vont de l'avant, permettent d'expérimenter de nouveaux services aux Bas-Rhinois et de toujours mieux répondre à leurs attentes. C'est ainsi que le déploiement du tarif unique à 2 euros sur toutes les lignes du réseau 67 a permis en 2011 d'augmenter de 17 % le nombre des déplacements sur les 63 lignes qui sillonnent le département.



Jean-Luc Stadler / CG67

Toujours dans le domaine des déplacements, 2011 a vu l'ouverture très attendue de la déviation de Soufflenheim et des avancées concrètes dans les dossiers de la VLIO et de la restructuration de la RD 1083. Par ailleurs, 43 km supplémentaires d'itinéraires cyclables ont été mis en service.

Le Conseil général demeure aussi un département de référence pour sa politique de l'Habitat et 656 logements sociaux ont été construits dans le territoire hors CUS, alors que ce sont 789 logements du parc privé bas-rhinois qui ont bénéficié d'une aide du Département à la réhabilitation en 2011 avec notamment des actions fortes dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique.

En tant que partenaire privilégié des communes et des intercommunalités, le Conseil Général, soucieux d'être toujours plus dans la proximité, leur offre un nouveau service de conseils en urbanisme. Durant les 4 derniers mois de 2011, ce sont plus des 200 demandes qui ont émané des collectivités locales pour bénéficier du savoir-faire des équipes du Département. Dans le même temps, les derniers contrats de territoire ont été signés, couvrant désormais l'ensemble du département.

Toujours dans les territoires et de manière totalement volontariste, le Conseil Général a poursuivi en 2011 son action en faveur des Plateformes Départementales d'Activités, notamment avec la fin de la première tranche de celle de la Région de Brumath où les premières entreprises vont pouvoir s'implanter.

Enfin, 2011 a vu la formalisation attendue de la démarche pour la création d'une Collectivité Unique en Alsace avec le vote historique des trois Assemblées réunies à Colmar, permettant ainsi d'engager le travail de création du Conseil d'Alsace à l'horizon 2014.

Guy-Dominique Kennel
Président du Conseil Général

SOMMAIRE

→ AIDE À LA PERSONNE

Être solidaire des Bas-Rhinois à tout âge de la vie

- > Personnes âgées.....p. 8
- > Personnes handicapéesp. 10
- > Protection de l'enfance.....p. 12
- > Protection maternelle et infantilep. 14
- > Assistants familiaux.....p. 16
- > Personnes en situation de précaritép. 18
- > Insertion et emploip. 20
- > Santé publiquep. 22
- > Lieux d'accueil du public.....p. 26

→ ÉPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE

Donner une chance à chacun de s'épanouir

- > Éducationp. 30
 - Le Vaisseaup. 32
- > Politique jeunessep. 34
- > Patrimoine culturel et politique mémorielle.....p. 36
 - Château du Haut-Kœnigsbourgp. 38
 - Archives départementalesp. 40
 - Lecture publiquep. 44
 - Pôle d'archéologie interdépartemental rhénanp. 46
- > Sports et loisirsp. 48
- > Développement artistiquep. 50

→ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Aménager durablement et équitablement le territoire

- > Routes, transports et déplacementsp. 54
 - Grands projets d'infrastructuresp. 54
 - Entretien des routes départementales.....p. 56
 - Déplacements, transports et grands équipementsp. 62
- > Habitat.....p. 68

- > Immobilierp. 72
 - Éducation-formationp. 72
 - Gestion et entretien du patrimoine immobilierp. 74
- > Urbanisme et aménagement.....p. 76

→ DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Promouvoir les richesses économiques du Bas-Rhin

- > Agenda 21p. 80
- > Développement économique et touristiquep. 82
- > Développement local en milieu rural et urbainp. 84
- > Relations internationalesp. 86
- > Espaces naturels et éducation à l'environnementp. 88
- > Eau, assainissement et déchetsp. 90
- > Rivières.....p. 92
- > Agriculture et espaces ruraux.....p. 94
- > Laboratoire départemental d'analyses.....p. 96
- > Sécuritép. 98
- > Parc départemental d'Ersteinp. 100

→ L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- > Mission Prospectivep. 104
- > Mission Appui au pilotage et inspectionp. 106
- > Assistance juridiquep. 108
- > Commande publiquep. 110
- > Ressources humainesp. 112
- > Systèmes d'informationp. 114
- > Communicationp. 118
- > Finances.....p. 122
- > Services générauxp. 126



aide à La PERSONNE

→ ÊTRE SOLIDAIRE DES BAS-RHINOIS
À TOUT ÂGE DE LA VIE



PERSONNES ÂGÉES

→ LES MISSIONS

LES MISSIONS CONDUITES EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES ONT POUR OBJECTIF D'ASSURER LA GESTION DES DISPOSITIFS D'AIDES AU MAINTIEN DOMICILE ET D'ACCUEIL EN ÉTABLISSEMENT, DE PILOTER LA COORDINATION DES ACTIONS ET DES ACTEURS SUR LES TERRITOIRES ET D'ASSURER UN SUIVI DE L'OFFRE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT.

→ LES ACTIONS 2011



Jean-Luc Stadler / C667

MAIA (MAISON POUR L'AUTONOMIE ET L'INTÉGRATION DES MALADES ALZHEIMER)

Dans le cadre du Plan Alzheimer 2008-2012, et de l'appel à projet lancé par l'ARS (Agence Régionale de Santé), le Département a décidé de porter un projet MAIA sur les territoires des Maisons du Conseil Général de Haguenau et de Wissembourg. Installée à proximité des ESPAS, elle vise à améliorer l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie particulièrement fragilisées. Un pilote, deux secrétaires et trois gestionnaires de cas conduisent cette installation.

NOUVELLES MODALITÉS DE PARTENARIAT AVEC LES ACCUEILS DE JOUR

Afin de simplifier les modalités de règlement des frais liés à l'accueil de jour tant pour les usagers, que les structures et le Département, une nouvelle procédure de paiement direct aux établissements, à la journée effectivement réalisée est déployée. Elle concerne à ce jour 12 structures d'accueil de jour accueillant plus de 500 personnes.



BananaStock

SEMAINE ALZHEIMER ET JOURNÉE NATIONALE DES AIDANTS

Le Conseil Général du Bas-Rhin a renouvelé ses animations à l'occasion de la journée Alzheimer, à travers des conférences sur les territoires ainsi qu'une exposition installée à l'Hôtel du Département couplée à des rencontres-débats. Ce sont plus de 1 200 personnes qui ont assisté à ces animations. L'année 2011 a été marquée par la première participation de l'IFCAAD et de l'AFPA dans l'objectif de sensibiliser les futurs professionnels.

Enfin, concernant la journée nationale des aidants, un spectacle a été proposé aux 3 000 aidants invités. Ce sont plus de 600 personnes qui ont assisté à cet évènement.



ProVoïr

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011 DES ÉTABLISSEMENTS

DÉPENSES

Dépenses, en investissement et fonctionnement, réalisées par le Conseil Général du Bas-Rhin en faveur des personnes âgées : **115,2 M€ en 2011** dont 9,9 M€ en investissement.

Parmi ces dépenses, les charges consacrées à l'APA (à domicile et en établissement) sont en augmentation constante : 80,8 M€ en 2011 (soit une hausse de 5,2 % par rapport à 2010). La compensation de ces frais par la CNSA couvre 24 % de la dépense (21 M€ versés en 2011).

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

- 12 523 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile au 31/12/2011.
- 9 419 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie en établissement au 31/12/2011.
- 1 528 bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement au 31/12/2011.

NOMBRE DE LITS ET DE PLACES

- 8 867 lits en maisons de retraite et unités de soins de longue durée habilitées d'aide sociale auxquels se rajoutent 341 lits dans des établissements non habilités aide sociale.
- 174 places d'accueil de jour Alzheimer.
- 163 lits et 3 places en accueil de jour ont été mis en service en 2011 dans les établissements pour personnes âgées dépendantes suite d'une part, à la création des EHPAD de Scherwiller et du Danube à Strasbourg et d'autre part, à l'extension des EHPAD de Diemeringen et Reichshoffen et de l'accueil de jour de Hochstett.

CRÉATIONS ET RÉNOVATIONS

- 7,3 M€ de subventions accordées pour la création, l'extension ou la rénovation d'établissements à Andlau, Benfeld, Pfaffenhoffen, Woerth et Strasbourg.
- 1,3 M€ de moyens nouveaux accordés aux établissements pour la prise en charge des personnes âgées dans le cadre de la démarche qualité.

PERSONNES HANDICAPÉES

→ LES MISSIONS

LA MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH), GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC PILOTÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL A POUR MISSION :

- d'informer et d'accompagner les personnes en situation de handicap et leur famille afin de simplifier leurs démarches et l'accès aux droits ;
- d'évaluer les besoins des personnes en situation de handicap et de se prononcer sur l'attribution de prestations en faveur des personnes en situation de handicap portant sur la reconnaissance du handicap, la scolarisation, l'insertion professionnelle, le maintien à domicile, ou encore la vie en établissement.

LE CONSEIL GÉNÉRAL PROCÈDE PAR AILLEURS AU VERSEMENT D'AIDES FINANCIÈRES :

- aide ménagère légale, prestation de compensation du handicap (PCH et ACTP), aide à l'aménagement du logement ;
- aide sociale à l'hébergement pour la prise en charge des frais de séjour en établissement.

EN OUTRE, LE CONSEIL GÉNÉRAL EST COMPÉTENT POUR AUTORISER LA CRÉATION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES AINSI QUE POUR AGRÉER LES PERSONNES SOUHAITANT EXERCER LA PROFESSION D'ACCUEILLANT FAMILIAL.

→ LES ACTIONS 2011

L'année 2011 a été marquée par une augmentation du nombre de demandes arrivées à la MDPH (44 700 demandes) de près de 20 % de l'activité par rapport à 2010 et de 63 % depuis la création du groupement d'intérêt public.

L'année 2011 a été aussi celle de la participation de la MDPH au Programme Régional de Santé dans la continuité du schéma départemental.

D'autres projets menés en 2011 portent sur :

- la mise en place d'un accueil de proximité des usagers au sein des unités territoriales d'actions médico-sociales ;
- la poursuite des actions menées avec la Caisse d'Allocations Familiales en faveur de l'accès des enfants en situation de handicap aux modes



Olivier Jobard / Sipa Presse pour la CNSA

de garde (avec l'appui de jeunes volontaires du service civique) ;

- la création d'un livret de parcours (Pass'Insertion Pro) pour les travailleurs handicapés en recherche d'emploi afin de permettre aux professionnels qui l'accompagnent d'accéder aux informations sur les actions réalisées, en cours et à venir.



Olivier Jobard / Sipa Presse pour la CNSA

Enfin, les actions d'aide aux aidants se sont poursuivies avec notamment la création d'un outil opérationnel de recensement des aidants naturels au niveau départemental, la conduite d'une action expérimentale d'aide aux aidants visant à leur proposer un service d'aide au répit.

Le Conseil Général poursuit son effort de création de places en établissements et services sociaux et médico-sociaux pour adultes. La capacité des structures a ainsi progressé de 40 places en hébergement (8 places de foyer d'accueil médicalisé 8 places en foyer d'accueil spécialisé par extension du Centre de Harthouse et 24 places de foyer d'hébergement pour travailleurs handicapés à Wissembourg), 15 places d'accueil de jour à Illkirch-Graffenstaden et 44 places en service d'accompagnement (dont 15 places en service d'accompagnement à la vie sociale et 29 places en service d'accompagnement médico-social pour adulte handicapé).

Les possibilités d'accueil fin 2011 sont de 1 906 places en établissements (foyers d'hébergement, foyers d'accueil spécialisé, foyers d'accueil médicalisé, accueils de jour, hébergement temporaire) et 747 places de services.

Un partenariat avec l'Association Française des Traumatisés Crâniens (AFTC) a été mis en place afin de favoriser la création de maisons familiales pour les usagers en mutualisant les aides individuelles accordées au titre de la PCH.

→ LES PROJETS 2012

- > Poursuite de l'amélioration de la qualité du service public rendu par la MDPH (en matière d'accès à l'information, d'accompagnement des personnes en situation de handicap, de délais de réponse concernant les prestations qu'ils sollicitent).
- > Mise en œuvre de la maison de l'autonomie
- > Mise en place de l'accueil de la MDPH dans les Unités Territoriales de l'Action Sociale (UTAMS) du Conseil Général à proximité des usagers.
- > Organisation d'une semaine du handicap.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

DÉPENSES

- Dépenses réalisées au titre de l'investissement et du fonctionnement : 93,68 M€ dont 93,28 M€ au titre du fonctionnement et 0,4 M€ au titre de l'investissement.
Parmi ces dépenses, celles liées à la prestation de compensation et à l'allocation compensatrice sont en progression constante 28,59 M€ (contre 24,14 M€ en 2010, soit une progression de 18,4 %).
- Les dépenses d'aide sociale en établissement s'élèvent à 69,1 M€ (contre 60,5 M€, soit une progression de 14,2 %).

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

3 747 bénéficiaires des aides au maintien à domicile dont :

- 2 203 personnes payées au titre d'au moins un élément de la prestation de compensation (PCH) ;
- 1 411 bénéficiaires au titre de l'allocation compensatrice ;
- 133 bénéficiaires au titre de l'aide sociale à domicile.

2 190 bénéficiaires des aides à l'hébergement dont 88 au titre de l'accueil familial placés en établissements et de services.

NOMBRE DE PLACES

1 906 places en établissements et 747 en services.

PROTECTION DE L'ENFANCE



→ LES MISSIONS

LA PROTECTION DE L'ENFANCE, COMPÉTENCE OBLIGATOIRE, S'ARTICULE AUTOUR DE 3 MISSIONS.

- La détection : qui implique le recueil, l'analyse et le traitement des informations préoccupantes de l'ensemble du territoire départemental.
- La prévention : qui se traduit par des actions portées par les unités territoriales, les associations de prévention spécialisée ou par des mesures plus ciblées (action éducative à domicile, aides financières, accompagnement budgétaire ou par des TISF...).
- La protection : consiste à organisation l'accueil et l'accompagnement d'enfants confiés au Président du Conseil Général sur décision judiciaire ou administrative, ainsi que des jeunes majeurs de moins de 21 ans confrontés à des difficultés. Elle implique par ailleurs d'organiser la commission agrément adoption et le suivi des enfants adoptés.

→ LES ACTIONS 2011

Une nouvelle organisation du service a été validée par le Président du Conseil Général. Elle a recueilli l'avis favorable du CTP en juillet. Cette nouvelle organisation a pour objet de permettre une plus grande territorialisation des actions et par ailleurs de soutenir la mise en œuvre de nouvelles orientations et approche du travail en conformité avec les exigences réglementaires.

Le service s'est engagé dans la rédaction d'un référentiel, sorte de « mode d'emploi » ayant pour vocation de permettre aux partenaires internes et externes comme aux agents du service de pouvoir repérer dans la nouvelle organisation : leurs interlocuteurs et leurs champs d'action, les modalités d'accès aux prestations...

En parallèle la rédaction d'un manuel des procédures destiné aux agents du service a également été engagée.

Les cadres du service ont été amenés à participer à un module de formation de plus de 20 jours rendu obligatoire par la dernière Loi-cadre de la Protection de l'Enfance. Cette formation permet au Président de s'assurer que les cadres amenés à prendre en son nom, des décisions à forte responsabilité, disposent des connaissances et compétences nécessaires.

Le service s'est fortement impliqué dans l'élaboration du schéma de l'enfance et de la famille. Plusieurs agents du service ont participé ou contribué à l'animation des ateliers de la phase de concertation, au comité de projet et au comité d'écriture.

Les équipes d'accompagnement ont été fortement mobilisées par la prise en charge des mineurs étrangers isolés (MIE) en forte augmentation.



Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES PROJETS 2012

L'année 2012 sera essentiellement consacrée à 4 domaines spécifiques.

- > La mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle organisation du service et l'accompagnement des agents dans la mise en œuvre des nouvelles orientations et priorités d'action en direction des enfants, familles et partenaires. Celle-ci se traduira par :
 - l'installation des agents au sein de leur nouvelle entité de travail ;
 - l'installation d'espace rencontre et de l'équipe Molsheim/Saverne dans leurs nouveaux locaux ;
 - la poursuite de l'écriture des deux documents de référence du service.
- > La participation à la mise en œuvre des actions du schéma départemental de l'enfant et de la famille programmées pour 2012.
- > La préparation du transfert des décisions en matière de TISF aux UTAMS.
- > L'amélioration des conditions de prise en charge et d'accompagnement des mineurs isolés étrangers.



ProVoïr

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

ENFANTS PLACÉS

2536 dont 301 Jeunes Majeurs, et 774 en établissements (chiffres au 31/12/2011).

TRAITEMENT DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES EN 2011

1 719 enfants ont été concernés par une information préoccupante en 2011.

Parmi les décisions prises par le dispositif :

- 964 enfants ont été signalés à l'autorité judiciaire ;
- 105 enfants ont fait l'objet d'une mesure de prévention ;
- 475 enfants ont fait l'objet d'un suivi social par les services du territoire ;
- les situations de 121 enfants ont fait l'objet d'un classement en absence de danger.

AED

646 enfants ont été accompagnés en 2011 sur l'ensemble du territoire.

AEMO

1 167 enfants ont bénéficié d'une AEMO en 2011.

TIERS DIGNE DE CONFIANCE

267 enfants étaient placés chez des tiers dignes de confiance et 6 chez des particuliers, sur décision de délégation d'autorité parentale, avec prise en charge ASE (chiffres au 31/12/2010).

ADOPTION

Au courant de l'année 2011 :

- 11 enfants ont été admis au titre de pupille ;
- 46 enfants confiés en vue d'adoption dont 36 issus de l'international ;
- 147 demandes d'agrément réceptionnées ;
- 79 agréments délivrés ;
- 5 refus (soit 6 % des demandes présentées en commission) ;
- 63 procédures en cours de traitement ou arrêtées.

Au 31/12/2011 :

- 24 pupilles pris en charge par le Département ;
- 374 agréments en cours de validité.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

→ LES MISSIONS

SERVICE DE SANTÉ PUBLIQUE CHARGÉ DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE. IL EXERCE SES MISSIONS AU MOYEN DE CONSULTATIONS MÉDICALES, D'ACCOMPAGNEMENTS INDIVIDUELS À DOMICILE, D'ACTIONS DE DÉPISTAGE MÉDICALISÉ, D'ACTIONS D'ÉDUCATION À LA SANTÉ ET DE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES. IL EST CHARGÉ DU CONTRÔLE DES MODES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE. IL INTERVIENT DANS LA GESTION DES CRISES SANITAIRES ET RECUEILLE DE NOMBREUSES DONNÉES ÉPIDÉMIOLOGIQUES DESTINÉES À L'OBSERVATION DE LA SANTÉ.

→ LES ACTIONS 2011

- > Actualisation du projet de service et lancement du projet d'informatisation du service.
- > Inclusion de la Ville de Strasbourg dans la télétransmission des feuilles de soins.
- > Organisation des élections des représentants de la Commission Consultative Paritaire Départementale des assistants maternels.
- > Actualisation du contenu de formation des assistants maternels (module accueil collectif).
- > Élaboration d'une charte qualité de l'accueil familial.
- > Élaboration d'un référentiel de normes pour l'accueil collectif des jeunes enfants.
- > Participation au schéma départemental de l'enfance et de la famille, aux PSDS et au « parcours de l'utilisateur ».
- > Participation au projet d'amélioration de l'accueil d'enfants handicapés en structures d'accueil collectif en partenariat avec la CAF, la MDPH et les volontaires du service civil.
- > Nomination à la Commission Spécialisée de Prévention de l'Agence Régionale de Santé et participation aux différents groupes de travail du projet régional de santé.
- > Participation aux campagnes nationales de prévention sanitaire.
- > Élaboration d'un protocole d'étude scientifique sur le respect des recommandations relatives à la vaccination contre la tuberculose avec l'ARS.
- > Obtention de l'agrément comme terrain de stage pour les internes en médecine.



Aurélien Lacquement / CC67



Aurélien Laquement / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Activités	Nombre
Consultations pédiatriques	9 584
Consultations prénatales	659
Visites à domicile auprès de femmes enceintes et d'enfants	11 379
Dépistages en école maternelle	7 414
Enquêtes agrément assistants maternels	1 204
Assistants maternels formés	1 217
Saisie des certificats de santé	26 243

→ LES PROJETS 2012

- > Évaluation de la territorialisation du service et proposition d'évolution organisationnelle.
- > Informatisation du service.
- > Pilotage du projet départemental de promotion de la santé.
- > Élaboration d'un protocole de collaboration entre les services de PMI et du SPE.
- > Suivi des travaux de la Commission de Coordination des politiques de prévention de l'ARS.
- > Élaboration d'un livret d'accueil pour les assistants maternels et d'une convention de stage en structure d'accueil collectif.

assistants familiaux

→ LES MISSIONS

- CONNAÎTRE LES BESOINS DU SERVICE DE L'ASE EN MATIÈRE DE PLACEMENT FAMILIAL.
- ÉLABORER, ASSURER LA MISE EN COHÉRENCE ET LE SUIVI DU DISPOSITIF D'AGRÉMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT DES ASSISTANTS FAMILIAUX.
- ASSURER LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DES ASSISTANTS FAMILIAUX RECRUTÉS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL.
- ASSURER LA DIFFUSION ET LA CONNAISSANCE DU MÉTIER D'ASSISTANT FAMILIAL DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN.

→ LES ACTIONS 2011

- > Poursuite des réflexions autour du nouveau protocole d'accord relatif à la profession d'assistant familial.
- > Travaux engagés avec le CG 68 concernant les pratiques en cours dans chaque département.
- > Élection de la CCPD en juin 2011.
- > Création d'une lettre d'information spécifique aux assistants familiaux.
- > Organisation de réunions territoriales, poursuite de la démarche participative des assistants familiaux et montage vidéo.
- > Finalisation de la participation au schéma départemental de l'enfance.
- > Modification de la plaquette d'information à destination des candidats à l'agrément « Devenir assistant familial au CG 67 ».
- > Modification du contenu du stage de 60 heures.
- > Collaboration du SDAF à la démarche de l'audit réalisé par la MAPI.

→ LES PROJETS 2012

- > Finalisation du Projet de Service des Assistants familiaux.
- > Création d'une base de données documentaire à destination des assistants familiaux.
- > Contribution à l'élaboration du protocole d'accord relatif à la profession d'assistant familial.
- > Réflexion et propositions sur l'amélioration, le traitement et la gestion des frais de déplacements.
- > Travaux dans le cadre des préconisations de l'Audit.
- > Mise à jour du classeur des assistants familiaux.
- > Formation :
 - participation au groupe projet ESTES, charte accueil stagiaire dans le domaine social ;
 - intervention des travailleurs sociaux au sein de la formation initiale des assistants familiaux ;
 - participation en qualité de jury à la VAE du Diplôme des Assistants Familiaux en juin 2012, et au rattrapage du DEAF en octobre 2012.



Thinkstock

- > Participation de deux assistants familiaux à la semaine du handicap.
- > Réflexions et mise en œuvre d'instances de régulation SPE/SDAF dans le cadre de la réorganisation du Service de Protection de l'Enfance.
- > Développement des relations partenariales par la poursuite des rencontres avec :
 - d'autres employeurs d'assistants familiaux du département ;
 - des services professionnels similaires aux nôtres dans les départements limitrophes ;
 - le CG 68.



Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Nombre ASSFAMS Bas-Rhin	414
Nombre ASSFAMS hors département	17
Âge moyen	53
Nouveaux recrutés	23
Ancienneté moyenne	11,5
Diplômes au DEAF (Conseil Général + foyer de l'enfance)	77
Participation aux deux réunions territoriales	67 %
Médaillés du travail	15
Dont Médaillés du travail + de 30 ans d'activité	3

PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

→ LES MISSIONS

LE SERVICE POUR L'ACCÈS À L'AUTONOMIE SOCIALE EST EN CHARGE DES AIDES À L'ACCÈS ET AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT DES PUBLICS DÉFAVORISÉS ET A ÉGALEMENT POUR MISSION LA PROTECTION DES PUBLICS EN SITUATION DE PRÉCARITÉ OU DE VULNÉRABILITÉ.

→ LES ACTIONS 2011

LOGEMENT, HÉBERGEMENT

Dans le contexte général de la territorialisation de l'action sociale et de la démarche de révision des politiques publiques, l'assemblée plénière du Conseil Général a souhaité, lors de sa séance du 25 octobre 2010, que s'engage une réflexion sur la territorialisation du Fonds de Solidarité pour le Logement. L'examen du projet de service et son adoption lors du CTP du 11 octobre 2011 ont été l'aboutissement des réflexions engagées.

PRÉVENTION DES EXCLUSIONS

Mise en œuvre des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) issues des lois du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs et de la protection de l'enfance.

Appui psychologique de proximité assuré par les psychologues du SAAS, auprès du public défavorisé des UTAMS.

Information continue et veille sur les problématiques liées à la vulnérabilité et au surendettement,

Révision et réactualisation du règlement intérieur et des procédures du Fonds d'Aide aux Jeunes en concertation avec les UTAMS et la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg,

Instruction et suivi d'une trentaine de subventions à des associations œuvrant contre la précarité et l'exclusion.

RÉALISATION ET DIFFUSION D'UN GUIDE SUR LES DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS...

...aux professionnels, élus et partenaires du département. Ce document regroupe et assure une meilleure lisibilité des dispositifs mis en œuvre par le Conseil Général dans le cadre de la lutte contre les exclusions.



Thinkstock



Thinkstock

→ LES PROJETS 2012

LOGEMENT, HÉBERGEMENT

- > Territorialisation du FSL.
À partir de septembre 2012, les aides financières relatives à l'accès au logement, au maintien dans les lieux et les accompagnements sociaux individuels seront gérés et décidés au sein des UTAMS. Le service thématique continue d'instruire les dossiers émanant du territoire de la Ville de Strasbourg.
- > Renforcement du service comme référent thématique dans le champ du logement et de la lutte contre les exclusions.
- > Mise en place du Plan d'action contre la précarité énergétique.

PRÉVENTION DES EXCLUSIONS

- > Élaboration d'une convention partenariale de prévention et de lutte contre le surendettement.
- > Suivi et instruction de 50 demandes de subventions formulées par des associations intervenant dans le domaine de la lutte contre la précarité et l'exclusion, dont 20 au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

BUDGET ANNUEL DU FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT
6 M€

HÉBERGEMENT D'URGENCE
798 000 € de dépenses au titre du soutien aux organismes en charge de l'hébergement d'urgence (798 000 € en 2010).

PRÉVENTION DES EXCLUSIONS
255 mesures d'accompagnement social exercées depuis janvier 2009 :

- 84 demandes de mesures judiciaires adultes et enfants transmises au procureur depuis 2009 ;
- 1 220 personnes rencontrées par les psychologues sur le département dont 72 % de bénéficiaires du RSA et 7 % de personnes handicapées ;
- 953 jeunes ont bénéficié du Fonds d'Aide aux Jeunes dont 619 sur la Ville de Strasbourg et 334 sur le reste du département.

440 000 € de dépenses au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- 193 000 € au titre des subventions accordées aux associations ;
- 150 000 € au titre de la participation aux services des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
- 127 000 € au titre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé avec gestion des prestations.

Nombre de dossiers instruits	2010	2011
Accès à un logement	2 596	2 841
Maintien dans les lieux	787	735
Accompagnement social lié au logement	2 307	2 379
Impayés d'énergie	2 552	2 719
Total	8 242	8 674

INSERTION ET EMPLOI

→ LES MISSIONS

LE SERVICE INSERTION ET EMPLOI A EN CHARGE LA MISE EN ŒUVRE DU RSA ET DE LA POLITIQUE D'INSERTION VISANT À FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA NOTAMMENT.

→ LES ACTIONS 2011

SEMAINE DE L'INSERTION

Le Printemps de l'Insertion organisé du 6 au 12 juin a permis de mettre en lumière, à travers plus de 30 opérations menées sur l'ensemble du territoire, la diversité et la richesse de l'action des opérateurs de l'insertion (SIAE, Ateliers de redynamisation, épiceries sociales, accompagnement social et professionnel). Le guide « Consom' autrement » édité à cette occasion a ainsi valorisé les produits et les services des acteurs de l'insertion.

ACCÈS À L'EMPLOI

En 2011, l'enveloppe financière dédiée aux contrats aidés a été doublée. L'Unité d'Accès à l'Emploi a réalisé durant l'année 371 mises à l'emploi (CDD, CDI et contrats aidés). Des actions de recrutement spécifiques ont également été organisées pour permettre un retour à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA :

- une manifestation « Les Rendez-vous de l'Hôtellerie-Restaurant » organisée le 9 novembre à la Maison du Conseil Général de Bischheim a permis la rencontre d'une vingtaine de recruteurs de ce secteur avec environ 400 personnes préalablement sélectionnées ;
- le 29 novembre 2011, une opération de recrutement

dans les métiers de la gendarmerie a rapproché une cinquantaine de candidats avec des officiers de gendarmerie et a débouché sur le recrutement de 15 personnes.

APPEL À PROJETS FONDS DÉPARTEMENTAL D'INNOVATION

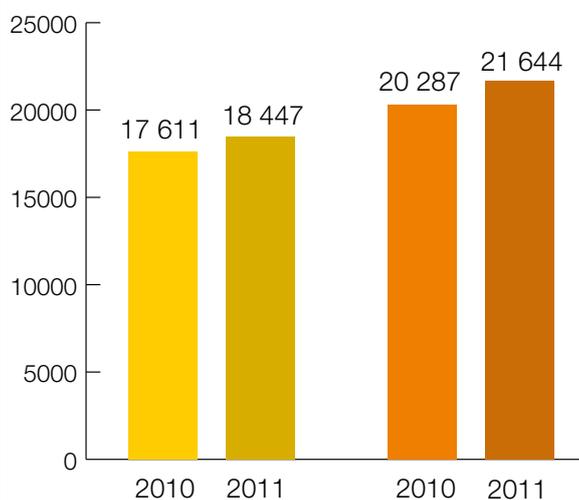
Doté de 175 000 €, le Fonds d'Innovation pour l'Insertion a fait l'objet d'un appel à projet lancé en janvier 2011. Au final, 19 projets ont été retenus en raison de leur caractère innovant ou de la richesse du partenariat local déployé. Le soutien financier relatif à ces projets s'est élevé à 150 294 €.

ARTICULATION INSERTION CULTURE

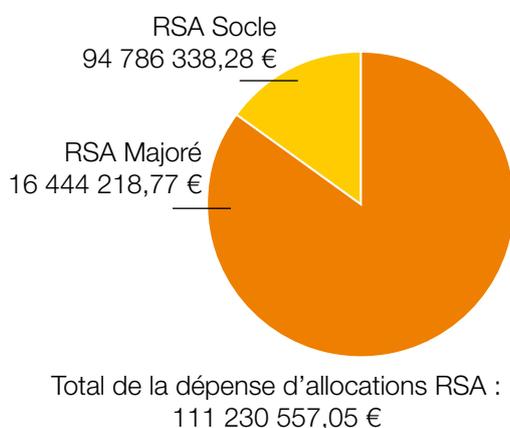
Une Charte d'Accueil des publics en insertion dans les lieux culturels du Bas-Rhin a été signée le 6 octobre à l'Opéra du Rhin à Strasbourg lors de la présentation de l'offre culturelle 2011/2012 organisée annuellement par Tôt ou T'Art. L'opération Art Dating réalisée du 15 au 21 octobre à la Maison du Conseil Général de Bischheim s'est articulée autour du vernissage d'une exposition d'œuvres de 11 artistes plasticiens bénéficiaires du RSA qui ont également bénéficié d'entretiens individuels avec des acteurs du champ culturel.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- **Dépenses pour l'Insertion Sociale en 2011** (accompagnement, épicerie sociale, ateliers de redynamisation, santé) : **2 076 368 €**
- **Dépenses pour l'Insertion Professionnelle en 2011** (entreprises et chantiers d'insertion, CUI, suivi professionnel et socio-professionnel, FSE, Maisons de l'Emploi, Missions Locales, Transport) : **11 521 755,71 €**
- **FD2I** (Fonds Départemental d'Innovation pour l'Insertion) : **150 294 €**



- Nombre de bénéficiaires du RSA Socle (ex RMI + ex API)
- Nombre de bénéficiaires RSA soumis aux droits et devoirs



Dorothee Parent / C667

→ LES PROJETS 2012

- > **Démarrage de l'expérimentation Contrat Unique 7 h** et signature de 200 contrats pour l'année 2012 (dont 50 au Conseil Général).
- > **Organisation d'opérations de recrutement :**
 - Copilotage du Job Dating Centres d'Appels en mars 2012 ;
 - Copilotage du Job Dating Métiers de la Vente pour « Job Roppenheim » en février 2012 ;
 - Pilotage du Job Dating Travailleurs Handicapés/ Bénéficiaires du RSA en avril 2012.
- > **Expérimentation d'un marché d'insertion** réservé aux structures d'insertion selon l'article 30 du code des marchés publics.
- > **Définition d'un plan d'action en matière de fraudes et d'indus au RSA.**
- > **Semaine de l'Insertion** pendant le mois de l'Économie Sociale et Solidaire en novembre 2012.

SANTÉ PUBLIQUE

→ LES MISSIONS

LE SERVICE DES ACTIONS DE PRÉVENTION SANITAIRE ASSURE LES MISSIONS DE PRÉVENTION DE LA TUBERCULOSE, LA PRÉVENTION ET LE DÉPISTAGE DES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES (IST), DU SIDA ET DES HÉPATITES, PARTICIPE À LA COUVERTURE VACCINALE, ET EFFECTUE DES MISSIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ-PRÉCARITÉ.

→ LES ACTIONS 2011



Thinkstock

- > Renforcement de l'accès au dépistage des IST pour les personnes en difficultés d'accès aux soins, dans le cadre du réseau des centres de dépistage anonymes et gratuits (CDAG) et en accord avec le cahier des charges des centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST), ainsi que dans des foyers de personnes en situation de précarité.
- > Développement de la prévention de la tuberculose et des vaccinations auprès de la population en situation de précarité.
- > Actions d'éducation à la santé dans des établissements scolaires et institutions

spécialisées sur les infections sexuellement transmissibles et les conduites sexuelles à risque.

- > Participation à l'événement des *67 h. du 67* dans les collèges de Marckolsheim et de Sundhouse, avec poursuite de la collaboration sous forme d'accompagnement de projets de promotion de la santé au sein des établissements.
- > Développement de la collaboration avec les services de l'ARS visant à faciliter l'accès aux soins des publics en situation de précarité et la prévention de la tuberculose et des IST.



Jean-Luc Stadler / CG67



Marianne Heiderlé

→ LES PROJETS 2012

- > Mise en œuvre d'un projet de service visant à optimiser l'organisation et la prise en charge des missions de prévention de la tuberculose, des IST, du sida, des hépatites et des vaccinations, et à faire émerger une fonction de coordination santé-précarité en lien avec la plate-forme santé-précarité de l'ARS et les services du Conseil Général.
- > Mise en place d'un protocole d'éducation thérapeutique du patient dans le domaine de la tuberculose, et développement d'une consultation et d'un suivi des patients dans le cadre du centre de dépistage de la tuberculose.
- > Deuxième phase de paramétrage et d'évaluation des requêtes Maidis (IST et tuberculose) et de l'ensemble des outils informatiques du service.

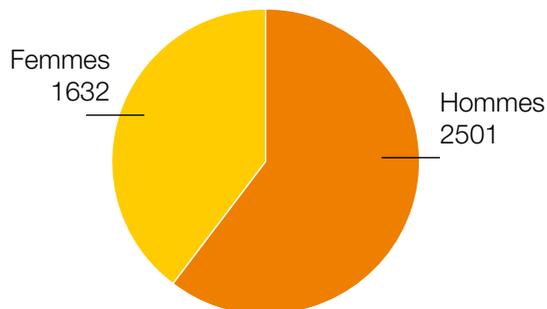
* Remarque : cette donnée ne tient pas compte des doses de vaccins fournis par le service dans le cadre des consultations de nourrissons organisées par le service de la PMI.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

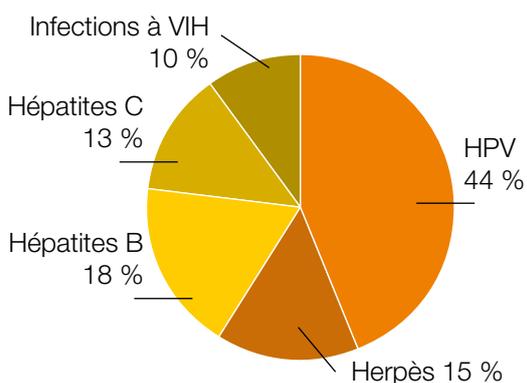
- 4 133 consultations ont été assurées au centre de dépistage des IST, du sida, des hépatites.
- 127 déclarations obligatoires de tuberculose et 7 infections tuberculeuses latentes, ce qui a entraîné 94 visites d'entourage, soit un suivi de 2 091 personnes rejoignant la file active de 5 439 sujets contact.
- 9 511 radiographies réalisées dont 4 445 par le car-radio.
- 2 856 tests intradermiques réalisés.
- 120 vaccins par le BCG réalisés.
- 5 établissements scolaires et structures spécialisées ont bénéficié d'une intervention en éducation à la santé : 9 interventions dans une association d'entraide et d'action sociale, 2 interventions dans un centre éducatif et scolaire spécialisé pour jeunes garçons, et 2 interventions dans des collèges à l'occasion de l'événement *Les 67 h. du 67*, soit 438 personnes vues.
- 4 495 doses de vaccins et tests tuberculiques ont été fournies par le Département pour le service des APS mais aussi pour assurer des séances de vaccinations dans les mairies, et pour des personnes en situation de précarité ou ayant des difficultés d'accès aux soins.*

→ **LES CHIFFRES CLÉS 2011**

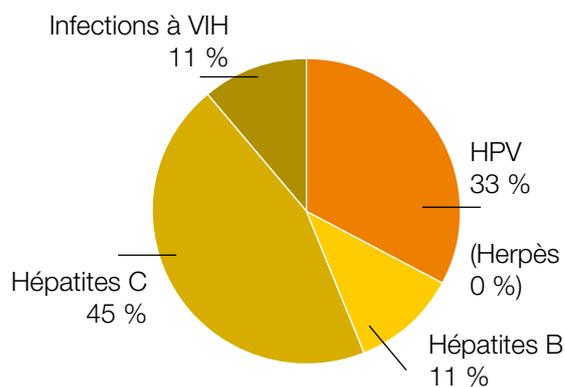
**Prévention du sida, des hépatites
 et des infections sexuellement transmissibles**



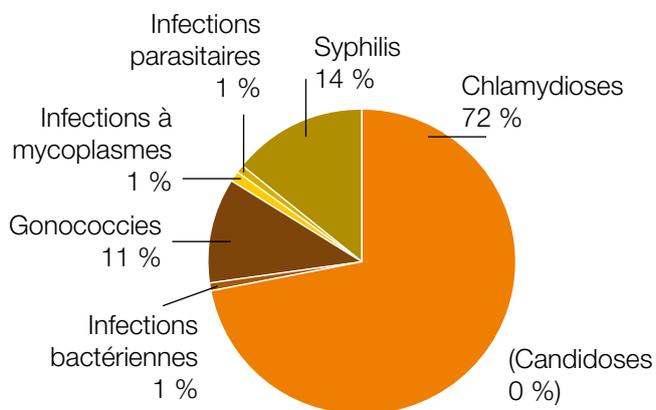
**Nombre de consultations
 (au total : 4133)**



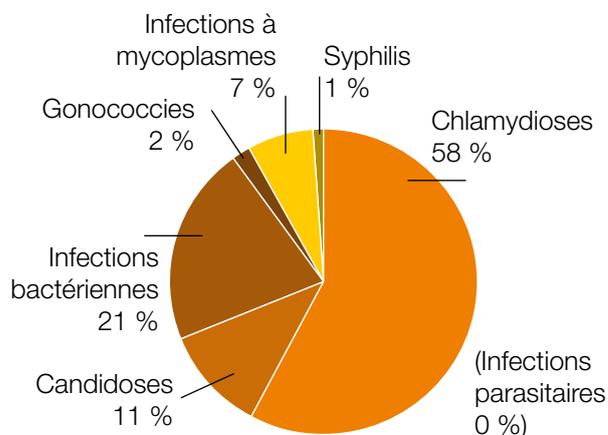
**Répartition des infections virales
 diagnostiquées / Hommes**



**Répartition des infections virales
 diagnostiquées / Femmes**

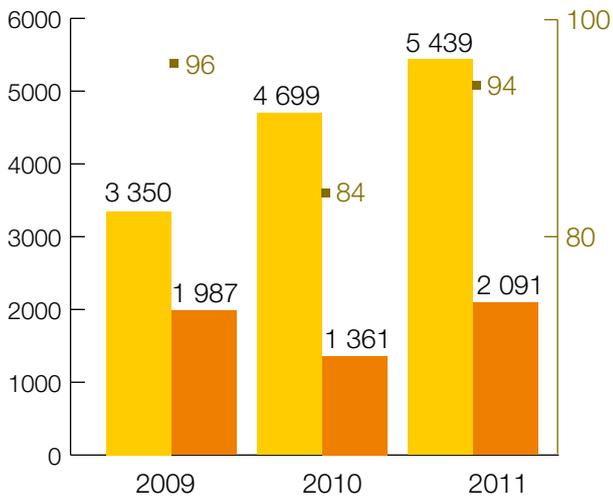


**Répartition des infections bactériennes
 et parasitaires diagnostiquées / Hommes**



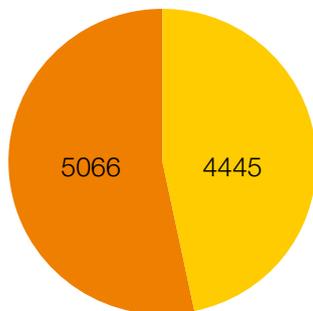
**Répartition des infections bactériennes
 et parasitaires diagnostiquées / Femmes**

Prévention de la tuberculose



- File active de personnes en cours de suivi (2 ans)
- Sujets contact à suivre (année en cours)
- Nombre de visites de l'entourage

Nombre de nouvelles personnes suivies par année et file active de personnes suivies sur 2 ans



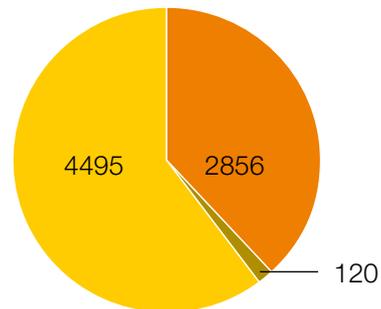
- Effectuées par le centre de lutte antituberculeux
- Effectuées par l'unité mobile de dépistage

Nombre de radiographies thoraciques réalisées (au total : 9511)



Marianne Heideré

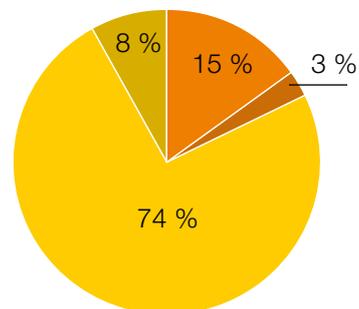
Prévention vaccinale



- Nombre de tests tuberculiques
- Nombre de vaccins BCG
- Nombre d'autres vaccins (séances de vaccinations dans les mairies, auprès de populations ayant des difficultés d'accès aux soins ...)

Tests et vaccins pratiqués

Éducation à la santé (actions hors les murs)



- Associations d'entraide et d'action sociale
- Centres éducatifs renforcés
- Collèges
- Lycées

Répartition des interventions en éducation à la santé

LIEUX D'accueil DU PUBLIC

→ LES MISSIONS

LES SERVICES MÉDICO-SOCIAUX DU DÉPARTEMENT SONT IMPLANTÉS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DANS PLUS D'UNE CENTAINE DE LIEUX. REGROUPÉS EN SEPT UNITÉS TERRITORIALES D'ACTION MÉDICO-SOCIALE (UTAMS), SOUS LA RESPONSABILITÉ DIRECTE DU CONSEIL GÉNÉRAL, ET EN SIX UNITÉS TERRITORIALES GÉRÉES PAR LA VILLE DE STRASBOURG SUR DÉLÉGATION DU BAS-RHIN, ILS ASSURENT L'ACCUEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT DE TOUS PUBLICS AYANT BESOIN D'UN CONSEIL OU D'UN APPUI SUR DIVERSES QUESTIONS DE LA VIE QUOTIDIENNE.

LEURS MISSIONS :

- ACCUEILLIR, INFORMER ET ORIENTER,
- ASSURER UN ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL ADAPTÉ À CHAQUE SITUATION,
- COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES TERRITORIALISÉES ET DÉVELOPPER LE PARTENARIAT,
- PILOTER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL.

→ LES ACTIONS 2011

LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS INSCRITES DANS LES PROJETS DE SERVICE ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (PSDS)

Élaborés avec des professionnels, des partenaires, et des habitants, et s'appuyant sur les enjeux propres à chaque territoire, les PSDS constituent le cadre de référence pour la mise en œuvre de projets locaux à visée collective et partenariale. Pour l'année 2011, 154 actions ont été engagées. Elles interviennent dans les domaines de la précarité, de la santé, du soutien aux enfants et à leur famille, de l'insertion, de l'autonomie des personnes, et concourent au renforcement du lien social et au Développement Social dans les territoires.

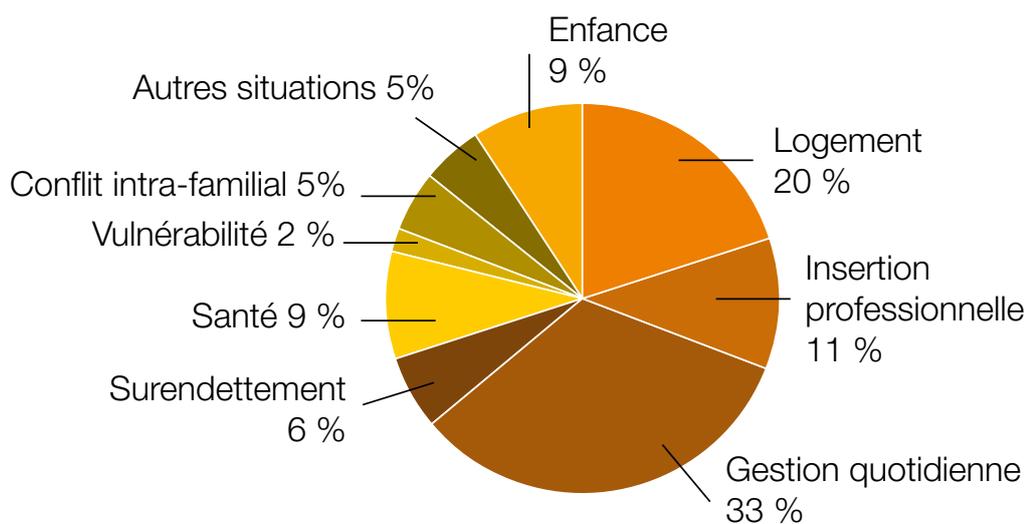
L'ÉLABORATION D'UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL D'INTERVENTION « LE PARCOURS DE L'USAGER »

Le Parcours de l'utilisateur est un référentiel de double portée. Il détermine, dans le domaine de l'intervention médico-sociale de proximité, l'offre de service assurée par le Conseil Général en direction des publics. Il structure la coordination des intervenants autour du parcours des personnes bénéficiaires des services du département.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- Nombre d'entretiens réalisés : **76 612**
- Nombre de ménages ayant bénéficié d'un diagnostic et/ou d'un accompagnement : **16 257**

Problématiques des publics reçus par les travailleurs sociaux des UTAMS



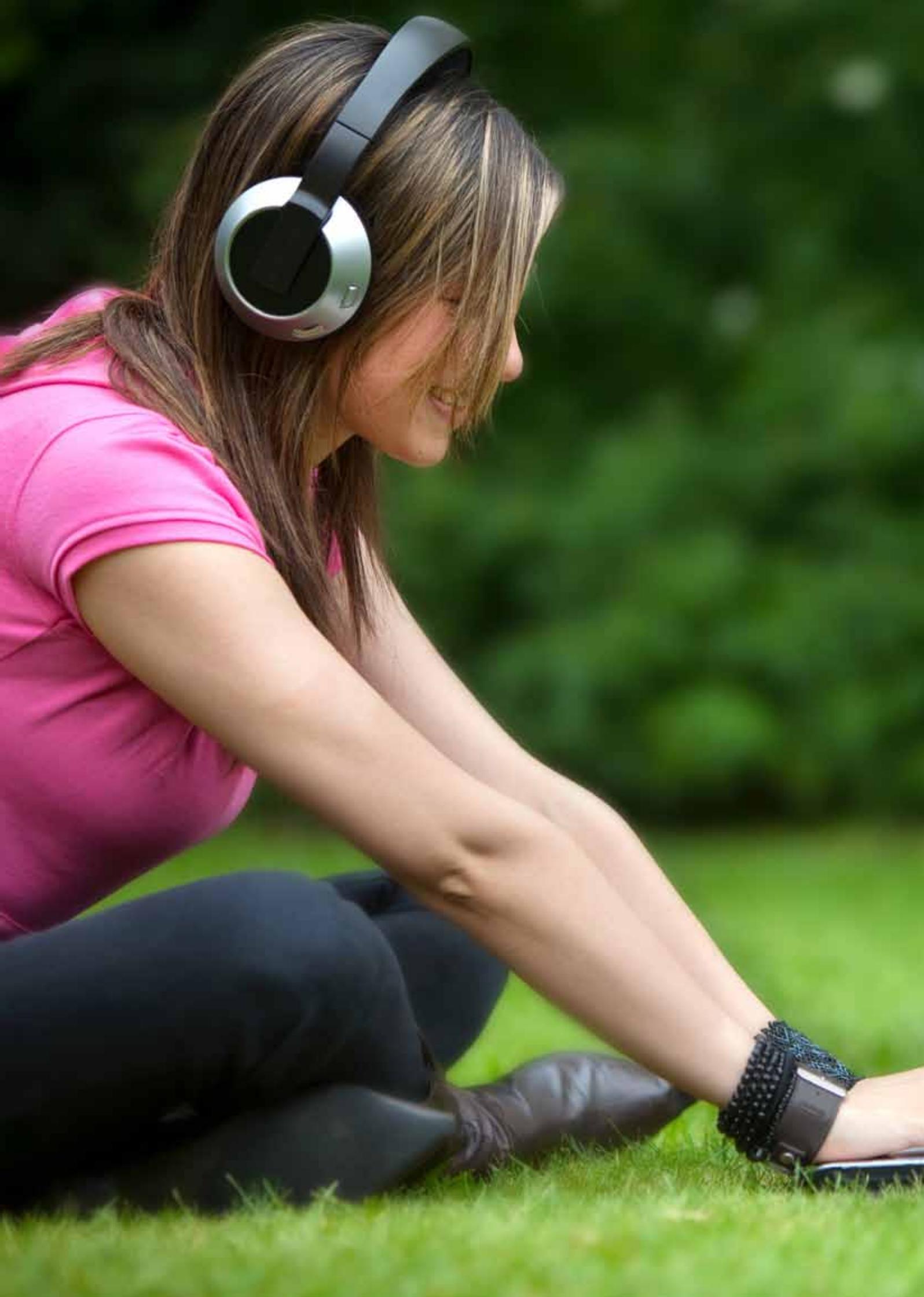
Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES PROJETS 2012

Ayant vocation à diversifier et optimiser les services de proximité rendus aux publics, les UTAMS se verront dotées de nouvelles compétences dans la mise en œuvre du Fonds de Solidarité Logement, et s'engageront dans un accueil et une information renforcés en faveur des personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, trois nouveaux projets structurants seront engagés :

- la mise en œuvre du référentiel « Parcours de l'utilisateur » ;
- le démarrage du projet d'informatisation des UTAMS ;
- le lancement du Schéma de l'intervention sociale de proximité.



ÉPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE

→ DONNER UNE CHANCE À CHACUN
DE S'ÉPANOUIR



éducation

→ LES MISSIONS

EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT, LA LOI A CONFIE AUX DÉPARTEMENTS LA COMPÉTENCE DES COLLÈGES. À CE TITRE, LE CONSEIL GÉNÉRAL ASSUME PLEINEMENT LES CHARGES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT DES 90 COLLÈGES DU DÉPARTEMENT AVEC LA VOLONTÉ DE CONTRIBUER ACTIVEMENT À LA QUALITÉ DE LA VIE SCOLAIRE.

DEPUIS 2005, LE CONSEIL GÉNÉRAL A ÉGALEMENT LA CHARGE DE LA MAINTENANCE, DE LA RESTAURATION, DE L'HÉBERGEMENT, DU NETTOYAGE DES COLLÈGES, ET DE LA CARTE SCOLAIRE. À CE TITRE, PLUS DE 700 ADJOINTS TECHNIQUES DES COLLÈGES EFFECTUENT AU QUOTIDIEN L'ENSEMBLE DE CES MISSIONS. AFIN D'OFFRIR DES CONDITIONS OPTIMUMS DE TRAVAIL AUX COLLÉGIENS ET AUX AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE. LES ADJOINTS TECHNIQUES DES COLLÈGES DU DÉPARTEMENT FONT L'OBJET D'UN ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER EN MATIÈRE DE FORMATION, DE REMPLACEMENT, DE SUIVI MÉDICAL ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL.

AU-DELÀ DE CES MISSIONS OBLIGATOIRES, LE CONSEIL GÉNÉRAL APPORTE SON CONCOURS À DES ACTIONS ÉDUCATIVES VOLONTAIRES ET SOUTIENT LES TRAVAUX QUE RÉALISENT LES COMMUNES DANS LES ÉCOLES.

→ LES ACTIONS 2011

SOUTIEN POUR LES TRAVAUX DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES

Le Conseil Général a versé 2,03 M€ d'aides à 120 communes pour des travaux de restructuration, de sécurité et d'économie d'énergie des écoles publiques.

TRAVAUX DANS LES COLLÈGES

Le Conseil Général adapte les établissements aux évolutions pédagogiques, fonctionnelles, techniques et réglementaires par la création ou la restructuration-extension de collèges, la rénovation des bâtiments et des équipements, les programmes de maintenance pluriannuels.

Au cours de l'année 2011, ont été livrées les extensions des collèges de Drusenheim et de Diemeringen et installés des bâtiments provisoires pour l'École européenne de Strasbourg, située au collège Vauban. Pour ces établissements, le Département a pris en charge l'équipement matériel et mobilier.

Les travaux se sont poursuivis pour les collèges Rouget de Lisle à Schiltigheim, Mentel à Sélestat, et Foch à Haguenau.

Le programme de maintenance a, quant à lui, porté essentiellement sur des travaux de mise en sécurité des bâtiments, de conservation du bâti, d'économie d'énergie et d'amélioration fonctionnelle de certains espaces.



Dorothee Parent / C667

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 90 collèges.
- 45 796 collégiens.
- 704 adjoints techniques des collèges.
- 2 918 647 repas produits.
- 575 472 m² de surface des bâtiments.
- 1 051 928 m² de surface d'espaces extérieurs.
- 29,4 M€ d'investissements.
- 13,4 M€ de dotations de fonctionnement.

COLLÈGES NUMÉRIQUES

L'équipement en matériel informatique pédagogique des collèges s'est poursuivi par l'installation de 1 181 nouveaux ordinateurs pour un montant de 0,64 M€. Un nouveau schéma directeur de la politique numérique des collèges a été adopté en juin 2011 pour être mis en œuvre de 2012 à 2014.

RATIO DOTATION DE FONCTIONNEMENT/ÉLÈVES

La dotation de fonctionnement aux collèges publics et privés s'est élevée à 265,31 € par élève pour un total de 52 245 élèves.

ACTIONS ÉDUCATIVES

Le Conseil Général développe des actions éducatives en partenariat avec l'Éducation Nationale. Ces actions se sont élevées à 2,1 M€ en 2011. Elles ont concerné les classes de découverte, la politique régionale des langues (en particulier l'enseignement bilingue français allemand) et l'accompagnement à la scolarité.

Le Département apporte son soutien à l'éducation au développement durable en soutenant la démarche des collèges engagés dans la mise en œuvre d'un Agenda 21, notamment pour la maîtrise de l'énergie, le tri des déchets verts et alimentaires.

POLITIQUE DE RESTAURATION SCOLAIRE DES COLLÈGES

Réalisation d'un audit sur la politique de restauration scolaire :

- poursuivre la mise en conformité des restaurants scolaires aux nouvelles normes de prévention des risques alimentaires ;
- faire la promotion de l'éducation au goût et à une alimentation équilibrée avec l'introduction de fruits et légumes issus de l'agriculture biologique régionale dans cinquante restaurants scolaires ;
- harmoniser progressivement les tarifs de restauration scolaire.

→ LES PROJETS 2012

À partir de 2012, sera mis en œuvre le schéma directeur numérique des collèges qui comporte six grands volets : connexions haut débit, achat de matériel sur catalogue, acquisition de matériel sur appel à projets, participation au financement de l'espace numérique de travail des collèges (ENTEA), exploitation (assistance et maintenance) et expérimentations numériques.

L'animation des réseaux-métiers (restauration et maintenance) sera développée afin de permettre aux agents concernés de partager leurs expériences professionnelles et de perfectionner leur savoir-faire.

éducation

Le Vaisseau

→ LES MISSIONS

PLUS PARTICULIÈREMENT DESTINÉ AUX JEUNES DE 3 À 15 ANS DANS UN CADRE SCOLAIRE OU FAMILIAL, LE VAISSEAU – ÉQUIPEMENT ÉDUCATIF DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN, À STRASBOURG – EST UN LIEU POUR APPRENDRE, MAIS AUSSI SE DISTRAIRE, OÙ L'ENFANT EST AMENÉ À MANIPULER, COMPARER, S'INTERROGER SUIVANT SON PROPRE RYTHME ET SES PROPRES CENTRES D'INTÉRÊT. ENTRE ATELIERS, EXPOSITIONS, ANIMATIONS ET PROJECTIONS, LE VAISSEAU SE RENOUVELLE SANS CESSE EN DÉVELOPPANT INGÉNIEUSEMENT UNE APPROCHE LUDIQUE DE LA CONNAISSANCE.

→ LES ACTIONS 2011

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS

L'accueil de la première exposition co-conçue par le Vaisseau et Cap sciences à Bordeaux *Face au Vent*.

Invisible mais ressenti, le vent peut être doux, cinglant, sec, humide... Il sèche le linge et fait tourner les éoliennes, déplace les fruits du pissenlit, fait avancer les bateaux et flotter les drapeaux... D'où vient-il? Où va-t-il?

Naviguez dans un espace aéré et aux couleurs du ciel afin de faire plus ample connaissance avec le vent et découvrir la relation particulière que nous entretenons avec ce phénomène naturel.

Coproduction: Cap Sciences (Bordeaux) et le Vaisseau. Avec le soutien de VALOREM et de l'ADÈME et le concours de Météo-France.

La diffusion du film 3D coproduit par le Vaisseau: *Jour de miel*.

Le film propose d'en savoir plus sur la vie des abeilles, la récolte du pollen, du nectar...

Coproducteurs: Micropolis, Nayade, R2D1, Universcience, Le Vaisseau.

Lancement de la bourse à la création pour un spectacle à caractère bilingue (français et allemand) et un spectacle à caractère scientifique.

Les lauréats sont le spectacle *Zef* de la compagnie Houppz théâtre. Il sera joué du mardi 6 au dimanche 11 mars 2012. Et le spectacle *Canis Lupus* des compagnies Gavroche Théâtre et Spektakel Theater. Il sera joué du mardi 31 juillet au dimanche 26 août 2012.

Un atelier sur le thème des abeilles pour les scolaires du Cycle 1 (suite à la mise en place du rucher dans le jardin): *Abeille d'où vient ton miel?*

L'atelier propose aux élèves de cycle 1 de comprendre comment les abeilles fabriquent le miel. Par l'observation et le jeu et la mise en situation, les enfants sont amenés dans un premier temps à reconnaître l'abeille et à se familiariser avec son anatomie. Ils découvrent ensuite les différentes étapes de la fabrication du miel.



Yves Trotzier

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- Plus de 150 000 visiteurs accueillis en 2011.
- Près de 23 % de visiteurs dans le cadre scolaire.
- Plus de 10 % de visiteurs allemands.
- 6211 : le nombre de visiteurs accueillis à la Fête de la science 2011.
- 800 : le nombre de classes invitées par le Conseil Général du Bas-Rhin à visiter gratuitement le Vaisseau.
- 1 172 152 : le nombre de visiteurs accueillis depuis l'ouverture.
- 450 m² : la taille de l'exposition temporaire *Grains de bâtisseurs*.
- 250 m² : la taille de l'exposition temporaire *Face au Vent*.
- 0,14 % : le taux moyen annuel de pannes pour l'année 2011, un taux bien inférieur à 3 %, seuil de tolérance maximal pour le confort du visiteur.

ET AUSSI

De nouvelles animations scientifiques, encore plus théâtralisées :

- *Électricité de l'ambre à la lumière*.
Pour les enfants à partir de 7 ans, en bilingue.
- *Cradock et l'invasion des déchets !*
Pour les enfants en dessous de 6 ans accompagnés de leurs parents en français uniquement.

La déclinaison de l'exposition *Grains de bâtisseurs* dans le jardin avec la conception de deux ateliers jardins par les équipes du Vaisseau :

- *Loess geht's !*
Pour les enfants à partir de 7 ans.
- *Briques à brac*
Pour les enfants en dessous de 6 ans.

Une fête de la science sur le thème de l'année mondiale de la chimie et les *67 h. du 67* mettant des services du Conseil Général à l'honneur.

→ LES PROJETS 2012

- > De nouvelles animations scientifiques théâtralisées :
 - *Rose ou bleue, la matière grise ?*
Pour les enfants à partir de 7 ans, en bilingue.
 - *Forêt dis-nous tout !* Pour les enfants en dessous de 6 ans accompagnés de leurs parents en français uniquement.
- > La mise en place des cinq nouveaux éléments interactifs de l'univers *Le monde et moi* dans l'exposition permanente.
- > La conception d'un nouvel atelier sur le thème des abeilles pour le cycle 3.
- > Le renouvellement des façades internes du Vaisseau.
- > L'accueil de l'exposition temporaire *Plantastic* dès septembre 2012.
- > Mise en avant du jardin toute l'année à travers l'exposition *Plantastic*.
- > Mise en place d'une paroi végétalisée à l'entrée du Vaisseau.
- > Une nouvelle formule pour la Nuit au Vaisseau du 7 au 8 juillet 2012.

POLITIQUE JEUNESSE

→ LES MISSIONS (AXE 332 JEUNESSE)

POLITIQUE PRIORITAIRE DU CONSEIL GÉNÉRAL, L'ACTION VOLONTARISTE DU DÉPARTEMENT EN DIRECTION DES JEUNES DE 10 À 25 ANS, VISE À FAVORISER LEUR ÉDUCATION, LEUR INSERTION, LEUR ÉPANOUISSEMENT ET LEUR ENGAGEMENT.

L'ENGAGEMENT DÉPARTEMENTAL POUR LA JEUNESSE, ADOPTÉ EN DÉCEMBRE 2007, A TRACÉ LA VISION DE LA COLLECTIVITÉ : CONTRIBUER À FAIRE DES JEUNES DU DÉPARTEMENT DES ADULTES AUTONOMES, ENGAGÉS ET RESPONSABLES.

→ LES ACTIONS 2011



Dans le cadre de l'accompagnement aux collectivités dans la mise en œuvre de leur politique jeunesse, l'année 2011 a permis de finaliser la transformation des Projets Territoriaux pour la Jeunesse (PTJ) en Contrats Territoriaux pour la Jeunesse (CTJ) : 28 collectivités ont fait évoluer leur partenariat avec le Conseil Général en ce sens et 6 nouvelles collectivités ont fait part de leur intérêt pour la démarche en s'engageant dans un diagnostic jeunesse préalable.

La participation et l'engagement des jeunes est un axe fort de la politique jeunesse. Une rencontre

départementale pour la Jeunesse a d'ailleurs été réalisée en 2011 sur cette thématique.

L'expérimentation nommée Pass'engagement, dont les objectifs sont la promotion, la reconnaissance et la valorisation de l'engagement des jeunes, a été lancée sur 8 territoires définis. Avec la participation des différents acteurs de ces territoires, mais aussi l'accompagnement du CRAJEP, la réalisation d'un passeport de l'engagement a pu se faire grâce à la participation active de jeunes dans le projet. Dans ce domaine également, durant l'année 2011, le Conseil Général a accueilli dans ses services 27 jeunes volontaires en service civique.

Concernant le soutien aux structures, de nouvelles délibérations fin 2011 ont été prises, concernant le renforcement du soutien aux centres socio-culturels, par le biais de contrat d'objectif, ainsi que la transformation du co-financement des postes d'animateurs-jeunes en forfait d'ingénierie jeunesse pour les collectivités en CTJ.



Dorothée Parent / CG67

→ LES PROJETS 2012

- > Faire reconnaître le passeport de l'engagement par le monde de l'insertion et de l'économie et former les professionnels à l'accompagnement des jeunes engagés.
- > Renforcer le soutien au service civique en proposant de nouvelles missions en interne.
- > Offrir une meilleure lisibilité des aides du Conseil Général à destination des jeunes.
- > Renforcer la connaissance du dispositif Pass'âge (numéro vert et site internet).



Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- Soutien de 46 postes d'animateurs jeunes (23 en milieu rural) : 734 000 €.
- Soutien financier des collectivités, des associations socio-éducatives et de 25 centres socioculturels pour leur fonctionnement et leur aide aux projets pour un montant de 1 976 000 €.
- Le dispositif Pass'âge a enregistré en 2011 : 7 200 appels et 40 800 visites sur le site.
- 29 actions de prévention ont été menées avec les outils pédagogiques du Conseil Général, ces actions ont touché 7 600 jeunes.
- 14 soirées parents/grand public autour de l'adolescence ont été réalisées.
- **Le budget consacré à la jeunesse (axe 332) s'est élevé à 3,25 M€ en 2011.**

PATRIMOINE CULTUREL ET POLITIQUE MÉMORIELLE

→ LES MISSIONS

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2011, LE SERVICE DU PATRIMOINE CULTUREL ET LA MISSION « MÉMOIRE » ONT ÉTÉ RATTACHÉS À LA DIRECTION DES ARCHIVES, DU PATRIMOINE ET DE LA MÉMOIRE.

→ LES ACTIONS 2011

LA POLITIQUE MÉMORIELLE DANS LE BAS-RHIN

Une dizaine de projets ont été soutenus par le Département au titre de la politique mémorielle pour un montant total de 27 000 €.

D'autre part, durant toute l'année 2011, l'exposition consacrée au camp de Tambov a été présentée au Mémorial de l'Alsace-Moselle. Les éléments les plus significatifs de l'exposition ont été intégrés au parcours permanent du Mémorial.

ASSOCIATIONS DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE SOUTENUES PAR LE DÉPARTEMENT

L'activité des associations de sauvegarde du patrimoine (conseil technique, formation, montage de projet), s'élève à plus de 2000 jours de travail cumulés sur les ruines de châteaux forts. Les forts cumulent un total d'activité bénévole globalement équivalent.

L'enveloppe départementale annuelle de 25 000 € a concerné 11 associations. Les travaux bénévoles réalisés représentent un équivalent d'investissement de l'ordre de 800 000 € en termes de travaux effectués.

Cette activité a été le support de multiples projets pédagogiques, accueil de visiteurs, scolaires,

touristes, animations, ainsi que de deux chantiers de formation/insertion à Andlau.

L'année 2011 a vu la naissance de l'association Châteaux Forts Vivants qui, à l'initiative du Département, va permettre de centraliser et mutualiser les démarches associatives pour partager expériences, ressources techniques et compétences entre les sites, et entrer dans une logique de partenariat de projets avec le Département. Deux nouvelles associations sont en cours de création à Girbaden et Bernstein.

COMMISSION SCIENTIFIQUE DU HAUT-KŒNIGSBOURG

Les travaux de la Commission scientifique du Haut-Kœnigsbourg ont permis de réaliser l'inventaire des objets métalliques et de la céramique de poêles issus des fouilles du château au début du XX^e siècle, et de proposer le sommaire d'une série d'ouvrages thématiques consacrés au château.



Jean-Luc Stadler / CG67



Jean-Luc Stadler / C667

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Alimentation de la base de données des victimes alsaciennes de la Seconde guerre mondiale

La liste des incorporés de force morts et disparus a été précisée. La vérification auprès des communes, qui sera lancée en 2012, permettra de la fiabiliser encore.

Type de victimes	Nombre de noms entrés dans la base de données en 2011
Déportés et internés hors Shoah	5 006
Victimes alsaciennes de la Shoah (données des Memorbücher des deux départements alsaciens et du Mémorial de la Shoah)	3 572

Transmission des connaissances patrimoniales, muséographie, centre d'interprétation du patrimoine

- 12 dossiers de subvention ont été instruits en 2011.
- Le musée Laliq a ouvert le 1^{er} juillet 2011 et a accueilli 65 000 visiteurs cette année.
- Une étude de programmation du projet de rénovation du Musée Westercamp à Wissembourg a été menée.

	Crédits mandatés en 2011		
	Musées	Centre d'Interprétation du Patrimoine	Total
Investissement	403 597 €	550 983 €	957 580 €
Fonctionnement	911 857 €		911 857 €

Tableau récapitulatif des subventions accordées à la sauvegarde du patrimoine bâti, des tombes et fontaines

Type de projets aidés	Nombre de projets	Subventions accordées
Patrimoine bâti protégé	55	934 851,03 €
Patrimoine religieux non protégé	193 projets communaux 23 projets paroissiaux	1 130 219,08 €
Petit patrimoine	7	29 363,74 €
Total	278	2 094 433,85 €

PATRIMOINE CULTUREL - POLITIQUE MÉMORIELLE

CHÂTEAU DU HAUT-KOENIGSBOURG

→ LES MISSIONS

LE CHÂTEAU DU HAUT-KOENIGSBOURG, PROPRIÉTÉ DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN DEPUIS 2007, A VOCATION À CONSTITUER UN OUTIL CULTUREL ET ÉDUCATIF MAJEUR SUR L'HISTOIRE DE L'ALSACE ET DE L'EUROPE, TOUT EN ASSURANT UN RÔLE MOTEUR POUR LE TOURISME EN ALSACE.

→ LES PROJETS 2012

- > Mise aux normes techniques du Monument.
- > Restauration de la Maison Alsacienne.
- > Réflexion et définition d'un projet d'accueil de qualité du public et d'une offre commerciale plus diversifiée.
- > Adoption de l'Agenda 21.
- > Réfection de la toiture du donjon.

ÉVÉNEMENTIEL 2012

- > La Nuit des musées (19/05/2012).
- > Rendez-vous aux jardins (02 et 03/06/2012).
- > Un Château pour tous (08/09/2012).
- > C'est la Récré au château! (29 et 30/09/2012).
- > Festival Vos oreilles ont la parole (27/10/2012).
- > Us et coutumes d'autrefois (scénographie de Noël).



Partie de la toiture ouest du donjon (400 à 500 kg) tombée à l'entrée du château le 16 décembre.



Travaux en ordonnée et abscisse.

Château du Haut-Koenigsbourg

Château du Haut-Koenigsbourg



Marc Dossmann



Marc Dossmann

5 501 visiteurs ont participé à *C'est la Récré au château !*, qui avait pour thème « Princesses et chevaliers » en 2011.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 521 344 visiteurs accueillis en billetterie.
- 2 900 000 € de recettes.
- 355 journées d'ouverture au public.
- 7 jours de fermeture exceptionnelle suite à la tempête Joachim du 16/12/2011.

→ AFIN DE LUI PROPOSER UNE OFFRE CULTURELLE DE QUALITÉ, UNE ANALYSE DU PUBLIC

Une étude auprès des visiteurs individuels du château a été menée en 2011. 1 811 personnes de toutes nationalités ont été interrogées de façon aléatoire. Quelques éléments de cette étude :

- > 61 % de visiteurs individuels Français dont 23 % d'Alsaciens, 19 % d'Île-de-France, 12 % de Rhône-Alpes, 11 % de Lorraine.
- > La proportion de visiteurs du Bas-Rhin est égale à celle du Haut-Rhin. Le sud du Bas-Rhin et le nord du Haut-Rhin sont toutefois surreprésentés.
- > 15 % des visiteurs individuels sont Allemands dont 48 % du Baden-Württemberg.
- > 69 % des visiteurs individuels sont touristes dans la région. Le séjour moyen est de 5,7 jours.
- > 33 % des visiteurs étaient déjà venus par le passé. 70 % de ceux qui sont venus à l'occasion d'une manifestation particulière sont alsaciens.
- > 39 % des visiteurs sont venus avec des enfants. Le pourcentage est plus élevé parmi les visiteurs alsaciens qui sont 57 % à venir avec des enfants.
- > 99 % des visiteurs recommanderaient la visite du château à leur entourage.

PATRIMOINE CULTUREL - POLITIQUE MÉMORIELLE

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

→ LES MISSIONS

LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ONT POUR MISSION DE COLLECTER, CLASSER, CONSERVER ET COMMUNIQUER LES DOCUMENTS CONSERVÉS. LEUR MISSION EST DONC À LA FOIS DE PRÉSERVER LE PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL ET DE PERMETTRE SA DIFFUSION AU PLUS GRAND NOMBRE. ELLES S'INSCRIVENT DE PLAIN-PIED DANS LA MODERNITÉ AVEC L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES.

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2011, LE PÉRIMÈTRE D'ACTION A ÉTÉ ÉLARGI, AVEC LE RATTACHEMENT DU SERVICE DU PATRIMOINE CULTUREL À CE QUI DEVIENT LA DIRECTION DES ARCHIVES, DU PATRIMOINE ET DE LA MÉMOIRE.

→ LES ACTIONS 2011

LA NUMÉRISATION

L'état civil, les listes nominatives de population, le florilège de documents emblématiques du Bas-Rhin et l'instrument de recherche dit « Spach ».

Le 30 mai 2011, les listes nominatives de population du XIX^e s. (1819, 1836-1866), représentant 90 000 vues, ont été mises en ligne.

Les deux applications phares des Archives départementales, Adeloche pour l'état civil et Ellenbach pour les recensements de population, ont permis de toucher un très vaste public : 159 000 visiteurs uniques différents ont ainsi effectué 624 000 visites (hors « rebonds », c'est-à-dire les visites très brèves effectuées par hasard).

En moyenne, ce sont ainsi entre 1 500 et 2 000 visiteurs qui fréquentent quotidiennement la salle de lecture virtuelle des Archives.



Jean-Luc Stadler / CG67

L'ACTION CULTURELLE

L'action culturelle aux Archives départementales a été marquée par deux temps forts :

- d'une part, l'exposition *Affinités électives ? L'Alsace-Lorraine et l'Empire allemand* s'est tenue au Palais du Rhin du 16 mai au 30 juin 2011. Elle a attiré 820 personnes ;
- d'autre part, trois soirées de lectures d'archives par des comédiens professionnels ont été organisées durant les 67 h. du 67 : elles ont fait salle comble.



Jean-Luc Stadler / CG67

ENTRÉES D'ARCHIVES AUDIOVISUELLES ET FIGURÉES

Quatre fonds d'archives privées sont entrés :

- le fonds Auguste Spinner (200 J), patriote francophile, complété par :
- le fonds Philippe Tomasetti (201 J), son biographe ;
- le fonds Charles Hueber (32 Fi), homme politique alsacien ;
- le fonds Charles Drouet (51 Av), comprenant des films sur l'Alsace dans les années 1940 et 1950.

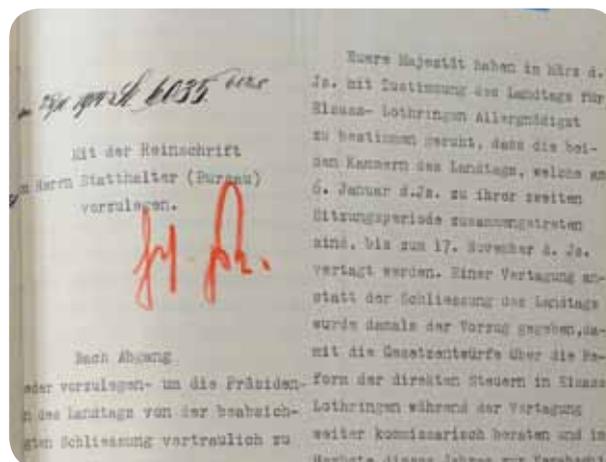
RECUEIL DE TÉMOIGNAGES

Huit nouveaux témoignages de jeunes gens mobilisés durant l'annexion de fait (1940-1945), ont été collectés en 2011, pour un total de 17 h 30 d'enregistrement. Soit 66 témoignages recueillis depuis 2009, représentant 96 h 30 d'enregistrement.

Quatre témoignages (d'une durée totale de 3 h 30) concernant le planétaire de Gresswiller ont également été enregistrés.

CHANTIER DE CLASSEMENT DES FONDS DE L'ENREGISTREMENT (3 Q)

Un important chantier de classement des fonds de l'Enregistrement (sous-série 3 Q) a été achevé en avril 2011, après une année de travail ayant mobilisé l'équipe. Plus d'un kilomètre linéaire d'archives a ainsi été traité.



Jean-Luc Stadler / CG67

→ **LES CHIFFRES CLÉS 2011**

Les recherches à distance

Type de recherche	2011
Recherches généalogiques	413
Recherches scientifiques	267
Recherches administratives	192
Total	872

Les recherches généalogiques représentent 47 % des demandes, les recherches administratives 22 %, et les recherches scientifiques 30 %.

Ces deux dernières catégories sont plus complexes que les recherches généalogiques, et nécessitent le recours à du personnel plus qualifié.

Tableau récapitulatif du nombre de lecteurs inscrits en salle, avec leur type de recherche

Type de lecteurs	2011
Généalogistes	445
Scientifiques	244
Usagers effectuant des recherches à caractère administratif	19
Personnel des services versants	7
Autres	186
Nombre total de lecteurs inscrits	901

Tableau récapitulatif des communications aux Archives départementales par type de documents (hors documents en ligne)

Type de documents communiqués	Salle de lecture	Dans un autre service d'archives	Dans un service administratif	Total
Documents d'archives	11457	347	104	11908
Ouvrages, périodiques, journaux officiels...	575	0	0	575
Microfilms et microfiches	50	0	0	50
Documents sonores et audiovisuels	88	23	0	111
Total des documents communiqués dans l'année	12170	370	104	12644

Tableau comparatif du nombre de personnes concernées par l'action du service éducatif en 2010 et 2011

On constate une hausse globale de ce chiffre et une plus grande diversité des publics concernés. Deux dossiers pédagogiques, *Affinités électives ? 1911, l'Alsace-Lorraine et l'Empire allemand* et *1870. La déchirure* ont été élaborés.

	2010	2011
Nombre d'élèves de classes élémentaires accueillis	0	48
Nombre de collégiens	575	470
Nombre de lycéens	0	11
Nombre de lycéens professionnels	0	27
Nombre d'étudiants accueillis dans le cadre de stages, d'initiations aux archives, de conférences, etc.	72	100
Nombre total d'élèves accueillis	647	656
Nombre d'enseignants	324	369
Nombre total de personnes touchées par le service éducatif (étudiants + enseignants)	971	1 025

Tableau récapitulatif du nombre de vues numérisées en 2011. Ces chiffres prennent en compte à la fois les opérations de numérisation réalisées en interne et externalisées.

Projet ou base de données ayant donné lieu à des opérations de numérisation	Nombre de vues numérisées en 2011	Nombre total de vues ayant été numérisées pour ce projet depuis son commencement
Adeloch	93678	297 106
Ellenbach	26169	234 335
Florilège	832	11 000
Projet « Spach »	14364	14364
Total	135 043	556 805



Denis Guichot / CC67

→ LES PROJETS 2012

LE DÉMÉNAGEMENT

Le déménagement des fonds des Archives départementales dans le nouveau bâtiment, rue Dollinger, commencera au début du second semestre 2012 pour s'achever 7 mois après. L'ouverture au public de la nouvelle salle de lecture est programmée pour le début de l'année 2013.

LA REFONTE DU SITE INTERNET

Le nouveau site Internet des Archives est actuellement en cours d'élaboration. Il s'agit d'un projet novateur qui proposera à l'utilisateur des services innovants tels qu'un wiki, un forum ou encore des fonctionnalités d'indexation collaborative. Des bases de données y seront proposées, permettant de mettre en valeur les fonds des Archives, comme par exemple le florilège des documents emblématiques du Bas-Rhin, ou permettant de se repérer dans les fonds des Archives.

PATRIMOINE CULTUREL - POLITIQUE MÉMORIELLE

LECTURE PUBLIQUE



Dorothee Parent / CC67

→ LES MISSIONS

LA BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN, SOUTIEN LES COMMUNES ET COMMUNAUTÉS DE COMMUNES JUSQU'À 25 000 HABITANTS DANS LEUR POLITIQUE DE LECTURE PUBLIQUE, AU TRAVERS DES MISSIONS DE POLITIQUE DOCUMENTAIRE, ACTION CULTURELLE, INGÉNIERIE ET FORMATION. ELLE EST AU CŒUR D'UN RÉSEAU HUMAIN DE 2 500 PERSONNES BÉNÉVOLES ET SALARIÉS.

CES MISSIONS SONT REVISITÉES DEPUIS 2010, EN INTÉGRANT LA NOUVELLE DONNE D'UNE OFFRE CULTURELLE NUMÉRIQUE EN COURS D'EXPÉRIMENTATION, AINSI QUE DANS LE DÉPLOIEMENT DES BIBLIOTHÉCAIRES RÉFÉRENT, VISANT À CONSOLIDER LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES, NOTAMMENT DES POINTS-LECTURE.

→ LES ACTIONS 2011

LE RÉSEAU ET L'OFFRE DE SERVICES

Le développement du réseau a connu une étape de consolidation importante en 2011 au travers du déploiement effectif du premier réseau intercommunal du département, à savoir le réseau Kolibris sur le territoire du Kochersberg. Dans le même temps, le réseau intercommunal du Pays de Brumath se constitue dans l'attente de la construction de la future médiathèque intercommunale de 1 000 m² à Brumath.

L'offre culturelle

Un fond de documents en langue étrangère se constitue, notamment dans les langues européennes, dans un premier temps. Début 2012, les services de la navette connaissent une double évolution : toute bibliothèque du réseau, y compris les points-lecture, accède désormais à tous les supports, y compris audiovisuels. Les réservations, désormais possible directement via le nouveau catalogue en ligne,

donnent une nouvelle impulsion et permettent de répondre plus finement aux demandes des Bas-Rhinois.

L'offre de supports d'animation a singulièrement augmenté en 2011, fruit d'une professionnalisation du réseau et d'une dynamique départementale d'action culturelle dans les bibliothèques publiques de plus en plus identifiées comme des lieux de vie et de découverte.

L'informatique et le numérique

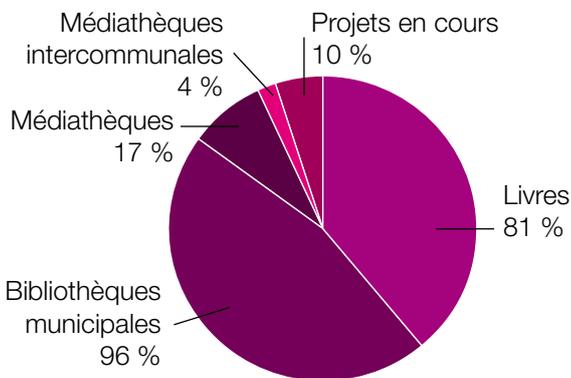
La BDBR s'est résolument engagée dans l'expérimentation de projets numériques, en intégrant de nouvelles offres : livres numériques, Arte VOD (cinéma en streaming), prêt de tablettes et liseuses dans les relais de Villé et Sarre-Union.

Mediason67, expérimentation d'accès à de la musique en streaming, menée conjointement par quatre bibliothèques d'Alsace et labellisée par le Ministère de la culture s'est étendu à 9 médiathèques dans une dimension de médiation numérique locale.

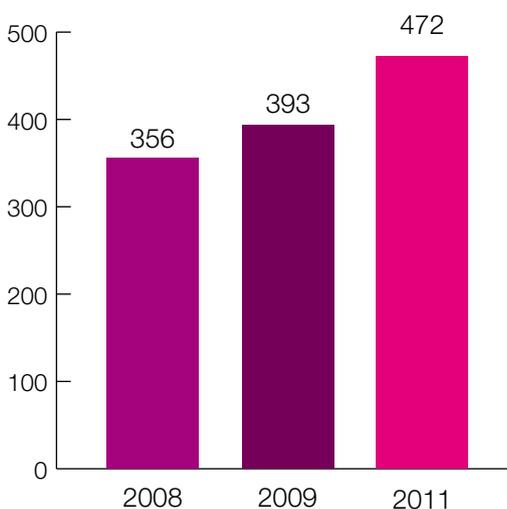
→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 210 bibliothèques dans le réseau.
- 11 projets de création ou d'amélioration de bibliothèques aboutiront en 2011.
- Fonds documentaire : 480 000 imprimés, 102 700 documents audiovisuels.
- Logistique : 800 échanges de documents (livraison aux 205 bibliothèques, circuits navettes).
- 367 000 documents actuellement prêtés aux collectivités de moins de 10 000 habitants.

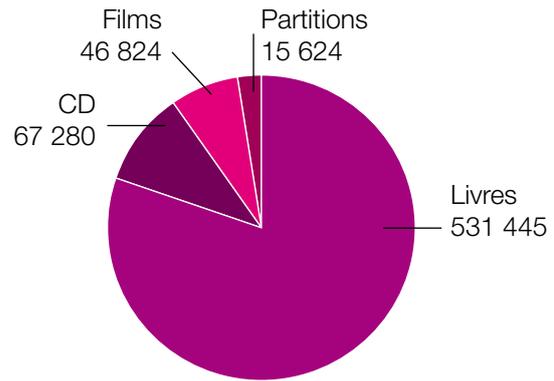
Un réseau départemental de 210 bibliothèques



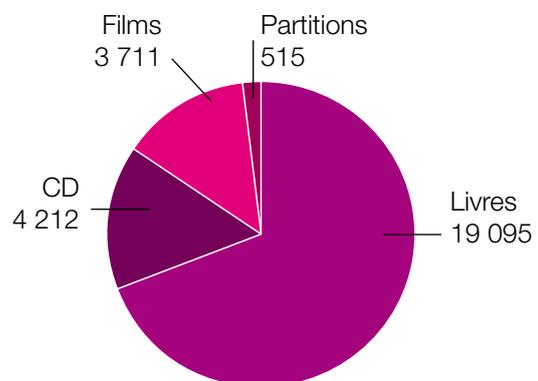
Des prêts de supports d'animation en augmentation constante



Offre documentaire de la BDBR par supports



Acquisitions 2011 par type de support



→ LES PROJETS 2012

- > *Illustr'et vous ?* Un événementiel d'envergure sur 2012/2013.
- > Déploiement d'un nouveau portail documentaire et renforcement de l'offre de service en ligne.
- > 3^e édition du festival *Vos oreilles ont la parole* : 35 bibliothèques participantes.
- > Nouvelle organisation de la BDBR.
- > Déploiement des bibliothécaires référents et renforcement de l'ingénierie.
- > *Une médiathèque dans la vallée* : évolution du relais de Villé et requalification en profondeur des services.
- > Ouverture des médiathèques de Schirmeck, Barr et Marckolsheim.
- > Poursuite des projets de médiathèques Brumath, Drusenheim.

PATRIMOINE CULTUREL - POLITIQUE MÉMORIELLE

PÔLE D'ARCHÉOLOGIE INTERDÉPARTEMENTAL RHÉNAN

→ LES MISSIONS

LE PAIR, UN OUTIL PERFORMANT DE SERVICE PUBLIC À VOCATION SCIENTIFIQUE, PATRIMONIALE, ÉDUCATIVE ET CULTURELLE.

CRÉÉ À L'AUTOMNE 2006, LE PÔLE D'ARCHÉOLOGIE INTERDÉPARTEMENTAL RHÉNAN (PAIR) EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF, RÉSULTANT D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE DES DÉPARTEMENTS DU BAS-RHIN ET DU HAUT-RHIN DE S'ENGAGER DANS LE DOMAINE DE L'ARCHÉOLOGIE À L'ÉCHELLE DE LEURS TERRITOIRES. LA DIVERSITÉ DE SES MISSIONS EN FAIT UN ÉTABLISSEMENT UNIQUE À CE JOUR AU PLAN NATIONAL, INVESTI DANS L'ENSEMBLE DES COMPOSANTES DE L'ARCHÉOLOGIE : CONSEIL AUX AMÉNAGEURS, INVENTAIRE DU PATRIMOINE, OPÉRATIONS ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES ET PROGRAMMÉES, RESTAURATION ET CONSERVATION DES COLLECTIONS, DOCUMENTATION, MÉDIATION CULTURELLE.

→ LES ACTIONS 2011

Étienne Wolf, Conseiller Général du canton de Brumath et Vice-Président en charge du Pôle épanouissement de la personne auprès du Conseil Général du Bas-Rhin a été élu le 11 mai 2011 à la Présidence du Conseil d'administration du PAIR, revue tous les trois ans selon un principe d'alternance entre les deux Départements.

2011 marque l'amorce du projet de construction d'un nouveau centre archéologique à l'horizon 2015. Une convention quadripartite entre PAIR, Ministère de la Culture et de la Communication sur le volet du Centre de Conservation et d'Études (CCE), ainsi qu'avec les deux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin a été élaborée, définissant ainsi les contours du programme d'investissement.

En ce qui concerne les chantiers d'archéologie, au total, 17 diagnostics (notamment la déviation routière d'Oberschaeffolsheim et Wolfisheim, et l'extension de la Maison du Conseil Général de Molsheim, deux projets du Conseil Général), 3 fouilles préventives (la 1^{re} phase de la plateforme départementale d'Activités de la région de Brumath à Bernolsheim - Mommenheim ; zone nord, le nouvel hôpital d'Obernai Schulbach et le barrage Vauban ; Bastion Maximilien à Strasbourg) et 2 fouilles programmées (l'abri sous-roche occupé par l'Homme de Néandertal à Mutzig-Rain et les jardins du presbytère à Châtenois) ont été réalisées dans le Bas-Rhin. On peut citer les remarquables découvertes des maisons et des nécropoles du Néolithique, des tumuli de l'Âge du Fer



PAIR

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 39 diagnostics préventifs dont 34 demandes anticipées.
- 6 fouilles préventives, soit 7,5 ha de surface de fouille, dont 6 ha pour la seule PDA de Brumath.
- 4 fouilles programmées, dont celle de Mutzig
- L'exposition *Vestiges de Voyages, 100 000 ans de circulation des hommes en Alsace* a généré environ 1 500 visiteurs en 2 mois à Haguenau.
- Les actions de médiation du PAIR ont attiré plus de 3 000 personnes sur l'année.
- Le nouveau site internet, mis en ligne en avril, est consulté par 1 350 visiteurs par mois.

→ LES PROJETS 2012

- > L'exposition *Vestiges de Voyages, 100 000 ans de circulation des hommes en Alsace* à Strasbourg et à Sarrebourg.
- > L'exposition *La vie au Néolithique* à Guebwiller, Ensisheim puis Brumath.
- > Des fouilles archéologiques majeures sur les plateformes départementales d'activités de Dambach-la-Ville et de la région de Brumath.
- > Des conférences et des portes ouvertes à venir.

et des enclos funéraires de l'époque gallo-romaine de la plateforme départementale d'activités de Brumath et environs.

La première grande exposition itinérante à destination du grand public : *Vestiges de voyages, 100 000 ans de circulation des hommes en Alsace*, fruit d'un partenariat avec de nombreux professionnels de l'archéologie et des musées, a été inaugurée au Musée historique d'Haguenau au printemps.

L'année a aussi été l'occasion de mettre en place ou d'approfondir des partenariats avec des collectivités locales, par exemple :

- le chantier de fouilles programmées à Mutzig a ouvert ses portes en septembre, accueillant ainsi près de 800 visiteurs qui ont pu découvrir ce site du Paléolithique moyen ;
- l'établissement a été sollicité pour accompagner la commune de Châtenois dans la définition des valorisations pour le Quartier du Château et sur l'entretien du site départemental de Mackwiller ;
- des conférences ont été données, entre autres à Marckolsheim.



SPORT ET LOISIRS

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN ACCOMPAGNE LES COMMUNES, COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET ASSOCIATIONS DANS LEURS PROJETS DE CRÉATION OU DE RESTRUCTURATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-ÉDUCATIFS.

IL APPORTE ÉGALEMENT SON AIDE AU FONCTIONNEMENT DES CLUBS SPORTIFS EN SOUTENANT LES ÉQUIPES ENGAGÉES DANS LES DIVERS CHAMPIONNATS DE FRANCE AMATEURS, EN ENCOURAGEANT LA PRATIQUE SPORTIVE, EN ASSURANT LA PROMOTION DU SPORT ET EN ACCOMPAGNANT LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT SCOLAIRE.

→ LES ACTIONS 2011

Suite à la séance plénière du 25 octobre 2010 adoptant les principes fondateurs de sa nouvelle politique sportive le Conseil Général a décidé de mettre en place des conventions d'objectifs avec les principaux comités sportifs départementaux. En 2011 ils ont été 15 à s'engager dans un tel partenariat : le tennis, la gymnastique, la natation, le football, le badminton, la lutte, l'athlétisme, l'haltérophilie, le tir, le rugby, le tennis de table, l'ULM, le handisport, le sport adapté et l'Avant-garde du Rhin.

Pour la première fois, il a été décidé de proposer un appel à projets pour favoriser la pratique sportive des publics « prioritaires » du Département, à savoir pour 2011, les personnes âgées de plus de 75 ans. 7 associations ont été retenues à ce titre.

Le Conseil Général, souhaitant également encourager la pratique sportive des collégiens, a mis en place, en lien avec le comité départemental d'athlétisme, l'opération Pass'Forme : une série de tests leur permettant d'évaluer leur forme physique



Jean-Luc Stadler / CC67

et des ateliers d'activités physiques et sportives, dans 9 collèges.

Il met gracieusement à la disposition du mouvement sportif la Maison Départementale des Sports à Strasbourg. 50 ligues et comités y ont leur siège.

Par ailleurs, le Conseil Général a cofinancé les opérations structurantes suivantes :

- la construction d'un complexe sportif à Gambenheim et la restructuration d'un gymnase à Ernolsheim-sur-Bruche ;



Denis Guichot / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 2 conventions d'objectifs signées avec des clubs de haut niveau, l'Association Sélestat Alsace Handball et le Rugby Club de Strasbourg.
- 68 000 licenciés sportifs de moins de 18 ans aidés et 45 000 licenciés scolaires.
- 6,7 M€ de subventions d'investissement représentant 195 opérations de construction ou de transformation dont :
 - 27 opérations relatives à des salles polyvalentes ;
 - 46 équipements de football (terrains et clubs-houses) ;
 - 40 locaux socio-éducatifs (foyers, locaux jeunes...) ;
 - 7 gymnases ;
 - 15 terrains multisports ;
 - 11 équipements de tennis (courts et clubs-houses) ;
 - 6 centres de loisirs sans hébergement ;
 - 4 stands de tir ;
 - 3 piscines ;
 - 3 centres équestres ;
 - 2 skate-park.
- 3,5 M€ d'aides au fonctionnement accordées aux associations sportives bas-rhinoises.

→ LES PROJETS 2012

- la restructuration et la construction de salles polyvalentes et socio-éducatives à Brumath, Ingwiller, Marckolsheim, Reutenbourg, Roeschwoog, Wangenbourg et Weislingen ;
- la construction d'une base nautique pour l'aviron à Strasbourg ;
- l'aménagement de la gravière du Fort à Holtzheim pour la plongée sous-marine.

Le Conseil Général a réalisé, dans le cadre d'une large concertation avec l'ensemble des partenaires associatifs et institutionnels du projet *Tournant du Rhin*, les études nécessaires à la définition des futurs aménagements et équipements envisageables sur la concession départementale du plan d'eau de Plobsheim.

En séance plénière du 12 décembre 2011, Le Conseil Général a pris acte des résultats de l'étude et décidé de faire appel à des opérateurs privés susceptibles de porter tout ou partie de l'investissement nécessaire à la réalisation du projet.

- > L'année 2012 sera consacrée à l'adaptation de la politique d'aide aux équipements sportifs et socio-éducatifs dans la lignée de la démarche « Territoires 2030 », et à l'inscription des premiers espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature au Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI).
- > Par ailleurs, le club-house de la base nautique de Plobsheim, gérée par l'Union Nautique de Plobsheim (UNAP) ayant été détruit le 25 janvier 2011 par un incendie d'origine accidentelle, des études préalables et diagnostics techniques ont été menés en vue de son remplacement en 2012 par des bâtiments transitoires permettant d'assurer la continuité de fonctionnement de ce site.

DÉVELOPPEMENT ARTISTIQUE

→ LES MISSIONS

LORS DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU 25 OCTOBRE 2010, LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN A ADOPTÉ DE NOUVELLES ORIENTATIONS DE SES POLITIQUES EN FAVEUR DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE ET DE LA MÉMOIRE POUR LES ANNÉES 2012-2014. CES ORIENTATIONS S'INSCRIVENT DORÉNAVANT DANS UNE CHARTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL. CETTE DERNIÈRE RECOUVRE :

- le développement des enseignements artistiques au travers du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (SDDEA) ;
- le soutien à la création et à la diffusion artistiques, notamment le soutien du Département aux relais culturels et la charte des festivals ;
- les langues et cultures régionales ;
- « Territoires de lecture », un nouveau plan départemental de lecture publique adopté en octobre 2009 et le soutien aux éditions d'alsatiques ;
- l'action culturelle dans les territoires.

→ LES ACTIONS 2011

Bourse à la création

Outre, la cinquantaine de compagnies théâtrales aidées chaque année par le Conseil Général, au titre du soutien à la création et à la diffusion de spectacles, le Département a lancé en 2011, la 1^{re} édition des bourses à la création de « spectacles vivants jeune public ». Chaque compagnie bénéficie d'une aide pouvant aller jusqu'à 15 000 € et d'une possibilité de jouer son spectacle au Vaisseau puis, de pouvoir le diffuser dans certaines salles du Bas-Rhin. C'est la compagnie Houppz Théâtre avec son spectacle *Zef*, sur la thématique du vent, qui a été lauréat de la bourse pour le spectacle scientifique et la compagnie Gavroche avec *Canis Lupus* qui a été lauréat de la bourse à la création bilingue, franco-allemand.

Concerts OPS 2011

Dans le cadre du Festival Musica

- 22 septembre : Saverne
- 23 septembre : Sélestat
- 24 septembre : Bischwiller
- 25 septembre : Strasbourg

Autre concert

- 31 octobre : Wissembourg

Concert du chœur de l'OPS + orgue

- 22 mai : Reichshoffen
- 3 juin : Weyersheim



Thinkstock

Le Pass'jeunes artistes

Le Pass'jeunes artistes est un dispositif de soutien aux pratiques artistiques des jeunes, au croisement de la politique culturelle et de la politique jeunesse du Conseil Général. En 2011, 6 projets ont été sélectionnés selon des critères relatifs à la qualité artistique, l'originalité, la créativité, ainsi que l'impact local, recevant une subvention allant jusqu'à 2 000 €. Les 6 lauréats ont eu l'occasion de se produire en public lors d'un évènement organisé par le Conseil Général à la Salamandre en février 2012. L'appel à projets a été reconduit pour l'année 2012 afin de soutenir de nouveaux jeunes talents.



Denis Guichot / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Budget du service

Service du Développement Artistique	Budget réalisé 2011	Budget réalisé 2010
Fonctionnement	4 651 562,24 €	4 861 211,30 €
Investissement	1 198 367,78 €	827 936,54 €
Total	5 849 930,02 €	5 689 147,84 €

Schéma départemental de développement des enseignements artistiques

Nombre d'écoles subventionnées	90
Nombre total d'élèves inscrits	18 583
Nombre total d'enseignants	811
Enveloppe budgétaire consacrée par le CG aux enseignements artistiques	2 M€

Le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques est une compétence obligatoire des Départements depuis la loi du 13 août 2004. Ces objectifs sont d'améliorer la qualité de l'enseignement et de le rendre accessible au plus grand nombre.

La Charte des festivals du Bas-Rhin

Festivals	2010	2011
Nombre de demandes	66	82
Nombre de festivals soutenus	63	73
- dont festivals de musique (musique classique + musiques actuelles)	29	32
- dont festivals de théâtre ou contes	12	13
Montant versé aux festivals de musique	602 867 €	507 067 €
Montant versé aux festivals de théâtre ou contes	118 000 €	89 500 €
Autres	114 500 €	198 300 €
Total	835 367 €	794 867 €



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

→ AMÉNAGER DURABLEMENT
ET ÉQUITABLEMENT LE TERRITOIRE



ROUTES, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES

→ LES MISSIONS

LE RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL A POUR VOCATION PRINCIPALE D'ASSURER UN MAILLAGE FIN IRRIGUANT TOUT LE BAS-RHIN. AINSI TOUTES LES LOCALITÉS DU DÉPARTEMENT SONT DESSERVIES PAR AU MOINS UNE ROUTE DÉPARTEMENTALE, LA VOIRIE COMMUNALE VENANT COMPLÉTER LE RÉSEAU DÉPARTEMENTAL POUR ASSURER DES LIAISONS LOCALES ENTRE VILLAGES OU QUARTIERS URBANISÉS.

L'ANNÉE 2011 A ÉTÉ MARQUÉE PAR LA POURSUITE DE L'EFFORT FOURNI PAR LE DÉPARTEMENT DANS LE DOMAINE ROUTIER POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES DE BTP TOUJOURS DUREMENT AFFECTÉES PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE.

AINSI S'EST POURSUIVIE LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA ROUTIER DÉPARTEMENTAL 2008-2020 QUI FIXE LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ROUTIÈRE SUR CETTE PÉRIODE EN MATIÈRE D'OPÉRATIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL (RD DE 1^{RE} ET 2^E CATÉGORIES).

→ LES ACTIONS 2011

L'année 2011 a ainsi vu :

- l'achèvement des travaux et la mise en service de la déviation de Soufflenheim sur la RD 1063 ;
- la poursuite de l'aménagement de la RD 28 entre Soultz-sous-Forêts et Seltz, avec l'achèvement des travaux de la section entre Hohwiller - Kuhlendorf et l'engagement des travaux de la section Hatten - RD 87 avec notamment la mise en service du giratoire au droit du raccordement de la RD 197 ;
- la poursuite des travaux d'aménagement de la RD 421 entre Saverne et Hochfelden (achèvement de la section Steinbourg - Pont sur le canal à Dettwiller) ;

Ainsi 14,7 M€ ont été consacrés à la réalisation de ces grands travaux et à la poursuite des études et procédures des grandes opérations suivantes :



- l'aménagement de la RD 1004 à Marmoutier : fouilles archéologiques, dossier loi sur l'eau, acquisitions foncières ;
- la liaison Saverne-Bouxwiller (RD 133/14 et déviation de Dossenheim) : études environnementales, dossier loi sur l'eau et projet détaillé, poursuite du réaménagement foncier, enquête parcellaire, appel

PAT



Denis Guichot / C667

- d'offres pour les travaux de la section Steinbourg - Dossenheim ;
- la liaison A4 - Lorentzen (RD 18) : études environnementales et poursuite du réaménagement foncier, études de projet détaillé, élaboration du dossier loi sur l'eau ;
- la Voie de Liaison Intercommunale Ouest (VLIO) : achèvement des études d'avant-projet et finalisation des dossiers de DUP et loi sur l'eau ;
- la déviation de Mertzwiller (RD 1062) : études environnementales et poursuite des études d'avant-projet ;
- l'aménagement de la RD 1083 à Fegersheim / Lipsheim / Ichtratzheim : achèvement des études d'avant-projet et finalisation des dossiers de DUP et loi sur l'eau ;
- la déviation de Wolfisheim et Oberschaeffolsheim (RD 45) : enquête parcellaire et acquisitions foncières, poursuite de l'aménagement foncier, sondages archéologiques, engagement des travaux ;
- la suppression du PN 6 à Reichstett : enquête d'utilité publique, déclaration loi sur l'eau, études environnementales ;
- les suppressions du PN 20 à Molsheim : études d'avant-projet ; études environnementales, dossier de DUP ;
- RD 1420 Giratoire et créneau de Wisches : études d'avant-projet, études environnementales ;
- RD 1420 Aménagement à Rothau : études environnementales, engagement des études de faisabilité ;
- liaison RD 1420 - RD 392 à Dorlisheim-Mutzig : études d'avant-projet ;
- amélioration des franchissements du Rhin au nord de Strasbourg : engagement des études de faisabilité.



Denis Guichot / C667

ROUTES, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

ENTRETIEN DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL INTERVIENT DANS LE DOMAINE DE L'ENTRETIEN ET DE L'EXPLOITATION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES À DIFFÉRENTS TITRES :

- PROPRIÉTAIRE D'UN RÉSEAU ROUTIER D'ENVIRON 3 670 KM ET DE 1 420 PONTS, IL A EN COMPÉTENCE PROPRE L'OBLIGATION D'ENTRETIEN ET DE SÉCURITÉ POUR ASSURER UN BON NIVEAU D'ACCESSIBILITÉ À L'ENSEMBLE DES VILLES MOYENNES ET AUX DIFFÉRENTES ZONES RURALES ;
- SUBVENTIONS AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS POUR LES ACCOMPAGNER DANS LEURS INVESTISSEMENTS POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA VOIRIE DÉPARTEMENTALE EN AGGLOMÉRATION, ET POUR L'ENSEMBLE DE LA VOIRIE COMMUNALE ;
- DÉVELOPPEMENT DES MODES DE CIRCULATION DOUX, SOIT COMME GESTIONNAIRE D'ITINÉRAIRES CYCLABLES, SOIT SOUS FORME DE SUBVENTIONS AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS POUR LES ACCOMPAGNER DANS LEURS INVESTISSEMENTS POUR L'AMÉNAGEMENT D'ITINÉRAIRES CYCLABLES DE PROXIMITÉ.

→ LES ACTIONS 2011

L'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL

L'année 2011 a vu la mise en œuvre des travaux d'entretien programmé du réseau routier pour le renouvellement du revêtement des chaussés, du marquage horizontal, et des équipements routiers :

- sur le réseau principal et secondaire de l'ensemble du département hors agglomération, 220 km de route ont bénéficié d'une nouvelle couche de roulement ;
- dans de nombreuses traverses d'agglomération, 45 km de route départementale ont vu un nouveau revêtement.

Plusieurs chantiers de reconstruction d'ouvrage ont aussi été menés à terme. On pourra citer par exemple :

- le remplacement de 2 buses métalliques sur la RD 7 à Lixhausen (200 000 €) ;
- la reconstruction d'un ouvrage hydraulique sur la RD 8 à Dehlingen (100 000 €) ;
- le remplacement de 2 ouvrages de décharge sur la RD 209 à Baldenheim (230 000 €) ;
- la reconstruction d'un linéaire de mur soutenant la RD 392 à Schirmeck (120 000 €) ;
- le remplacement d'un ouvrage hydraulique sur la RD 89 à Niederlauterbach (130 000 €).

Outre la mise en œuvre de plusieurs projets d'insertion de pistes cyclables sur ouvrages d'art, l'entretien a représenté en 2011 plus d'une cinquantaine d'opérations de réparation destinées à sécuriser et pérenniser les structures existantes (réfections des



Denis Gülichot / CG67

dispositifs de sécurité, remplacement des joints de chaussée, travaux d'étanchéité, réparations, renforcements...).

Le programme des travaux a été défini à partir des différentes campagnes de surveillance, calibrées chaque année en fonction de l'importance des ouvrages et de leurs pathologies.

En 2011, environ 200 ponts ont ainsi fait l'objet d'une inspection par les agents du Conseil Général, alors que 70 autres ouvrages de plus grande importance ont été inspectés de façon détaillée par des prestataires spécialisés ou des plongeurs.

Enfin, le patrimoine d'ouvrages d'art a été concerné comme chaque année par le passage de convois exceptionnels nécessitant des études au cas



Marianne Heidenlé / CG67

par cas. On pourra citer par exemple la vérification des ponts pour le passage des engins de chantier LGV, et notamment celui d'un tunnelier de 200 tonnes ayant conduit au recalcul d'une quinzaine d'ouvrages.

Au total, près de 28 M€ ont été consacrés à la réalisation de ces travaux d'entretien du réseau routier.



Dorothee Parent / CG67

RÉSEAU ORDINAIRE ET ITINÉRAIRES CYCLABLES

En 2011, les efforts pour l'avancement des projets de proximité dont les études opérationnelles sont menées par les 4 Unités Territoriales (Sélestat, Molsheim, Saverne et Haguenau) ont été poursuivis pour l'aménagement du réseau routier ordinaire, les opérations de sécurité et les itinéraires cyclables.

Mobilisant plus de 20 personnes dans les territoires, ces projets sont l'occasion de concertations approfondies sur la base des orientations validées par les élus du département et en lien étroit avec les conseillers généraux locaux.

Ces projets d'aménagement des infrastructures de desserte locale pour les adapter à l'évolution des trafics et améliorer la sécurité des Bas-Rhinois doivent prendre en compte les contraintes environnementales et administratives.

Ainsi, des études en amont de plus en plus poussées sont nécessaires pour limiter l'impact environnemental dans le respect des principes du développement durable.

Le Conseil Général a poursuivi sa politique en faveur des déplacements à vélo, votée fin 2010, dans le « Plan Vélo 2020 ».

Par ailleurs, une attention particulière est identifiée

dans les contrats de territoires pour poursuivre la prise en compte des modes doux, notamment au titre des priorités partagées pour certaines opérations.

Au total, près de 7 M€ ont été consacrés aux opérations d'aménagement d'itinéraires cyclables et d'amélioration du réseau routier secondaire.

Les projets/évolutions prévues à partir de 2012

Pour les opérations de proximité (itinéraire cyclable, aménagement de carrefour et du réseau routier secondaire), un budget équivalent à 2010 de près de 7 M€ d'investissement est reconduit.

Par ailleurs, l'activité sur les itinéraires cyclables bas-rhinois sera mise en avant avec le renouvellement de la carte « Tout le Bas-Rhin à vélo » et le déploiement de la nouvelle signalisation des itinéraires cyclables (échelonné sur 3 à 4 ans).

→ **LES CHIFFRES CLÉS 2011**

- 43 km d'itinéraires cyclables mis en service.
- 5 carrefours aménagés pour améliorer la sécurité du réseau routier.
- 10,5 km de route départementale sécurisés.



Denis Guichot / CG67

EXPLOITATION ROUTIÈRE

L'ensemble de ces missions, ainsi que l'exploitation du tunnel de Schirmeck et le réseau radio du Conseil Général, est assuré par l'Unité de Gestion du Trafic, basée Rue Zielbaum sur le site des services d'exploitation du réseau routier de l'État (DIR-Est).

Exploitation du tunnel de Schirmeck

En 2011 :

- aucun accident matériel ou corporel ;
- 2 incidents :
 - le remplacement de la barrière de fermeture à l'échangeur nord de Schirmeck suite à percussio
 - le remplacement de 2 extincteurs du coffret situé à la tête sud du tunnel suite à des dégradations par des piétons.
- L'éclairage de base du tunnel a été entièrement remplacé et l'inspection du génie civil a été faite.
- En ce qui concerne la sécurité, des travaux de peinture visant à améliorer la perception de la sortie de secours et des niches de sécurité ont été réalisés.

Gestion de crises

Dans le cadre d'une organisation centrée sur les missions routières et de transport du Conseil Général, les procédures et les documents de référence mis à jour régulièrement ont permis la certification

du Conseil Général en 2011 pour la gestion de crise.

Dans le cadre du protocole d'intervention accident sur routes départementales signé en 2009 : 2 exercices de sécurité (en juin sur Strasbourg et en octobre sur Hochfelden) ont été organisés par l'Unité de Gestion du Trafic avec la participation des différents intervenants : gestionnaires (CTCG), les forces de l'ordre, les pompiers et le Samu.

Dans le domaine plus général de l'exploitation du réseau routier départemental

Les documents et les procédures applicables pour l'exploitation sous chantier de la route ont été mis en ligne à l'attention des gestionnaires routiers. De plus, le Conseil Général participe aussi en tant qu'acteur aux réflexions pilotées par la Préfecture sur les procédures qui relèvent de l'État en y prenant toute sa part (PPI, PPRT, Plan PIZE...). Il a participé également à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures d'exploitation des routes départementales pour le déroulement de la manche française du rallye WRC France-Alsace.

L'information routière à l'utilisateur

Le site internet www.inforoute67.fr donne des informations routières sur :

- les chantiers en cours sur le réseau principal ;
- les accidents connus sur le réseau RD ;
- l'état du réseau routier en période hivernal.

Il permet de consulter les cartes de trafic, les itinéraires de transports exceptionnels sur le réseau routier départemental et affiche plus de 65 000 connections par an.

8 caméras de vidéo-surveillance (4 sur les cols vosgiens : Saâles, Hantz, Donon et Saverne et 4 sur les 2 passages frontières de RD 2 à Gambenheim et RD 4 à Roppenheim). À noter que les caméras des cols vosgiens fonctionnent à l'énergie solaire.

Depuis décembre 2011, **3 créneaux horaires** (6 h 55, 7 h 55 et 8 h 55) sur les ondes France Bleu Alsace, 7 jours sur 7 pendant la période de viabilité hivernale, délivrée en direct par les opérateurs du PC-Routes du Conseil Général.



Denis Guichot / CG67

Dans le domaine du comptage de véhicules

En 2011 le Conseil Général a lancé un marché de travaux pour la pose de nouvelles stations de comptage alimentées par l'énergie solaire :

- renouvellement de 9 stations existantes ;
- création de 4 nouveaux sites.

En complément, sur les routes à fort trafic, des sites de comptage temporaire avec des boucles électromagnétiques dans la chaussée et une armoire dans l'accotement ont été installés pour garantir la sécurité des agents intervenants.

Dans le domaine de la radio

Le Conseil Général du Bas-Rhin dispose d'un système radio analogique qui est devenu obsolète et dont la durée de vie n'excédera pas l'horizon 2015.

Aussi a été menée en 2011 une expérimentation conjointement avec le SDIS 67 et le Ministère de l'Intérieur. Le but de cet exercice visait à s'assurer de l'adéquation entre nos besoins et les services proposés par ANTARES. À cet effet, un centre technique a été équipé de terminaux mobiles et la convention prévoyait d'étendre l'exercice au pilotage d'une station de comptage SIREDO.

Les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes, surtout la transmission de données.

Dans le domaine des équipements de la route intelligente

L'hiver 2011-2012 a permis d'expérimenter le relevé électronique des données de profondeur de gel dans la chaussée. Pour ce faire un cryopédromètre électronique a été installé sur la RD 41 à Wiwersheim. Le fonctionnement de cette nouvelle technologie a été plus que satisfaisant.

LA VIABILITÉ HIVERNALE

La politique de viabilité hivernale du Conseil Général repose sur la notion de « niveau de service » à savoir les conditions de circulation minimales assurées à l'utilisateur en situation météorologique hivernale « courante » selon les heures de circulation. 4 conditions de circulation sont ainsi considérées : normales, délicates, difficiles, impraticables.

La viabilité hivernale mobilise de l'ordre de 300 agents du Conseil Général dont :

- ceux des 16 Centres Techniques du Conseil Général qui prévoient, organisent et réalisent les interventions, le cas échéant avec le soutien du service du Parc Véhicules et Bacs Rhénans ;
- ceux de l'Unité de Gestion du Trafic qui assurent la synthèse des informations relayées par les centres techniques et leur diffusion par internet et auprès des médias.



Marianne Heidené / CG67

5 000 tonnes de sel ont été consommées, ce qui est une valeur relativement modeste.

L'ENTRETIEN DES DÉPENDANCES VERTES

Le fauchage des accotements

La révision de la politique du fauchage des accotements a conduit à une diminution des interventions sur les fonds d'emprises. Les interventions sur les accotements immédiats (le 1^{er} mètre) ont été nécessairement maintenues pour garantir la sécurité et visibilité des usagers.

Cette optimisation des interventions lors de la campagne 2011 s'est traduite par **une réduction de 10 % des surfaces fauchées.**

Le désherbage

La démarche « Zéro pesticide » engagée dans le cadre de l'Agenda 21 en 2010 a conduit l'ensemble des unités territoriales à réaliser un inventaire exhaustif des sites à traiter le long des routes de manière à cerner l'étendue des problèmes d'entretien à résoudre et à appréhender l'impact économique suivant les niveaux d'entretien visé.

Les techniques alternatives au désherbage chimique seront privilégiées dès lors qu'elles s'avéreront économiquement supportables. Les études porteront sur :

- 280 km de glissières ;
- plus de 50 ha d'emprises routières diverses (ouvrages, îlots, bordures, caniveaux, fossés, terre-pleins centraux).

Les plantations

- La programmation et la réalisation des expertises et des tailles de **45 000 arbres** ;
- **5335 arbres** ont fait l'objet d'**expertises** phytosanitaires ;
- **305 arbres** plantés en accompagnement des opérations d'aménagement des routes ordinaires et de modernisation des routes ;
- **4 ha de haies plantées.**

LA VOIRIE COMMUNALE, ET L'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX

Le Conseil Général est depuis longtemps un partenaire privilégié qui intervient au travers de subventions aux communes et intercommunalités pour les accompagner financièrement dans leurs investissements sur la voirie communale, visant en particulier à améliorer la sécurité et embellir le cadre de vie. Environ 5 M€ sont consacrés annuellement à ces subventions, qui participent à la réalisation d'environ 25 M€ de travaux.

Enfin, les communes classées en zones de montagne ou en zone défavorisée bénéficient d'une aide pour l'acquisition de matériel de viabilité hivernale.

ROUTES, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

DÉPLACEMENTS, TRANSPORTS ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN POURSUIT DE MANIÈRE CONSTANTE SON INTERVENTION EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ DES PERSONNES OU DES BIENS. CET ENGAGEMENT, BIEN SOUVENT VOLONTAIRE ET AU-DELÀ DES COMPÉTENCES QUI LUI ONT ÉTÉ ATTRIBUÉES PAR LA LOI, PERMET AU DÉPARTEMENT DE SOUTENIR LES NOMBREUX PROJETS VISANT À AMÉNAGER DE MANIÈRE EFFICACE ET DURABLE LE TERRITOIRE BAS-RHINOIS ET D'EN RENFORCER SON ATTRACTIVITÉ.

→ LES ACTIONS 2011

AÉROPORT D'ENTZHEIM

Soutien à la plate-forme aéroportuaire de Strasbourg-Entzheim à travers le cofinancement de lignes régulières mises en place à travers des obligations de service public à hauteur d'environ **1 M€** par an, en partenariat avec l'État, la CCI et la CUS.

Depuis 2009 un contrat d'objectifs en partenariat avec la CCI, la Région et la CUS pour stabiliser l'érosion du trafic et faciliter la recherche de perspectives de développement (vols *low cost*, trafic charter). La création en mai 2011 d'une Société d'Exploitation Aéroportuaire (SEA) s'inscrit dans cette démarche partenariale.

TRANSPORTS FERROVIAIRES

La desserte ferroviaire à grande vitesse de l'Alsace et du Bas-Rhin revêt pour le Conseil Général une importance stratégique en termes d'aménagement du territoire et d'ouverture européenne de la région pour permettre de conforter la position de Strasbourg et du Bas-Rhin en tant que carrefour européen de la grande vitesse.

- Démarrage du tunnel sous les Vosges du Nord d'un coût global de 2,01 M€, signée le 1^{er} septembre 2009, avec une participation départementale de **59 M€**.
- Mise en service de la ligne commerciale de la branche Est du LGV Rhin-Rhône, le 11 décembre 2011, pour laquelle le Département s'est engagé à hauteur de **12,875 M€**.
- Études de la seconde phase du tram-train Strasbourg-Bruche-Piémont des Vosges en partenariat avec la CUS, la SNCF et RFF.
- Cofinancement des différentes extensions du tramway de Strasbourg (achèvement en 2010 du financement du programme d'extension 2006-2008 avec une **participation départementale de 20 M€** et engagement via le contrat de territoire de l'agglomération strasbourgeoise à participer financièrement aux futures extensions, **à hauteur de 5,5 M€**).
- Mise en œuvre des lignes régulières du Réseau 67 sous forme de rabattements sur certaines gares. Les aménagements multimodaux dans ces gares bénéficient également du soutien financier du Conseil Général (pôles d'échanges de Dettwiller et Haguenau notamment).



Denis Guichot / CG67

TRANSPORTS INTERURBAINS

Le Réseau 67

Mise en place d'un tarif unique sur l'ensemble des lignes du Réseau 67, le 1^{er} juillet, en remplacement des tarifs à 3 zones. Cela se traduit désormais par un billet à **2 € le trajet simple**, mais aussi par un abonnement annuel qui permet à son bénéficiaire d'obtenir 3 mois de circulation gratuite pour 9 mois consécutifs payés et conduit à **une augmentation des déplacements supérieure à 10 %** sur les 63 lignes du Réseau 67.

La centrale départementale d'information et de réservation – Infos Réseau 67 – a également vu ses missions s'étoffer avec la mise en route en février d'un serveur vocal interactif, qui permet aux abonnés du service, de réserver des trajets habituels sur les lignes à la demande du Réseau 67, sans attendre les heures d'ouverture de la centrale et un opérateur physique.

En outre, plusieurs services de transport à la demande mis en œuvre avec les communautés de communes ont intégré les prestations d'Infos Réseau 67.

Infos Réseau 67 c'est :

- plus de **2000 appels téléphoniques** par mois, pour une :

- durée moyenne de 2 mn 30 par appel ;
- pointes à plus de 3 500 appels par mois en période de rentrée scolaire.

La fin de l'année 2011 s'inscrit dans les premiers travaux d'évaluation des lignes du Réseau 67 qui ont été mises en œuvre en septembre 2008, suite à l'adoption du nouveau schéma directeur des transports et des déplacements. Les réflexions se poursuivront au 1^{er} semestre 2012, pour analyser les fréquentations des différentes lignes, en distinguant les clients non scolaires des élèves subventionnés par le Conseil Général, mais aussi les évolutions qui peuvent être envisagées.

Enfin, 2 lignes du Réseau 67 ont connu une importante évolution le 11 décembre 2011, avec la mise en place des nouveaux horaires, toujours en correspondance avec les TER. En effet, les lignes 510 Villé - Sélestat et 520 Marckolsheim - Sélestat, ont été transformées en lignes express, avec moins d'arrêt et des itinéraires plus directs, pour en renforcer l'attractivité. En complément, matin et soir des cars conservent des itinéraires complets par les villages, voire une desserte locale est coordonnée autour de Villé avec le transport à la demande.

Concernant le projet de car à haut niveau de service TSP0 (Transport en Site Propre Ouest) entre Strasbourg et Wasselonne, les études d'avant-projet de cette liaison ont été conduites à leur terme et ont permis l'instruction du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la première section du projet entre Wasselonne et Ittenheim en juin 2011 qui a fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête, sans réserve ni recommandation.

En parallèle, les études sur la section RN 4 (Ittenheim-Wolfisheim) et A 351 permettant d'intégrer le passage du TSP0 se poursuivent, en lien étroit avec les services de l'État, en charge du dossier. De même, la partie urbaine associe les services de la CUS et ceux du Conseil Général pour permettre une insertion dans des conditions de desserte et d'efficacité optimales.

Par ailleurs, les études de faisabilité relatives à la desserte du Kochersberg ont été lancées en 2011 pour permettre, dans une démarche similaire au projet de TSP0, d'étudier les possibilités de priorisation des transports en commun sur des axes routiers régulièrement saturés.

Transport à la demande

Désormais 11 communautés de communes organisent un système de Transport À la Demande (TAD) sur leur territoire, par minibus ou taxi, sur délégation de compétence du Conseil Général, subventionné à 50 % (environ 200 000 €/an). En effet, la communauté de communes de la région de Molsheim-Mutzig a ouvert son service « AutoCom' » en septembre.

Conformément aux orientations arrêtées dans le schéma directeur des transports et des déplacements, une extension territoriale des TAD des quatre communautés de communes du Piémont des Vosges, pour permettre des relations entre chacune des intercommunalités et les bourgs-centre voisins des autres communautés de communes a été mise en œuvre en septembre 2010. Le même modèle a été ensuite lancé sur les communautés de communes de Benfeld, Erstein et du Rhin, tout en faisant appel à la centrale



Denis Guichot / CG67

départementale d'information et de réservation Infos Réseau 67, pour les prises de réservation et organisation des services.

TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

En 2011, le Département a maintenu son soutien financier, en partenariat avec les communes et leurs groupements, aux services de transport de personnes à mobilité réduite organisés par le GIHP Alsace dans les régions de Saverne et Haguenau-Bischwiller.

En outre, dans le cadre du schéma directeur d'accessibilité de ses transports collectifs, adopté le 10 décembre 2007, le Conseil Général a prescrit des critères d'accessibilité pour les autocars affectés aux services du Réseau 67, en priorité sur les lignes principales, et élaboré un guide d'aménagement et de mise en accessibilité des arrêts de bus. La mise en œuvre s'échelonne jusqu'en 2015, conformément aux dispositions légales.

TRANSPORTS SCOLAIRES

La mission

Le Conseil Général du Bas-Rhin a adopté le 29 mars 2010, un nouveau règlement des transports sco-

lares, qui précise l'ensemble des conditions de prise en charge financière et technique des élèves Bas-Rhinois domiciliés en dehors des périmètres de transport urbain.

C'est ainsi que le financement du transport scolaire relève d'une décision volontaire de l'assemblée délibérante, qui a réaffirmé dans ce règlement le maintien de la gratuité totale des transports scolaires en faveur des élèves soumis à l'obligation scolaire (moins de 16 ans) sous réserve du respect de la carte scolaire et d'une distance minimale de 3 km en milieu rural (ou 5 km en zone agglomérée). Pour les élèves de plus de 16 ans, la participation familiale, sous la forme d'un abonnement scolaire forfaitaire, reste contenue :

- 90 € par an pour les élèves qui circulent sur un circuit scolaire spécialisé ;
- 135 € par an pour les élèves qui empruntent un transport public (Réseau 67, TER) avec libre circulation de septembre à juin, y compris pendant les congés scolaires.

Transport des élèves handicapés

Plus de **400 élèves et étudiants handicapés** bénéficient d'une prise en charge des transports entre le domicile et l'établissement scolaire du service public d'enseignement. Cette aide financière du Département du Bas-Rhin, **de près de 2 M€**, est possible selon deux modalités, liées aux disponibilités des parents et/ou à la localisation de l'établissement d'accueil :

- soit les familles souhaitent assurer elles-mêmes le transport de leur enfant : une indemnité kilométrique de 0,20 € pour les élèves dont le taux de handicap est inférieur à 50 %, ou une indemnité de 0,45 €/km pour les taux supérieurs, leur sera versée ;
- soit les familles ne peuvent pas organiser elles-mêmes le transport : une organisation de transports spécifiques est alors financée par le Conseil Général.

Les actions dans le domaine de la sécurité des transports scolaires

Depuis le 1^{er} mai 2011 : 4 assistants transports interviennent dans les transports départementaux (lignes scolaires et Réseau 67) dans des missions de contrôle et de prévention. Leur territorialisation permet une intervention directe et rapide à la fois pour veiller à la bonne exécution des services de transport (respect des horaires, des itinéraires, des caractéristiques des véhicules), mais aussi pour des situations d'indiscipline d'élève, pouvant entraîner leur exclusion temporaire ou définitive du bénéfice du transport scolaire. En 2010-2011, une quarantaine d'exclusions temporaires ont été prononcées et plus de 50 rappels aux règles de sécurité ont été adressés aux parents.

Les agents interviennent également dans le cadre d'actions de sécurité en milieu scolaire (voir paragraphe « Sécurité routière »).

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- Au 31 décembre 2011, le Réseau 67 compte **63 lignes** et utilise **287 cars** quotidiennement, pour un coût de fonctionnement supérieur à 20 M€.
- Pour l'année scolaire 2010-2011, 40 993 élèves ont été pris en charge par le Conseil Général. Ces élèves ont utilisé soit l'une des 280 lignes scolaires (21 058) ou les cars du Réseau 67 (13 127), mais aussi les services du TER (4 775), sans oublier que 1 091 élèves ont bénéficié d'une aide individuelle au transport en l'absence de transport public adapté (scolarité particulière, élèves internes, handicapés).
- En 2011, le Département du Bas-Rhin a consacré **plus de 26 M€ aux transports scolaires**. La dépense moyenne par élève s'élève ainsi à 635 €/an, tous modes de transport confondus.
- Près de 300 contrôles ont été effectués pour la bonne exécution des services de transport et la conformité des véhicules, par rapport aux cahiers des charges définis par le Département.



Jean-Luc Stadler / CG67

VOIES D'EAU

Le Conseil Général du Bas-Rhin est propriétaire de trois bacs rhénans qui constituent autant de franchissements sur le Rhin, permettant une liaison routière, cycliste et piétonne continue entre la France et l'Allemagne.

Ce service public et gratuit des bacs rhénans est assuré toute l'année sans interruption sur trois sites :

- au nord : le bac à traile Saletio à vocation plus particulièrement touristique, qui assure la liaison Seltz-Plittersdorf, dont la mise en service complète s'est effectuée en 2011 et qui donne désormais pleine satisfaction pour cet équipement expérimental et unique en France ;
- le bac Drusus qui assure la liaison Drusenheim-Greffem ;
- au sud : le bac Rhenanus qui permet la liaison Rhinau-Kappel.

Le Conseil Général est également partenaire du Port Autonome de Strasbourg, qui s'étend tout le long du Rhin de Lauterbourg à Marckolsheim, pour le développement du transport de marchandises. À ce titre, il soutient financièrement les investissements permettant de moderniser les équipements du Port (extension du Terminal Nord à conteneurs, portique ferroviaire, portique colis lourd...) pour un montant de 500 000 € au budget 2010.

ROUTES

La voirie nationale

Le Conseil Général intervient dans le domaine routier à différents titres :

- maître d'ouvrage et gestionnaire du réseau routier départemental (3 670 km), qui sont de sa compétence propre ;
- co-financeur pour les travaux d'investissements sur la voirie nationale qui relève de l'État ;
- subventions aux communes et intercommunalités pour les investissements sur la voirie communale.

La participation aux aménagements sur le réseau routier national est une action totalement volontaire du Département, afin de satisfaire un objectif global d'amélioration de l'accessibilité routière du territoire départemental.

À travers le Contrat triennal Strasbourg - ville européenne, le Conseil Général du Bas-Rhin soutient volontairement l'accessibilité à la métropole pour conforter la place européenne de Strasbourg. Dans le domaine routier, cette action volontariste se manifeste par le subventionnement de la liaison inter-ports à l'Est de Strasbourg et des travaux sur l'axe RN 4 menant à l'Allemagne.

S'agissant des nouvelles opérations de l'État, celles-ci sont formalisées dans le Programme de Modernisation des Investissements Routiers de l'État ; ce programme comprend une enveloppe globale d'investissement d'environ 234 M€ dont 32 M€ de participation départementale. L'année 2011 a vu se réaliser les premières opérations de ce contrat d'envergure, à savoir les protections acoustiques au droit de l'autoroute A35, visibles dans le secteur de la Vigie.



Frantizek Zwardon

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le Conseil Général a maintenu en 2011, comme les années antérieures, des actions volontaristes dans le domaine de la sécurité routière, au-delà de l'aménagement et de l'équipement des routes et des itinéraires cyclables dont il a la responsabilité. Ces actions s'inscrivent dans une démarche partenariale avec d'autres acteurs, pour tenter de faire évoluer les comportements des usagers de la route, y compris le public scolaire bénéficiaire d'un transport organisé par le Conseil Général.

C'est ainsi que les 4 assistants transports des unités territoriales d'aménagement du territoire interviennent directement en milieu scolaire, pour sensibiliser les élèves des écoles maternelles et primaires qui bénéficient d'un transport scolaire dans l'un des 115 regroupements pédagogiques intercommunaux, mais aussi les élèves des classes de 6^e, en leur présentant les conduites à tenir lors de leurs déplacements vers leurs établissements (à pied, vélo ou en car scolaire). Lors de ces interventions, sont notamment effectués des exercices d'évacuation d'un autocar.

Parmi les partenariats 2011, on relèvera :

- le soutien aux associations qui œuvrent en matière d'éducation à la sécurité routière : Prévention Routière (animation des Centres de Prévention et de Sécurité Routière), Comité d'Action Deux Roues du Bas-Rhin pour diverses actions de sensibilisation des cyclistes, Association Vélo-Emploi pour le contrôle de sécurité des vélos ;
- le partenariat avec l'État dans le cadre de la semaine nationale de la sécurité routière.

Enfin le « Pôle de prévention des conduites à risques » permet une approche spécifique des jeunes, en particulier vis-à-vis du risque routier, par un numéro vert et le site internet *Pass'âge*, mais aussi à travers une campagne d'affichage dans les cars départementaux.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Missions

Conscient de l'importance sans cesse croissante des technologies de l'information et de la communication dans le quotidien des Bas-Rhinois, le département du Bas-Rhin s'est engagé depuis de nombreuses années dans la mise en œuvre d'équipements permettant l'accès au haut débit pour tous.

L'accès facile aux systèmes d'information est devenu une condition essentielle au développement, au dynamisme et à l'attractivité de notre territoire.

Les actions 2011

En 2011 a été engagée l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique, qui doit permettre de définir les actions, moyens et organisations à mettre en œuvre pour favoriser le déploiement du Très Haut Débit (THD) en Alsace, dans la suite logique des actions déjà réalisées sur notre territoire. Il s'agit d'un document de planification indispensable et qui fait l'objet d'un partenariat poussé avec les collectivités locales et les partenaires privés.

Les grands principes de ce SDTAN ont fait l'objet d'une validation en séance plénière de décembre 2011, sur les bases suivantes :

- une intervention forte en direction des entreprises et des acteurs publics dès le démarrage du projet de déploiement du très haut débit (THD) ;
- une grande vigilance sur les intentions de déploiement des opérateurs privés ;
- un déploiement optimisé de la FTTH (« Fiber to the home » ou fibre optique jusque dans les logements), en s'appuyant dans la mesure du possible sur les réseaux câblés publics existants ;
- une action THD en direction du grand public, ciblée dans un premier temps sur les zones de l'Alsace les moins bien couvertes en haut débit pour éviter le risque de « fracture numérique » avec les grandes agglomérations ;
- une action publique ne s'exerçant que sur les zones où l'initiative privée n'a pas prévu de déploiement en propre.

HABITAT

→ LES MISSIONS

PREMIER POSTE DE DÉPENSES DES MÉNAGES, LE LOGEMENT CONSTITUE LA PREMIÈRE PRÉOCCUPATION DES BAS-RHINOIS. L'OFFRE EN LOGEMENT EST DÉFICITAIRE AUSSI BIEN EN NOMBRE QU'EN QUALITÉ, ET ELLE EST PARFOIS INADAPTÉE À DES MODES DE VIE ET BESOINS DES POPULATIONS QUI ONT ÉVOLUÉ. PARCE QUE LE LOGEMENT EST AU CŒUR DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LE DÉPARTEMENT A FAIT DE L'HABITAT L'UNE DE SES PRIORITÉS.

LA DÉMARCHE « TERRITOIRES 2030 » A RETENU « UN HABITAT POUR TOUS » PARMIS LES 14 DÉFIS QUE LE DÉPARTEMENT DOIT RELEVER.

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2006, LE CONSEIL GÉNÉRAL A FAIT LE CHOIX D'ASSUMER LA GESTION ET L'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE ET DEVIENT L'UNIQUE INTERLOCUTEUR POUR LA RÉPARTITION DES AIDES DÉPARTEMENTALES ET DES AIDES DE L'ÉTAT.

Les SDAUHs (autorisation droit des sols et conseil en urbanisme et aménagement).

→ 1^{re} étape - **Planifier le développement du territoire** (SCOT, POS, PLU).

L'EPFL (Établissement Public Foncier) et la politique du Département (1,2 M€ mise à disposition et 5 M€ « Quartier plus 67 »).

→ 2^e étape - **Produire du foncier abordable** dans les zones à enjeux des SCOTs.

Le partenariat avec les aménageurs et l'assistance à maîtrise d'ouvrage des SDAUHs.

→ 3^e étape - **Aménager** ce foncier pour le rendre urbanisable.

Des interventions pour la construction, la réhabilitation (**parc privé et parc HLM**) et **l'accession sociale**.
Des opérateurs spécialisés coordonnés (Viabitat 67) et conventions d'objectifs avec les autres bailleurs HLM ou cosignature de la convention d'utilité sociale.

→ 4^e étape - **Construire, réhabiliter, adapter et renouveler** les logements pour correspondre aux plus près aux besoins de tous les habitants.

De l'information via l'**ADIL**.
Des outils d'accompagnement dans le **PDALPD** (plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées : fonds de solidarité pour le logement, bureaux d'accès au logement, Agence immobilière à vocation sociale HH gestion Alsace, etc.).

→ 5^e étape - **Favoriser le parcours résidentiel** de tous les Bas-Rhinois.



Jean-Luc Stadler / CG67

- 7 sites ont été pré-labélisés dans le cadre de la démarche d'éco-quartier engagé par le Département pour produire du logement aidé éco-responsable et accessible (Quartier plus 67).

DÉMARCHES PARTENARIALES

Les rencontres locales de l'habitat à l'échelle des SCoTs ont rassemblé pour discuter des politiques de l'habitat plus de 600 participants sur 8 territoires.

La charte de prévention des expulsions locatives de 2000 a été réécrite en 2011 après plus d'une trentaine de réunions partenariales.

La première rencontre des Départements acteurs de l'habitat a rassemblé une vingtaine de départements sur le devenir de la compétence habitat pour les conseils généraux.

→ LES ACTIONS 2011

LA RÉHABILITATION DU PARC PRIVÉ

Un effort plus marqué pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants et en direction des logements très dégradés (10000 logements potentiellement indignes dans le Bas-Rhin).

L'exercice 2011 a été marqué par l'atteinte des objectifs quantitatifs fixés par l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) au Département : ainsi, en 2011, 570 logements ont pu bénéficier d'une aide de l'ANAH. Au total, ce sont 789 logements du parc privé bas-rhinois qui ont bénéficié d'une aide du Département en 2011.

LA RÉALISATION DE LOGEMENTS HLM

Après une forte production depuis 2007, stabilisation vers 650 logements sur le territoire départemental hors CUS.

- 656 logements sociaux agréés hors CUS dont 178 logements très sociaux (contre 78 en 2010).
- 108 ménages ont été aidés dans leur projet d'accession sociale à la propriété. 27 logements en location-accession ont également été agréés.
- 2 résidences junior ont été subventionnées (à Strasbourg et Haguenau) en 2011.
- 3 résidences senior ont été agréées en 2011 (Monswiller, Kintzheim, Dorlisheim).

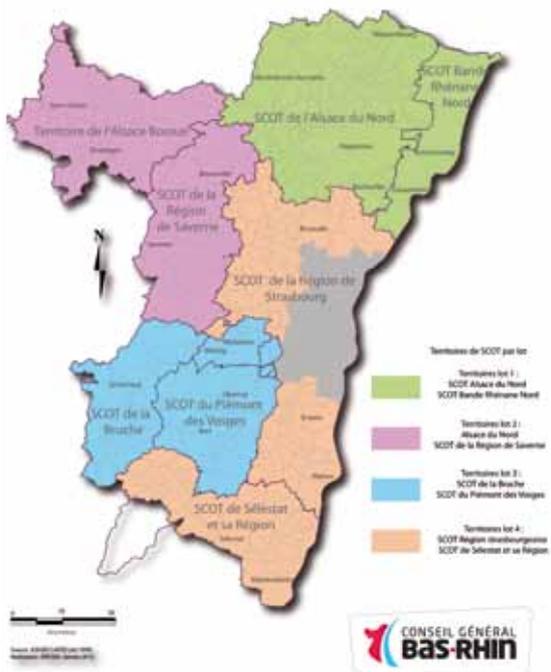


Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES PROJETS 2012

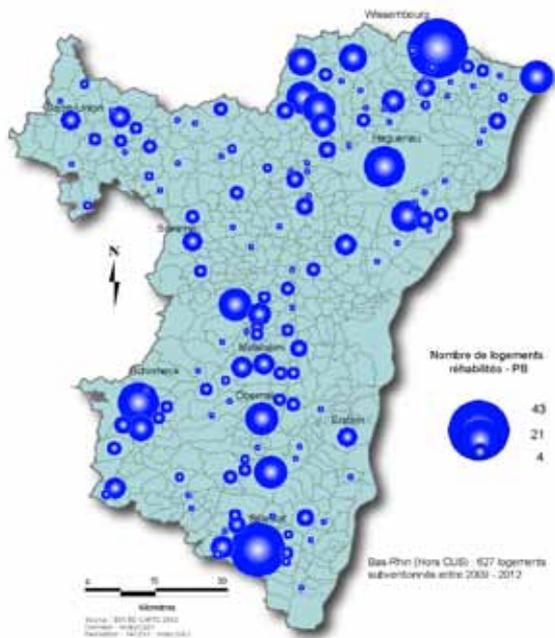
- > Lancement d'un nouvel outil de conseil et d'information des propriétaires privés à l'échelle des schémas de cohérence territoriale (le suivi annuel du PIG Rénov'Habitat 67).
- > La mise en place de la territorialisation de la politique départementale de l'habitat à l'échelle des 8 SCoTs.
- > La mise en place du portail habitat pour informer les particuliers des outils et actions du Département pour l'accès dans le logement, la réhabilitation et les démarches à engager.
- > 3 appels à projets pour concevoir l'habitat de demain : « Habitat intergénérationnel », « Quartier plus 67 » et « Résidences senior ».

**Échelle d'intervention des opérateurs
du suivi animation du PIG « Habiter mieux ».**

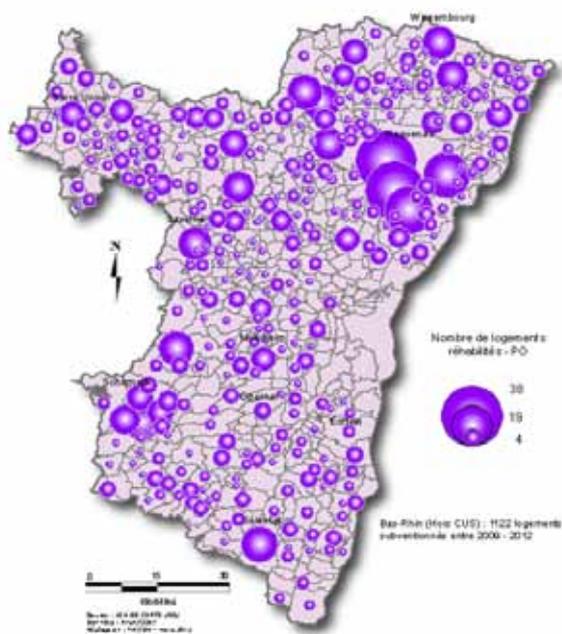


Denis Guichot / CG67

**Les logements subventionnés par le Département
Propriétaires bailleurs mars 2009 - mars 2012**



**Les logements subventionnés par le Département
Propriétaires occupants mars 2009 - mars 2012**



→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Réhabilitation du parc privé dans le cadre de la délégation des aides à la pierre de l'Agence nationale de l'habitat

	Logement locatif insalubre	Logement locatif très dégradé	Logt locatif autre	Propriétaire occupant (PO) Logt insalubre	PO très dégradé	PO adaptation	PO amélioration du logement	Réhabilitation énergétique
Conseil Général 67								
Objectifs	54	56	38	42	11	65		250
Réalisés	65	46	37	42	4	87	176	113
% Réalisation	120 %	82 %	97 %	100 %	36 %	133 %		45 %
Alsace								
Objectifs	125	165	185	60	30	200		415
Réalisés	157	133	120	48	8	193	130	149
% Réalisation	126 %	81 %	65 %	80 %	27 %	97 %		36 %
France								
Objectifs	5 000	3 500	5 000	2 500	2 500	9 000		30 000
Réalisés	2 486	2 034	3 876	1 395	742	10 850		6 669
% Réalisation	49 %	58 %	77 %	56 %	30 %	120 %		22 %

Production de logements sociaux dans le cadre de la délégation des aides à la pierre de l'État

	Objectifs 2011	Réalisations 2011	Pourcentage
PLAI (logement très social)	178	178	100,00 %
PLUS-PALULOS communale (logement social classique)	330	332	100,30 %
PLS (logement intermédiaire) (dont PLS investisseurs privés)	150	119 (49)	79,33 %
PSLA (Prêt Social Location-Accession)		27	
Total	658	656	99,69 %

IMMOBILIER

ÉDUCATION

FORMATION

→ LES MISSIONS

LE DÉPARTEMENT ASSURE L'ADAPTATION DES CAPACITÉS D'ACCUEIL À L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PAR LA CONSTRUCTION ET L'EXTENSION DES COLLÈGES EXISTANTS.

PARALLÈLEMENT IL MODERNISE LES COLLÈGES LES PLUS VÉTUSTES EN LES ADAPTANT, PAR DES RESTRUCTURATIONS LOURDES ET DES EXTENSIONS, AUX ÉVOLUTIONS PÉDAGOGIQUES, FONCTIONNELLES ET RÉGLEMENTAIRES.

ENFIN IL GÈRE ET MAINTIEN EN BON ÉTAT DE FONCTIONNEMENT LE PARC DES 90 COLLÈGES QUI REPRÉSENTE UNE SURFACE DE 580 000 M².

→ LES ACTIONS 2011

LES TRAVAUX

Ont été livrés en 2011, les collèges du Rhin à Drusenheim et le collège de l'Eichel à Diemeringen agrandis et restructurés, ainsi que les locaux provisoires de l'École européenne de Strasbourg au sein du Collège Vauban (sections équivalents collège).

Les travaux de restructuration se sont poursuivis aux Collèges Mentel de Sélestat et Rouget de Lisle à Schiltigheim. Par ailleurs le chantier de restructuration et d'extension a démarré au collège Foch de Haguenau. Les travaux de la phase 1, c'est-à-dire la construction du parking sous-terrain, des nouveaux bâtiments C1 et C2 et restructuration du bâtiment A ont démarré en mars 2011 pour une livraison en novembre 2012. La phase 2 consistant à restructurer le bâtiment J, actuellement utilisé par le Collège sera achevée en avril 2013.

Le programme de maintenance a quant à lui porté essentiellement sur des travaux de mise en sécurité des bâtiments, de conservation du bâti et d'améliorations fonctionnelles de certains espaces.

→ LES PROJETS 2012

Les études de conception de l'opération d'extension et de restructuration lourde se sont poursuivies pour le collège de la Robertsau et ont démarré pour le collège de Benfeld.



Collège de la Robertsau, vue sur l'entrée projetée

0667



Aurélie Lacquement / CG67

Collège Jean Mentel à Sélestat



CG67

Collège de l'Eichel à Diemeringen



CG67

EES Collège Vauban à Strasbourg, structures modulaires

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Le budget consacré en 2011 aux investissements immobiliers des collèges a été de 29,22 M€ (construction et maintenance).

→ ZOOM

L'évolution des effectifs accueillis au collège de Sundhouse ne permettant plus d'attendre la réhabilitation-extension du collège, il s'est avéré nécessaire de prévoir pour la rentrée de septembre 2012 l'augmentation significative du nombre de salles de classes et de surface disponible pour la restauration. La décision a donc été prise en 2011 de lancer une opération transitoire d'extension du collège. La consultation de maîtrise d'œuvre a été lancée en 2011 pour permettre de respecter un planning très contraint.

IMMOBILIER

GESTION ET ENTRETIEN DU PATRIMOINE IMMOBILIER

→ LES MISSIONS

LES ACTIVITÉS DE GESTION PATRIMONIALE VISENT À FOURNIR LES RESSOURCES IMMOBILIÈRES PERMETTANT LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS ET DES COMPÉTENCES DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN DANS LES MEILLEURES CONDITIONS POSSIBLES, DE SÉCURITÉ, DE FONCTIONNALITÉ ET DE CONFORT.

ELLES PORTENT SUR L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE IMMOBILIER PROPRIÉTÉ DU DÉPARTEMENT QUI EST COMPOSÉ DES 90 COLLÈGES ET D'ENVIRON 60 BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX HORS LOCATION ET LOGEMENTS.

ELLES INTÈGRENT ÉGALEMENT LES AUTRES BÂTIMENTS OCCUPÉS PAR LES SERVICES DU DÉPARTEMENT ET LOUÉS OU MIS À DISPOSITION, SOIT ENVIRON 115.

AINSI LES MISSIONS SE DÉCLINENT PRINCIPALEMENT SUIVANT LES OBJECTIFS SUIVANTS : PRÉVOIR, ADAPTER ET GÉRER LES MOYENS IMMOBILIERS DONT ONT BESOIN LES SERVICES ET LES AUTRES ACTIVITÉS DÉPARTEMENTALES.

→ LES ACTIONS 2011

LES TRAVAUX

Au château du Haut-Kœnigsbourg, les travaux de restauration de la Maison Alsacienne se sont achevés fin 2011 hormis la reprise de l'enduit de façade extérieure et la repose des lambris bois intérieurs qui seront achevées au printemps 2012 dès que les températures le permettront. Par ailleurs le chantier de mise en conformité des installations de sécurité de l'ensemble du château a démarré en 2011.

Les travaux d'aménagement du Foyer de l'enfance à Strasbourg se sont poursuivis en 2011 avec la livraison de la pouponnière et la préparation du chantier de réaménagement de la lingerie.

Les travaux de correction des installations climatiques du bâtiment des Archives Départementales ont démarré en 2011 et devraient s'achever début 2012. De nouvelles

difficultés techniques sont apparues en cours de chantier, retardant d'autant la livraison des travaux.

La démolition du chalet du champ du feu a été réalisée en 2011 et malgré de nombreuses difficultés techniques, des structures modulaires provisoires ont été mises en place pour offrir aux usagers des conditions d'accueil satisfaisantes pendant l'hiver 2011-2012. Les appels d'offres en vue de la reconstruction du chalet ont abouti en fin d'année permettant de programmer le démarrage des travaux début 2012 selon les conditions météorologiques.

Une extension (R+1) en bâtiments modulaires du bâtiment existant, d'une surface d'environ 420 m², a été livrée en mai 2012, à la Maison du Conseil Général du Bas-Rhin à Saverne. Elle héberge les agents territorialisés du PAT sur le secteur de Saverne.

Le programme de maintenance a porté sur les travaux d'amélioration du bâti et du confort de travail des usagers.

LA TERRITORIALISATION DE LA MAINTENANCE DE 1^{ER} NIVEAU (CRÉATION DES EMBS)

Depuis le 1^{er} mai 2011, ont été déployées dans les différents territoires du Département du Bas-Rhin, sous la responsabilité opérationnelle des UTATs pour le territoire hors CUS et de la DIMMO pour la CUS, 6 équipes maintenance bâtiments (EMB), disposant principalement de compétences, en électricité, chauffage, sanitaires, menuiseries et serrurerie.

Ainsi c'est plus de 30 agents qui assurent au quotidien les interventions de maintenance de 1^{er} niveau, tant dans les collèges que dans les bâtiments départementaux.

Depuis la mise en place de cette nouvelle organisation territorialisée, ont été recensées sur l'ensemble du parc immobilier près de 1 600 interventions dont 55 % dans les 90 collèges.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Le budget consacré en 2011 aux investissements immobiliers des bâtiments départementaux est de 12,5 M€ (construction et maintenance).

→ ZOOM

L'incendie accidentel de la base nautique de Plobsheim en janvier 2011 a détruit les niveaux hauts du bâtiment et a rendu impropre à leurs usages les niveaux bas. Ce sinistre a engendré de nombreux projets menés par la Direction :

- mesures conservatoires ;
- accompagnement des experts d'assurances ;
- chiffrage de la reconstruction à l'identique ;
- projet de démolition de la ruine ;
- relogement provisoire ;
- relogement transitoire ;
- relogement définitif.

L'année 2011 a été particulièrement lourde pour les services qui ont dû s'investir longuement sur ce site.



Denis Guichot / CG67

→ LES PROJETS 2012

- > Après en avoir fait l'acquisition en 2010 des bâtiments de la Rue du Verdon (occupés par le Pôle d'Aide à la Personne et la Maison Départementale des Personnes Handicapées), le Conseil Général a lancé en 2011 les études de conception afin d'en améliorer les performances énergétiques.
- > Les études de conception visant à reconstruire le Centre Technique du Conseil Général (CTCG) de Wissembourg ont redémarré avec prise en compte de la possibilité d'y accueillir le Délégué de la Maison du Conseil Général.
- > Pour le château du Haut-Koenigsbourg, outre les travaux cités ci-dessus, l'aménagement de la Maison alsacienne et la possibilité d'intégrer de manière définitive le restaurant dans le bastion de l'Étoile ont été étudiées sommairement. Les études de conception pour l'installation de l'administration du château dans les niveaux hauts de la Maison alsacienne devraient débuter en 2012 alors qu'une étude de faisabilité plus poussée devra être lancée en 2012 pour permettre de définir l'implantation définitive du restaurant (dans le bastion de l'étoile ou dans les niveaux bas de la Maison Alsacienne).
- > Pour les centres médico-sociaux, les programmes et consultations de maîtrise d'œuvre ont abouti en 2011 pour Mutzig et Schirmeck.

URBANISME ET AMÉNAGEMENT

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL ACCOMPAGNE LES COMMUNES, INTERCOMMUNALITÉS ET SYNDICATS MIXTES QUI LE SOUHAITENT DANS L'ÉLABORATION DE LEURS DOCUMENTS D'URBANISME, LEURS PROJETS D'AMÉNAGEMENT ET L'APPLICATION DU DROIT DES SOLS, À TRAVERS LE DÉPLOIEMENT DE CONSEIL GRATUIT EN URBANISME ET EN AMÉNAGEMENT À TOUTES LES COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS HORS CUS QUI EN FONT LA DEMANDE. ENTRE SEPTEMBRE, DATE DE LA DIFFUSION DE L'INFORMATION AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS CONCERNÉES, ET DÉCEMBRE CE SONT PLUS DE 200 CONSEILS FORMALISÉS QUI ONT AINSI ÉTÉ DISPENSÉS. CES CONSEILS ONT ESSENTIELLEMENT CONCERNÉ LES MODALITÉS D'ÉVOLUTION DES DOCUMENTS D'URBANISME POUR PERMETTRE LA RÉALISATION DE PROJETS AINSI QUE LES CHANGEMENTS DE LA FISCALITÉ DE L'URBANISME À TRAVERS L'INSTAURATION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT DONT LA MISE EN ŒUVRE NÉCESSITAIT UNE PRISE DE DÉLIBÉRATION AU PLUS TARD AU 1^{ER} NOVEMBRE 2011.

→ LES ACTIONS 2011

URBANISME

L'année 2011 a été la première année complète après la **promulgation de la Loi portant Engagement National pour l'Environnement de juillet 2010**.

Le SCOT de la Bande Rhénane Nord et celui de Sélestat ont poursuivi leur travail sur le document d'orientations et d'objectifs dans l'esprit du Grenelle, en engageant des études complémentaires sur l'aménagement commercial de son territoire.

Les PLU intercommunaux du Val de Moder, du Hattgau et du SIVOM de Schweighouse et Environs ont, quant à eux, engagé des études sur les potentiels de densification du tissu urbain et sur des orientations d'aménagement et de programmation de l'habitat.

Les PLU communaux de Brumath, de Seltz, de Drusenheim, de Gamsheim, de Gundershoffen, de Gumbrechtshoffen, de Gunstett et d'Oberdorf-Spachbach... ont également pris le sens du Grenelle, chacun à son stade d'avancement.

AMÉNAGEMENT

Au titre des actions 2011 on peut citer :

- le lancement du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet urbain retenu au titre du dispositif Quartier Plus 67 sur la commune d'Oberhoffen-sur-Moder (dont le lauréat a été désigné en début 2012) ;
- le lancement d'une étude de circulation dans le cadre de l'aménagement des abords du collège de la Souffel ;



- l'attribution du concours de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la traverse de Marlenheim dans la perspective de l'arrivée du transport en site propre ouest (TSPO) ;
- la réalisation de la traverse de Rauwiller (RD1) et celle de la 1^{re} tranche de la traverse de Petersbach (RD9) ;
- la poursuite des études de la zone d'activité intercommunale du Fehrel sur la communauté de communes de Rosheim ;
- la concertation relative à la seconde tranche de la plate-forme départementale de Dambach-la-Ville ;
- la mise en chantier de la ZA de Sarrewerden ;
- la viabilisation de la 1^{re} tranche du Parc d'Activités de Goxwiller Valff et de la ZAC de Marckolsheim.

DROIT DU SOL

Suite à la mise en place d'un nouveau dispositif d'instruction des demandes en matière de droit des sols pour les communes ou intercommunalités dotées d'un POS ou d'un PLU, 4 communes ont décidé de faire instruire leurs demandes en 2011 portant le nombre de communes dont l'ADS est instruit par le Conseil Général à 139 à la fin 2011.

EXEMPLES DE PROJETS INITIÉS EN 2011

Les révisions de POS en PLU de Nordhouse et d'Oberbronn.

Le lancement de plusieurs projets d'aménagement d'espace public : les entrées de village de Maisongoutte, de Saint Martin et de Hirschland, la traversée de Wimmenau et de Niederschaeffolsheim.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 139 communes dont l'ADS sont suivies par les services du Conseil Général au 31 décembre 2011.
- 11 353 actes relevant du droit des sols instruits en 2011 contre 10 124 en 2010.
- 13 projets initiés en 2011 pour lesquels les services du Conseil Général sont en assistance à maîtrise d'ouvrage.



DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

→ PROMOUVOIR LES RICHESSES
ÉCONOMIQUES DU BAS-RHIN

agenda 21

→ LES MISSIONS

L'AGENDA 21 EST UN PLAN D'ACTION CONCRÈTES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRANSVERSAL À L'ENSEMBLE DES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES.

30 PROJETS SONT MIS EN ŒUVRE POUR RÉPONDRE À 2 GRANDS ENJEUX :

- DÉVELOPPER L'EXEMPLARITÉ DU DÉPARTEMENT ;
- PRENDRE EN COMPTE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PROJETS ET LES POLITIQUES DU CONSEIL GÉNÉRAL ET DE SES PARTENAIRES.

PARALLÈLEMENT, LA FORMATION DES AGENTS ET LES ACTIONS DE COMMUNICATION INTERNE SE POURSUIVENT.

→ LES ACTIONS 2011

Parmi les avancées en 2011 :

- le 21 juin 2011, adoption de l'Agenda 21 départemental de deuxième génération, entièrement renouvelé ;
- la généralisation de la démarche Éco-Route à toutes les nouvelles routes du Bas-Rhin ;
- un accompagnement technique et pédagogique des collègues, qui récompense les économies d'énergie (Projet Bonus Énergie - du bon usage de l'énergie) ;
- des actions en faveur de la réduction des déchets : composteurs en place et mulching* dans la moitié des collèges fin 2011 ;
- une rubrique « S'investir dans le DD » sur le site web du Conseil Général, qui permet de télécharger les documents méthodologiques et oriente vers des sites pertinents.
- découvrez ici d'autres exemples d'actions concrètes menées dans le cadre de l'Agenda 21 départemental (covoiturage, plan de déplacement, job-dating, réhabilitation énergétique des logements, quartiers durables, zones d'activités durables...).

* Le mulching est une technique de tonte sans ramassage d'herbe, ce qui permet de réduire les déchets verts. Le principe consiste à broyer très finement l'herbe qui se dépose ensuite sur le sol.





→ LES PROJETS 2012

Dès le premier trimestre 2012, le Conseil Général accompagnera les collectivités locales qui souhaitent mettre en place un Agenda 21 sur leur territoire, grâce à :

- des outils pour bien démarrer : guides méthodologiques, fiches techniques prêtes à l'emploi ;
- un réseau « Collectivités et développement durable » ;
- la mise à disposition de données utiles pour le diagnostic de territoire.

Parmi les nouveaux projets inscrits à l'Agenda 21 pour 2012 :

- un Plan Climat Énergie Territorial ;
- un plan d'actions contre la précarité énergétique des ménages.



L'Agenda 21 Départemental a reçu la reconnaissance officielle du ministère en charge du Développement durable.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 14 collèges sont en démarche d'Agenda 21 et 11 autres sont engagés dans une démarche de réduction de leur consommation d'énergie.
- 70 personnes ont repris un emploi grâce aux clauses d'insertion inscrites dans les marchés du Département.
- L'utilisation de pesticides a été réduite de 95 % sur les dépendances vertes des routes.
- Le Vaisseau a réduit sa consommation d'énergie de 62 % dans le cadre de son Agenda 21.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

→ LES MISSIONS

CES CRÉDITS REVÊTENT UN CARACTÈRE STRATÉGIQUE CAR ILS FAVORISENT L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES, PAR LE BIAIS DES AIDES AU FONCIER OU À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES, ET AINSI CONTRIBUENT AU DÉVELOPPEMENT DE LA RICHESSE COLLECTIVE DU TERRITOIRE ET À LA CRÉATION D'EMPLOIS. ILS CONTRIBUENT ÉGALEMENT AU SOUTIEN DE L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE, NON DÉLOCALISABLE, POURVOYEUSE D'EMPLOIS ET VECTEUR D'IMAGE POUR LE TERRITOIRE. CEUX DÉDIÉS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET À LA RECHERCHE RENDENT POSSIBLES LES PROJETS QUI CONTRIBUENT AU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE ET À L'IMPULSION DE L'INNOVATION DANS NOS ENTREPRISES.

→ LES ACTIONS 2011

- > Réalisation de la première tranche de la Plateforme Départementale d'Activités de la Région de Brumath.
- > Finalisation des études d'aménagement de la seconde tranche de la Plateforme Départementale d'Activités d'Alsace Centrale.
- > Contribution du Conseil Général du Bas-Rhin à la stratégie touristique Alsace 2012-2014.
- > Approbation de la stratégie touristique de la Convention Interrégionale du Massif des Vosges.
- > Entrée du Conseil Général au capital de la nouvelle société d'exploitation de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim.
- > Révision à mi-parcours du Contrat de Projet État-Région 2007-2013.
- > Expérimentation de 7 projets innovants retenus au titre de l'appel à projet TIC & Santé lancé par le Conseil Général.

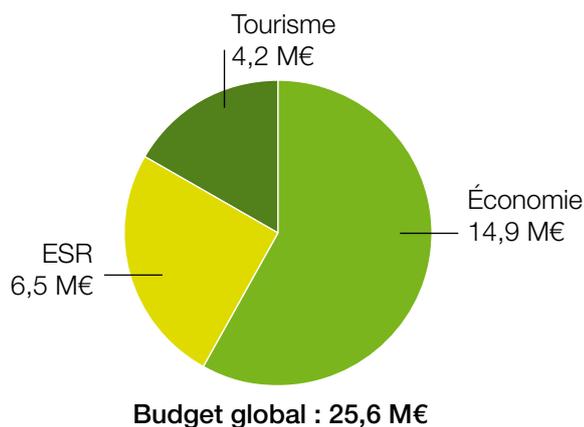
- > Réalisation de l'exposition *L'Appart à Part* dans le cadre de TIC & Santé.

→ LES PROJETS 2012

- > En matière de développement économique, 2012 sera marquée par le lancement opérationnel des secondes tranches des PFDA de la Région de Brumath et d'Alsace Centrale. En outre, la réflexion sur la fusion des agences de développement économique se poursuivra courant 2012.
- > TIC & Santé : évaluation de l'appel à projets et réflexion sur le déploiement des solutions.
- > Dans le domaine touristique, l'année 2012 verra l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie touristique Alsace 2012-2014 commune à la Région et aux deux Départements ainsi que la poursuite de la refonte des dispositifs de soutien aux projets touristiques.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Budget global du Service du Développement Économique et Touristique et répartition du budget entre économie, tourisme, Enseignement Supérieur et Recherche (ESR)



Alsabail

Nombre de dossiers instruits	12 dossiers
Volume financier des avances	6,8 M€ d'avance du CG
Nombre d'emplois concernés	266 créations d'emplois sur 3 ans

Artisanat

Nombre d'artisans bénéficiaires	75 dossiers
Montant total des subventions	415 000 € de subvention

Tourisme : Montant des aides à l'hébergement touristique

Meublés tourisme et chambres d'hôtes	87 équipements 424 209 €
Hôtellerie familiale et indépendante	13 établissements 1 564 084 €

Enseignement Supérieur et Recherche

Montant de subventions engagées	6,6 M€
---------------------------------	--------



Denis Guichot / CG67

Brumath

Montant des dépenses 2011	3,5 M€
Montant de l'aide du CG	2,6 M€

Dambach-la-Ville

Montant des dépenses 2011	1,3 M€
Montant de l'aide du CG	1 M€

Reconversion de friches économiques

Nombre de friches	3 dossiers
Montant de subventions	309 389 €

TIC & Santé - indicateurs

AAP	Expérimentation des 7 projets lauréats. 454 340 € engagés en 2011 soit 44 % du budget global.
Exposition <i>L'Appart à Part</i>	Subvention de 63 000 € au PAMA pour l'organisation de l'exposition.

Financement des agences économiques et touristiques

ADIRA	1 837 000 €
AI	932 400 €
ADT 67	2 640 000 €
ADEC	486 000 €
SFMAP	250 000 €

DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL ET URBAIN

→ LES MISSIONS

EN MILIEU RURAL LES CRÉDITS S'INSCRIVENT DANS LES CONTRATS DE TERRITOIRES SIGNÉS AVEC LES COMMUNES ET COMMUNAUTÉS DE COMMUNES, ET LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE PARC NATUREL RÉGIONAL DES VOSGES DU NORD. EN MILIEU URBAIN ILS RELÈVENT DES CONTRATS URBAINS DE COHÉSION SOCIALE ET DU PARTENARIAT AVEC L'ANRU. QU'ILS PORTENT SUR DES INVESTISSEMENTS, DU FONCTIONNEMENT DE SERVICES OU SUR L'INGÉNIERIE LOCALE, ILS CONTRIBUENT À L'ANIMATION DES TERRITOIRES ET AU DÉVELOPPEMENT D'INITIATIVES DE NATURE À AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE ET À ASSURER UNE MEILLEURE ÉQUITÉ ENTRE LES HABITANTS DU BAS-RHIN.

→ LES ACTIONS 2011

- > Achèvement de la couverture du département en contrats de territoire.
- > Préparation et réalisation des assises territoriales « Territoires 2030 ».



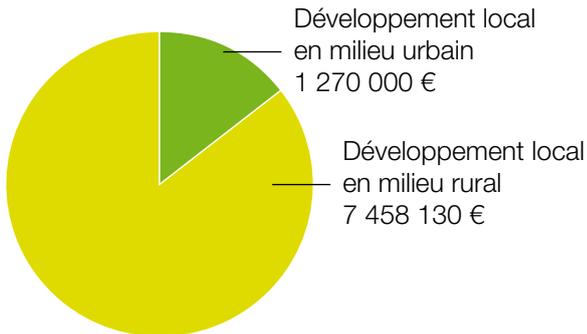
→ LES PROJETS 2012

- > Le Département apportera son expertise au Parc Naturel Régional des Vosges du Nord pour finaliser la Charte du Parc qui s'exécutera sur la période 2013-2025.
- > Finalisation du cadre méthodologique pour la 2^e génération de contrats de territoires et expérimentation du nouveau partenariat sur le Sud du Département.
- > Révision à mi-parcours du Contrat de territoire de l'agglomération strasbourgeoise 2009-2014.
- > Signature du Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2012-2014.

Denis Guichot / C667

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Répartition du budget du soutien du développement local et urbain (hors contribution départementale au Service Départemental d'Incendie et de Secours)

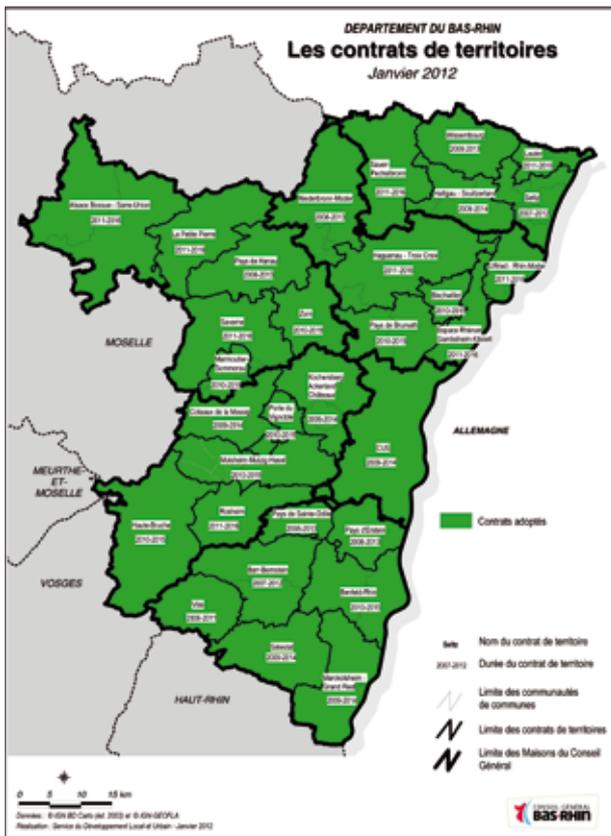


Budget global : 8 728 130 €

Mise en œuvre des contrats de territoire (soit 31)

Au 31/12/2011, tout le territoire est couvert de contrats.

Nombre de nouveaux contrats de territoires signés en 2011	9
---	---



Nombre de révisions et d'actualisations de Contrats de Territoire réalisées

Nombre de révisions de CT	5 révisions
Nombre d'actualisations de CT	17 actualisations

Aide globale du Conseil Général du Bas-Rhin aux communes et communautés de communes

Aide globale : 45 M€ dont 17 M€ pour le territoire de la CUS dont :

- 2 070 279 € au titre du soutien aux bassins de vie ;
- 620 790 € au titre des enveloppes de bonification de certains projets structurants ;
- 2 685 602 € au titre du soutien à la centralité urbaine ;
- 163 956 € au titre des voiries ANRU.

Animation des réseaux

Ateliers départementaux*	Nombre d'ateliers : 3 en 2011 Nombre de participants : 90
Assises « Territoires 2030** » de juin 2011	Nombre de participants : 400

* Ateliers départementaux avec les agents de développement des communautés de communes, les agents du CG et les élus.

** « Territoires 2030 » (enjeux environnementaux, démographiques et économiques à l'horizon 2030).

Politique de la Ville

ANRU	Nouveaux engagements 2011 : 2,8 M€ Paiements 2011 : 2,5 M€
CUCS	Projets soutenus : 125 pour 369 500 €

Les CUCs ont été reconduits jusqu'en 2014 et permettent de soutenir les associations dans des domaines tels que l'insertion, la réussite éducative, la citoyenneté.

RELATIONS INTERNATIONALES

→ LES MISSIONS

LA POLITIQUE, VOLONTARISTE, DE COOPÉRATION INTERNATIONALE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN SE STRUCTURE AUTOUR DE 3 AXES DE DÉVELOPPEMENT : LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE AVEC L'ALLEMAGNE ET LA SUISSE, LES AFFAIRES EUROPÉENNES ET LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE (PARTENARIATS ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE).

→ LES ACTIONS 2011

- > Inauguration des nouveaux locaux de l'Eurodistrict Regiopamina (Ancienne Douane de Lauterbourg).
- > Co-organisation de deux forums citoyens trinationaux.
- > Développement d'échanges avec la Haute-Autriche sur la thématique de l'aide publique à l'innovation.
- > Signature de la convention pluripartite avec le Bureau Alsace à Bruxelles.
- > Appui du Club Vosgien aux partenaires lettons du Bas-Rhin pour le développement de la randonnée en Lettonie.
- > Renouvellement du partenariat avec les collectivités malgaches de Mahajanga et Maevatanana.

→ LES PROJETS 2012

- > Solidarité internationale : 1^{er} appel à projet commun avec la Région Alsace pour les projets de solidarité internationale des associations bas-rhinoises, afin de simplifier les démarches des associations.
- > Transfrontalier : Réflexions sur une meilleure articulation et coordination de toutes les institutions transfrontalières du Rhin Supérieur pour parvenir à une gouvernance multi-niveaux efficace.
- > Europe : lobbying pour positionner le Conseil Général du Bas-Rhin comme bénéficiaire de la future programmation des fonds européens 2014-2020.



PDT



PDT

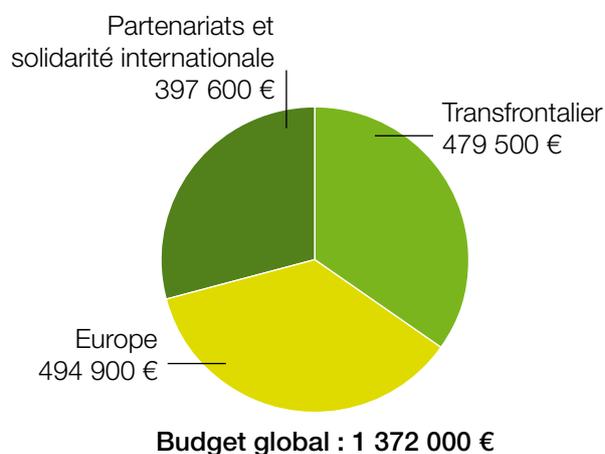


Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- > **2,5 M€ de recettes européennes perçues**
dont 1,3 M€ de FSE (Fonds Social Européen)
et 855 000 € de Feder transfrontalier
(Interreg IV Rhin Supérieur).
- > **44 projets bas-rhinois soutenus**
 - Partenariats avec la Voïvodie de Silésie (Pologne)
et la Région de Vidzeme (Lettonie) : 10 (60 000 €)
 - Solidarité internationale : 19 (35 650 €)
 - Europe : 10 (37 700 €)
 - Transfrontalier hors Interreg : 5 (22 000 €)
- > **10 projets transfrontaliers Interreg IV Rhin Supérieur soutenus (110 000 €)**
- > **Cofinancement de 4 structures transfrontalières (175 000 €)**
 - Eurodistrict Regiopamina
 - Infobest Kehl/Strasbourg
 - Euro-Institut
 - Centre Européen de la Consommation
- > **Cofinancement de 2 structures de promotion européenne (135 000 €)**
 - Bureau Alsace à Bruxelles
 - Centre d'Information sur les Institutions Européennes
- > **200 000 € investis pour Madagascar**
qui ont permis de réaliser : 4 collèges, 1 école
primaire, 1 centre de santé de base, 1 marché...

Répartition du budget international



espaces naturels et éducation à l'environnement

→ LES MISSIONS

LA GESTION ET LA PROTECTION DES ESPACES NATURELS N'EST PAS UNE COMPÉTENCE OBLIGATOIRE DES DÉPARTEMENTS. MAIS DEPUIS 1985, LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN MÈNE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE POUR PRÉSERVER LA RICHESSE ÉCOLOGIQUE AU TRAVERS SON SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES ESPACES NATURELS. À UNE ÉPOQUE OÙ LE CONTACT AVEC LA NATURE SE FAIT DE PLUS EN PLUS RARE, LE DÉPARTEMENT S'ENGAGE AU TRAVERS D'UN PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU ARIENA, QUI SENSIBILISE ET FORME LES SCOLAIRES ET LE GRAND PUBLIC À UNE PRISE DE CONSCIENCE ET UNE ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS AU SEIN DE CES ESPACES.

→ LES ACTIONS 2011

PROTECTION DES ESPACES NATURELS

Les acquisitions de terrains et l'aménagement des sites (collines calcaires, prairies du ried) ont été poursuivis, suite logique de la prise de compétence « Espaces Naturels Sensibles » et de l'instauration de la taxe départementale, la TDENS.

Pour la première fois, le Département a été l'opérateur d'un Projet Agro-Environnemental sur les rieds de la Zembs et du Bruch de l'Andlau, du Ried du Dachsbach et du Ried de la Zorn, ce qui a permis un très bon renouvellement, quantitativement et qualitativement, des mesures en faveur de la biodiversité souscrites par les exploitants agricoles.

Autres actions entreprises : préservation des batraciens de la mortalité routière, soutien aux associations et au dispositif de suivi de la biodiversité (ODONAT),

préservation des espaces naturels remarquables, réintroduction de la tortue Cistude d'Europe dans le Woerr à Lauterbourg.

ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT

La priorité en 2011 a été la poursuite du programme concerté d'éducation à l'environnement entre la Région Alsace, les départements 67 et 68 (Ariena, CINE et structures assimilées).



Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES PROJETS 2012

L'un des projets majeurs de 2012 est la mise en œuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels, notamment via l'outil ENS (Herbitzheim...). De plus 2012 marquera la finalisation des travaux de renaturations du site de Woerr à Lauterbourg. Par ailleurs, le travail se poursuit sur le sujet des rieds, en particulier sur le suivi et l'évaluation des mesures agri-environnement.



Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

PROTECTION DES ESPACES NATURELS

- 207 exploitants se sont impliqués pour 5 ans dans ce dispositif permettant à plus de 1 260 ha de prairies de bénéficier de pratiques plus adaptées aux enjeux écologiques (en augmentation de 15 %).
- Opération batraciens 2011 : 42 000 batraciens sauvés grâce aux partenariats entre Département et associations.
- Éducation à l'environnement (6 CINE aidés, association d'éducation à l'environnement et l'Ariena) : 603 209 €.

eau, assainissement ET DÉCHETS

→ LES MISSIONS

- CONTRIBUER À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.
- AIDER LES COLLECTIVITÉS À AMÉLIORER LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DÉCHETS.
- PLANIFIER LA GESTION DES DÉCHETS NON DANGEREUX.

→ LES ACTIONS 2011

Le scénario étudié pour la révision du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux a été mis en conformité avec le décret du 8 juillet 2011 modifiant le contenu des plans d'élimination des déchets.

Le Département s'est engagé dans la prévention de la production des déchets en signant avec l'Adème un accord-cadre d'une durée de 5 ans pour l'établissement d'un plan départemental de prévention.

Lancement de la démarche « Zéro-pesticides » sur le domaine du Département.

→ LES PROJETS 2012

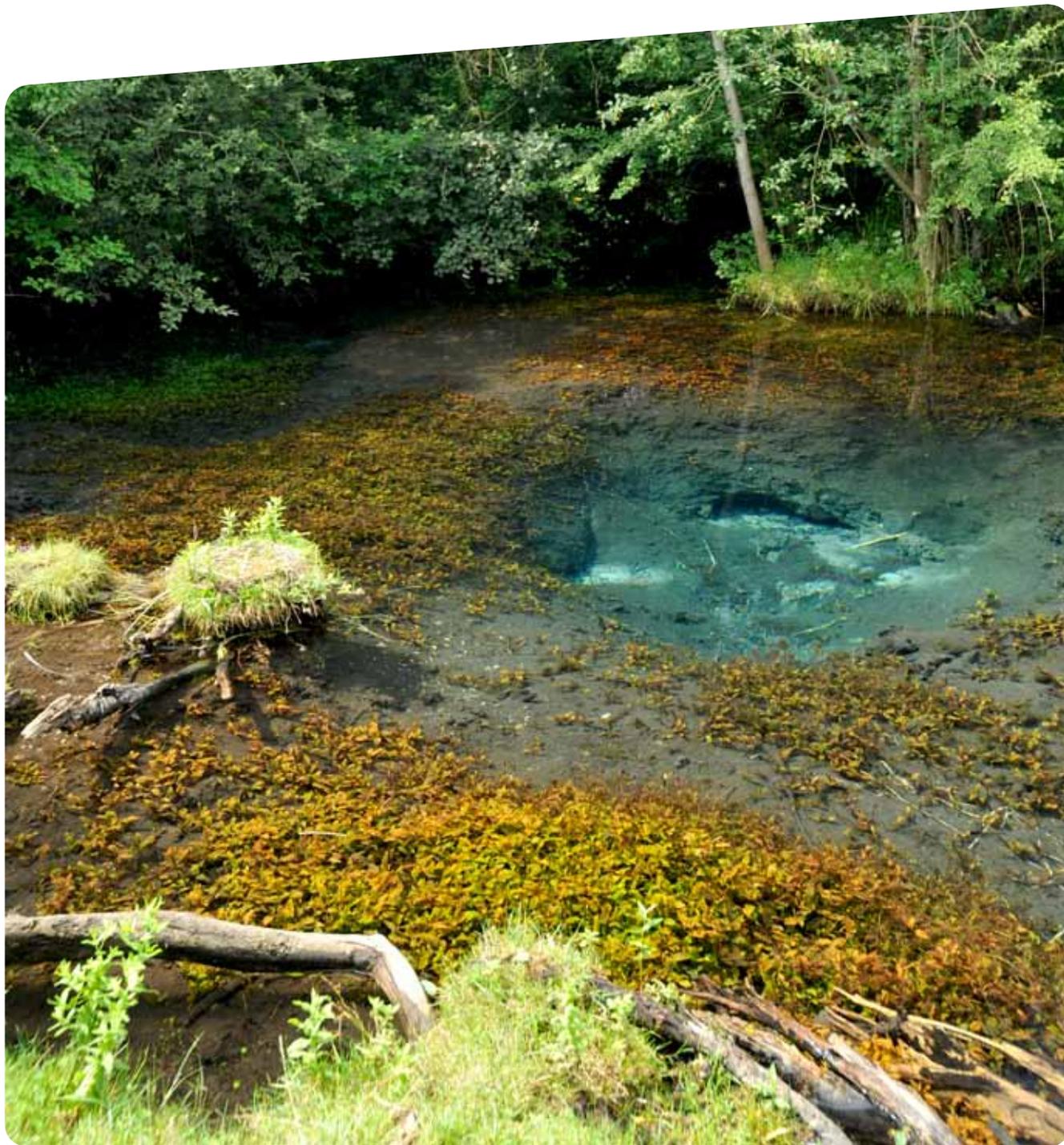
Enquête publique sur le projet de plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux début 2013.



Thinkstock



Fanny Kammerthaler



Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Bilan 2011 des aides financières apportées aux communes et à leurs groupements.

Types de travaux	Nombre de dossiers aidés	Montant des subventions	Montant des travaux soutenus
Eau potable	77	4 057 170 €	20 474 210 €
Assainissement	75	8 764 730 €	29 448 353 €
Déchets	29	705 198 €	6 089 099 €

RIVIÈRES

→ LES MISSIONS

LA POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DE GESTION DES RIVIÈRES EST FONDÉE SUR TROIS GRANDS OBJECTIFS :

- PRÉVENIR LES RISQUES D'INONDATION,
- RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DES RIVIÈRES ET ASSURER LEUR ENTRETIEN,
- GÉRER LE DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DU DÉPARTEMENT : LE CANAL DE LA BRUCHE.

POUR CELA LE CONSEIL GÉNÉRAL MET EN ŒUVRE DES SCHÉMAS DE GESTION PAR GRANDS BASSINS VERSANTS (SAGEECE ET SAGE), APPORTE UNE ASSISTANCE TECHNIQUE ET DES AIDES FINANCIÈRES AUX COLLECTIVITÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS.

→ LES ACTIONS 2011

Les opérations de rétablissement de la continuité piscicole sur les cours d'eau classés en « migrateur » se sont poursuivies en 2011 avec l'aménagement de 5 passes à poissons supplémentaires sur les rivières de la Zorn (à Steinbourg), de la Bruche (à Avolsheim) et du Giessen (à Neubois et Villé).

La Commission Locale de l'Eau du SAGE du Giessen a validé sa stratégie d'action en faveur de la reconquête du bon état de l'eau et des cours d'eau, pour les 5 années à venir.

Dans le cadre du processus d'élaboration du SAGEECE du bassin de la Sauer, le comité de rivières a approuvé la phase d'état des lieux et de diagnostic porté sur son territoire.

Face aux épisodes répétés d'inondation par coulées d'eau boueuses, des efforts soutenus ont été poursuivis pour protéger les biens et les personnes impactés, avec notamment l'aménagement de bassins de rétention de crues sur les communes de Soultz-sous-Forêts et d'Alteckendorf, complété par un ensemble de mesures préventives (implantation de bandes enherbées, pose de fascines).

→ LES PROJETS 2012

- > Le développement d'un partenariat État/Conseil Général pour la mise en œuvre de Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) sur les cours d'eau prioritaires : Bruche, Ill, Moder et bande rhénane Nord.
- > L'engagement d'une réflexion prospective d'insertion de la stratégie départementale « Rivière » dans la démarche Territoire 2030, et dans la perspective de la collectivité unique.
- > L'optimisation de la gouvernance locale.



Jean-Luc Stadler / CG67



Marianne Heiderlé / CC67

en matière de gestion des cours par bassins versants dans le cadre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunal.

- > La finalisation du diagnostic des ouvrages hydrauliques du canal et la définition d'un programme pluriannuel de remise en état.
- > La poursuite du travail collaboratif avec les partenaires institutionnels (État, Région Haut-Rhin, Agence de l'Eau) pour la définition du plan d'action « Trame bleue » et « Trame verte ».



Aurélien Lacquement / CC67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 400 km de rivières entretenus en 2011 dans le cadre de l'exécution de 20 plans pluriannuels d'entretien.
- 2,75 M€ de travaux fluviaux consacrés à la réalisation de 67 opérations (protection contre les inondations, renaturation de cours d'eau, aménagements de passes à poissons, acquisitions foncières de berges, lutte contre les coulées d'eau boueuses).
- Gestion du canal de la Bruche :
60 000 € pour les interventions d'entretien,
100 000 € de travaux divers,
150 000 € pour l'étude d'un programme global de restauration du canal.

AGRICULTURE ET ESPACES RURAUX

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL PROMeut UNE AGRICULTURE ÉCONOMIQUEMENT PERFORMANTE ET ÉCOLOGIQUEMENT RESPONSABLE. IL MET AUSSI EN ŒUVRE LES AMÉNAGEMENTS FONCIERS ET IL PARTICIPE AU MAINTIEN D'UN ESPACE RURAL TRADITIONNEL ENTRE AUTRES PAR LA PROMOTION DES VERGERS HAUTES-TIGES OU LE SOUTIEN DES ASSOCIATIONS FONCIÈRES PASTORALES.

→ LES ACTIONS 2011

AGRICULTURE ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE RURAL

La sécheresse du printemps 2011 a fortement touché les producteurs de blé et diminué la quantité de paille disponible, le Conseil Général en partenariat avec la Région Alsace et la profession agricole s'est mobilisé pour aider les éleveurs.

Les études préparatoires à d'éventuels aménagements fonciers à réaliser dans le cadre de la construction du Grand Contournement Ouest de Strasbourg ont été avancées en attendant la désignation du concessionnaire.

ACTIONS SUR LES PAYSAGES

Les principaux axes d'intervention en 2011 ont concerné la rénovation pastorale (Bruche, Villé), les vergers-écoles, les Vergers Solidaires d'Alsace (CdC de l'Alsace Bossue).



Jean-Luc Stadler / CG67



Zvardon Frantisek

→ LES PROJETS 2012

- > Agriculture :
consolider la coopération entre le Conseil Général et la profession agricole pour une agriculture durable.
- > Aménagement de l'espace rural :
achever les opérations liées au TGV, poursuivre les opérations liées au Grand Contournement Ouest.



Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- Agriculture : total des subventions accordées hors aménagements fonciers : 881 413 €.
- 19 communes en cours d'aménagement foncier dont 9 pour des ouvrages linéaires (LGV-Est, Contournement Oberschaeffolsheim-Wolfisheim, liaison A4-Lorentzen, contournement de Dossenheim-sur-Zinsel).
- Études d'aménagement en cours (hors infrastructure) : 5 communes.
- Études d'aménagement pour des infrastructures (Grand Contournement Ouest de Strasbourg et routes départementales) : 24 communes (dont 16 communes représentant 7 400 ha pour le GCO).
- LGV-Est : 17 communes concernées par un aménagement foncier (7 999 ha), dont 13 communes ont terminé leur remembrement et 4 communes pour lesquelles les opérations d'aménagement foncier sont en cours.
- Travaux connexes aux aménagements fonciers : subventions de 209 598 € dont 16 140 € pour mesures compensatoires en faveur de l'environnement et 45 655 € de travaux de protection des berges des cours d'eau.

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

→ LES MISSIONS

LE LABORATOIRE PARTICIPE À LA VEILLE SANITAIRE (LOI SUR LES TERRITOIRES RURAUX) ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ANIMALE, DE LA SANTÉ PUBLIQUE À TRAVERS LE DÉPISTAGE DES ZONOSSES OU LA SÉCURITÉ DU CONSOMMATEUR, MAIS ÉGALEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT POUR LES PATHOGÈNES DE QUARANTAINE DANS LES PRODUITS VÉGÉTAUX.

→ LES ACTIONS 2011

- > Progression des recherches de pathogènes dans les produits végétaux : augmentation de 255 %.
- > Baisse des contrôles réglementaires en santé animale compensée par une augmentation des contrôles liés aux maladies à incidence économique.

→ LES PROJETS 2012

- > Renforcer l'intervention du LDA sur les maladies émergentes (Schmallenberg...) et le partenariat avec la Chambre d'Agriculture.
- > Accompagner la sécurisation de la chaîne alimentaire dans les collèges du Bas-Rhin.
- > Pérenniser les activités du LDA en accord avec les orientations du Conseil Unique d'Alsace.



Jean-Luc Städler / CG67



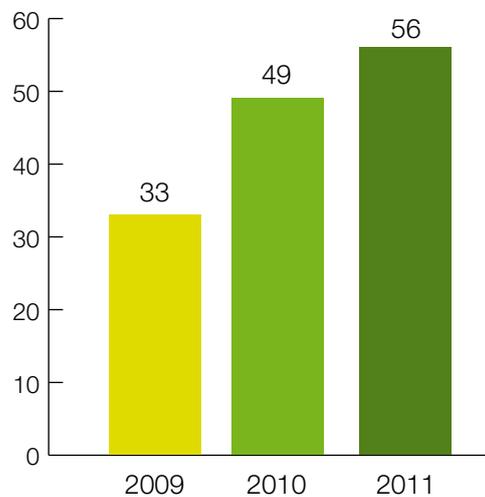
Jean-Luc Städler / CG67



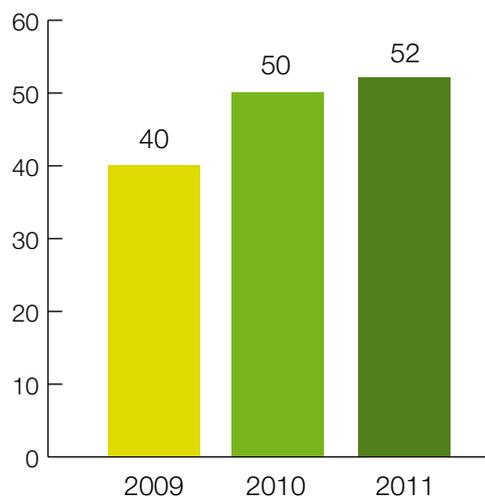
Jean-Luc Stadler / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

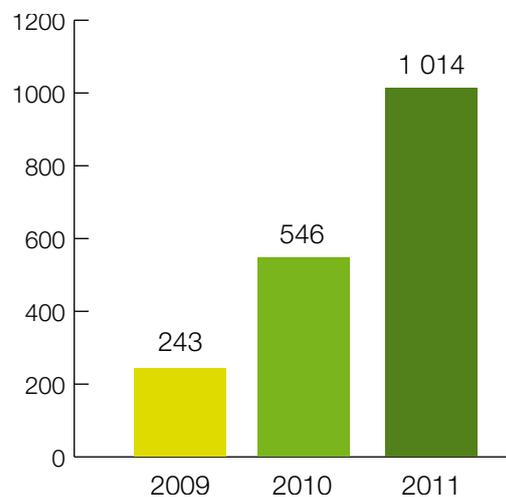
Nombre de paramètres accrédités



Nombre d'agrément



Nombre d'échantillons végétaux



sÉCURITÉ

→ LES MISSIONS

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS EST UN ÉTABLISSEMENT DONT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMPOSÉ POUR LES 3/5^E DE CONSEILLERS GÉNÉRAUX, EST PRÉSIDIÉ PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL.

LA CONVENTION DE PARTENARIAT SDIS/CG POUR 2012-2014 FIXE LE CADRE DE FINANCEMENT ET DE COLLABORATION ENTRE LES DEUX INSTITUTIONS.

→ LES ACTIONS 2011

L'élaboration de la convention de partenariat entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours et le Conseil Général du Bas-Rhin a marqué l'année 2011.

→ LES PROJETS 2012

- > La convention de partenariat 2012-2014 entre le SDIS et le Conseil Général limite l'évolution de la contribution départementale à l'inflation, sauf circonstances exceptionnelles.
- > Le SDIS 67 et le SDIS 68 vont poursuivre leur rapprochement.





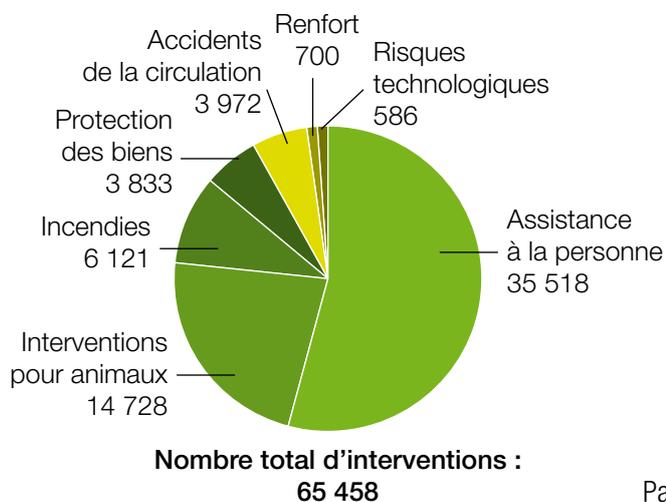
SDIS 67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

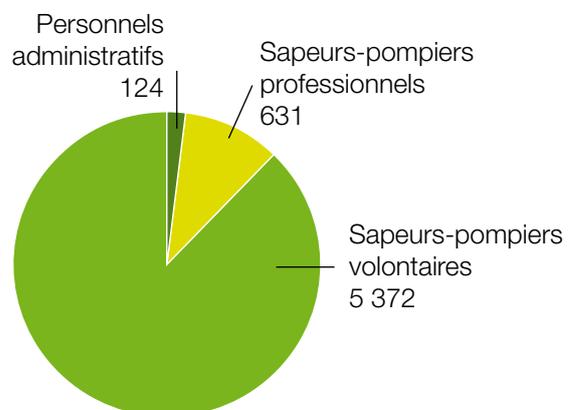
Financement Conseil Général du SDIS

30 459 000 €, cela représente 42 % du budget de fonctionnement du SDIS, en hausse de 6,5 %.

Nombre d'interventions du SDIS en 2010



Nombre de personnels au 31/12/2011



Par ailleurs 152 SP volontaires dépendent des communes mais sont intégrés à l'organisation opérationnelle.

PARC DÉPARTEMENTAL D'ERSTEIN

→ LES MISSIONS

L'AMÉNAGEMENT ET L'ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS
ET DES DÉPENDANCES ROUTIÈRES.

→ LES ACTIONS 2011

L'activité 2011 est en progression de près de 9 % par rapport à 2010, sous l'effet de l'entière reprise de l'exploitation routière exercée par le Parc DDE et du renforcement de la diversification dans l'aménagement des Espaces Naturels Sensibles.

RÉALISATIONS MAJEURES

L'achèvement de la restauration des muhlbach connexes au Canal de la Bruche, l'entretien des bassins de rétention routiers raccordés aux milieux naturels.



→ LES PROJETS 2012

L'achèvement du site d'acclimatation des cistudes à Lauterbourg, la renaturation de la gravière du Woerr, les aménagements connexes au programme de protection des zones habitées de Altorf-Duttlenheim et Duppigheim.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- > Aménagement et entretien des espaces ruraux et naturels : 1 631 386 €
 - Entretien des infrastructures rurales : 333 874 €
 - Travaux sur cours d'eau et milieux naturels : 1 297 512 €
- > Entretien des dépendances routières et pistes cyclables : 1 184 533 €
 - Entretien des pistes cyclables : 181 344 €
 - Entretien des abords des routes départementales : 1 003 189 €
- > Fouilles archéologiques : 564 626 €
- > Suivi des réseaux d'assainissement : 659 885 €
- > Divers : 33 274 €

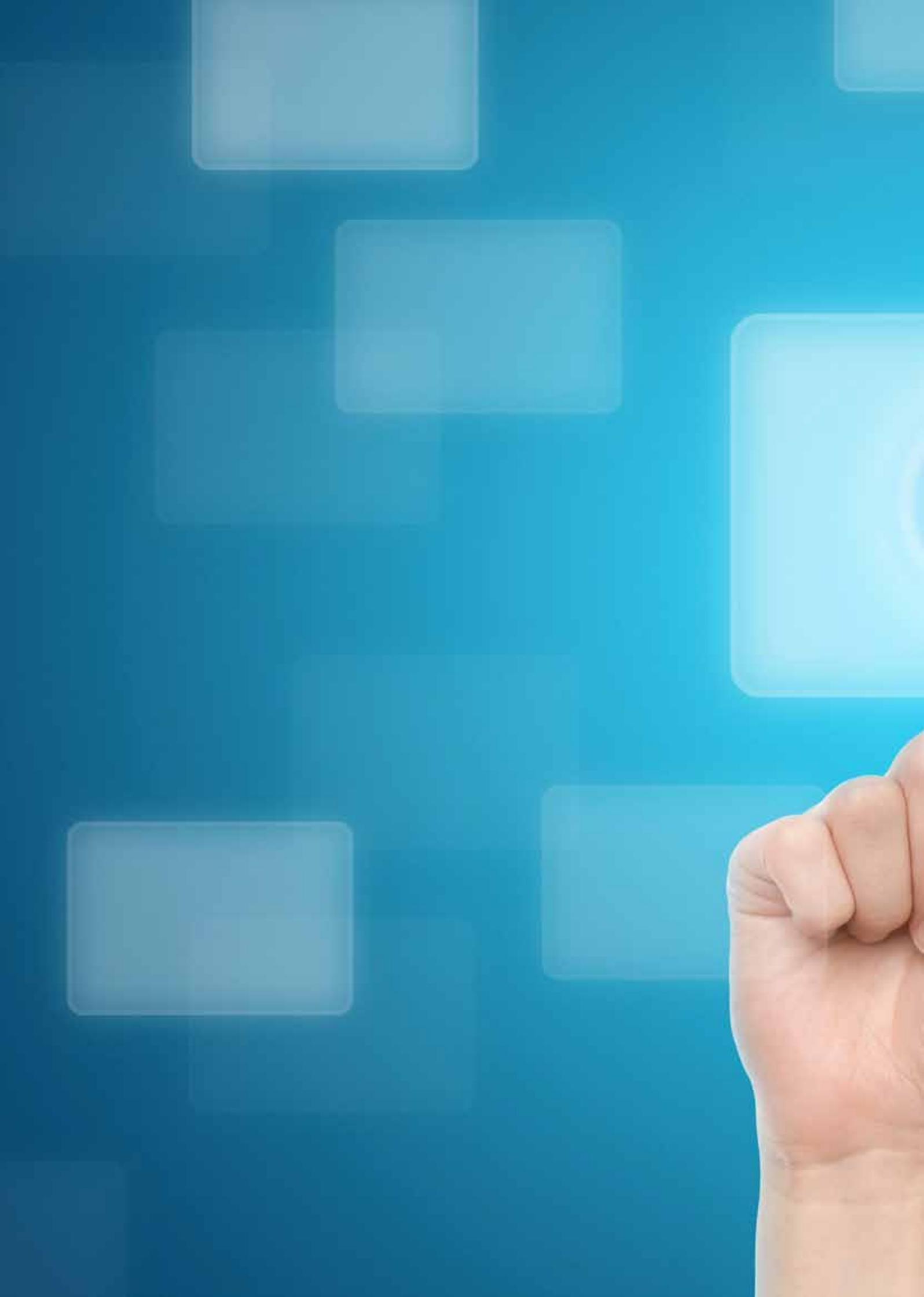
PAT



Marianne Heidenré / C667



Jean-Luc Stadler / C667



L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



MISSION PROSPECTIVE

→ LES MISSIONS

- APPORTER UN ÉCLAIRAGE DANS LA PROSPECTIVE ET L'ÉVOLUTION DE LA COLLECTIVITÉ ET DE SES POLITIQUES.
- APPORTER UN APPUI À LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE DE PROJETS STRATÉGIQUES.
- CONDUIRE DES CHANTIERS MAJEURS : PROJET DE CONSEIL D'ALSACE ET TERRITOIRES 2030.

→ LES ACTIONS 2011

PRÉPARATION DU PROJET CONSEIL D'ALSACE

Production de notes et documents de travail, notamment pour la préparation du Congrès d'Alsace et pour les délibérations du Conseil Général.

ANIMATION DE LA DÉMARCHE TERRITOIRES 2030

Analyse des évolutions en cours dans le Bas-Rhin dans les différents domaines d'action du Conseil Général, mise en évidence des enjeux et des défis pour l'avenir, organisation des réflexions du groupe de travail, rédaction des documents de travail et des plaquettes d'information.

APPUI AUX PROJETS STRATÉGIQUES : TERRITORIALISATION, FEUILLES DE ROUTE...

Production de notes et de supports de travail pour les instances de la gouvernance.

→ LES PROJETS 2012

- > Préparation du projet Conseil d'Alsace
- > Appui au pilotage des projets stratégiques de la collectivité.



Jean-Luc Stadler / CG67



Jean-Luc Stadler / CG67



Dorothee Parent / CG67

MISSION APPUI AU PILOTAGE ET INSPECTION

→ LES MISSIONS

LA MISSION D'APPUI AU PILOTAGE ET INSPECTION A POUR BUT DE CONTRIBUER, DANS L'EXERCICE DE SES MISSIONS ET PAR LE BIAIS DES ACTIONS QU'ELLE MÈNE, À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITÉ. DANS LE CADRE DE SES INTERVENTIONS ELLE ACCOMPAGNE LES SERVICES AFIN DE FAVORISER L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES RENDUS AUX USAGERS. SES DOMAINES D'ACTIONS SONT LA MISE EN ŒUVRE D'OUTILS DE PILOTAGE, L'EXPERTISE DANS LA PRÉPARATION ET LA CONDUITE DU CHANGEMENT, LES SYSTÈMES D'INFORMATION DÉCISIONNELS.

→ LES ACTIONS 2011

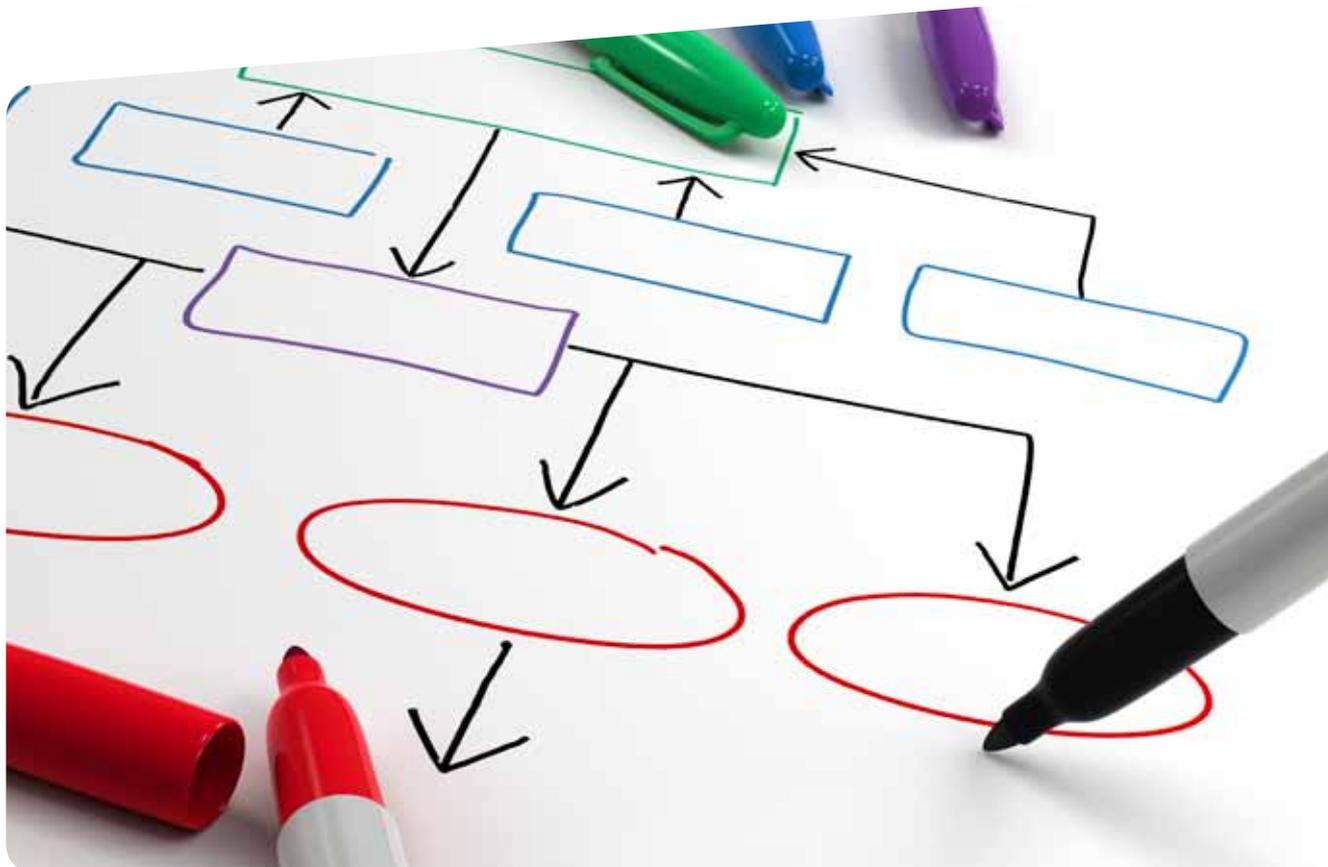
RENFORCER LE PILOTAGE DE LA COLLECTIVITÉ

- > Production mensuelle des tableaux de bord de gestion.
- > Déploiement d'un Système d'Information décisionnel sur 12 domaines opérationnels et 3 fonctionnels.
- > Pilotage de la démarche des OMDG 2011 (120 projets et 2 revues de projets).
- > Construction de la démarche OMDG 2012-2014.



ACCOMPAGNER LES ACTIONS D'AMÉLIORATION DE L'EFFICIENCE

- > Certification de la qualité de l'accueil du Conseil Général.
- > Réalisation d'audits, d'études et d'appui opérationnels aux services.
- > Analyse et propositions sur la territorialisation des missions du Conseil Général.



Thinkstock

STRATÉGIE ET DÉPLOIEMENT D'UN SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE

- > Numérisation du cadastre de 92 communes (dorénavant, 74 % la part des communes disposent d'un plan cadastral vectorisé).
- > Mise à disposition d'informations détaillées (alphanumériques) sur les propriétés et propriétaires auprès de 27 EPCI et de 72 communes pour faciliter la réalisation d'études d'urbanisme et d'aménagement.
- > Mise en production d'un intranet (STAT'67) permettant une utilisation plus aisée des données du recensement sur plus de 10 périmètres d'activité.

→ LES PROJETS 2012

- > Mise en production d'un outil partagé de gestion et de pilotage de projets.
- > Mise en place de nouveaux tableaux de bord de gestion et d'activités.
- > Livraison et suivi des études réalisées : fonctionnement des CTCG, maîtrise des dépenses sociales...
- > Appui au développement de la territorialisation.



Thinkstock

ASSISTANCE JURIDIQUE

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES (DAJ) EXERCE UNE MISSION DE CONSEIL JURIDIQUE AUPRÈS DES DIFFÉRENTES DIRECTIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL, DES COMMUNES ET DES STRUCTURES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE DU DÉPARTEMENT AINSI QUE DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DU BAS-RHIN. ELLE PREND ÉGALEMENT EN CHARGE LES CONTENTIEUX DU DÉPARTEMENT ET ASSURE UNE VEILLE JURIDIQUE.

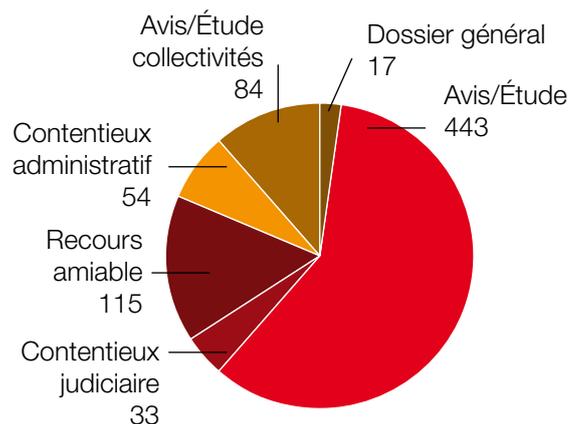
→ LES PROJETS 2012

La Direction des affaires juridiques apporte son appui juridique aux grands projets du Département, tels que :

- > la création du Conseil d'Alsace ;
- > les grands projets d'infrastructures (par exemple le Transport en Site Propre Ouest) ;
- > les projets de développement et de soutien à l'attractivité du territoire (dans les territoires bas-rhinois ou également s'agissant de la structure de portage de la Maison de l'Alsace à Paris).

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Nombre de dossiers par type d'activités





Thinkstock



Thinkstock

COMMANDE PUBLIQUE

→ LES MISSIONS

LE SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE A POUR MISSION DE GARANTIR UNE PASSATION SÉCURISÉE, RAPIDE ET EFFICACE DES MARCHÉS PUBLICS, ET DE VEILLER À LA RÉGULARITÉ ET À L'EFFICIENCE DE LA POLITIQUE D'ACHAT DU DÉPARTEMENT.

→ LES ACTIONS 2011

DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MARCHÉS PUBLICS

Le Département poursuit sa recherche d'une politique d'achat éco-responsable, notamment au travers de la nouvelle délégation de service public de restauration administrative. Le prestataire est tenu d'effectuer un tri des déchets provenant des cuisines et des plateaux-repas, et de procéder à leur traitement et élimination selon les processus imposés par le cahier des charges (recyclage, méthanisation...).

FAITS MARQUANTS

La mobilisation des services du département autour des objectifs d'achats socio-responsables définis en 2011 a abouti à la conclusion d'un nombre plus élevé de marchés réservés avec des établissements et services d'aide par le travail, et avec des entreprises adaptées. En outre, un nombre plus élevé de marchés de travaux a été conclu, comprenant un nombre d'heures d'insertion supérieur à 10 000 heures.



Thinkstock



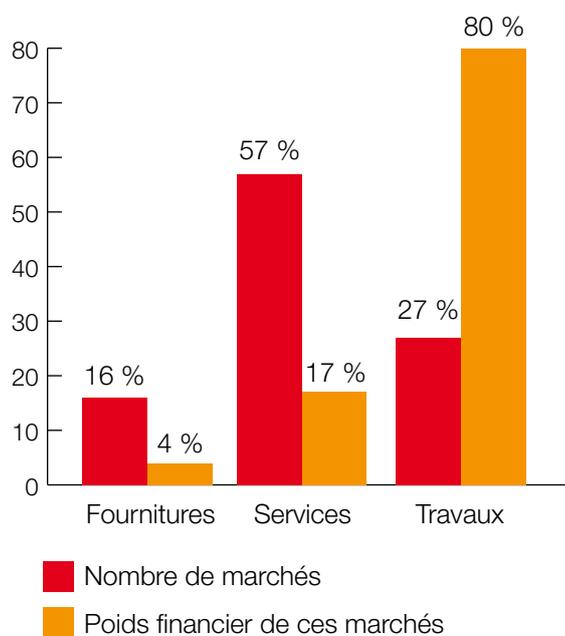
Thinkstock



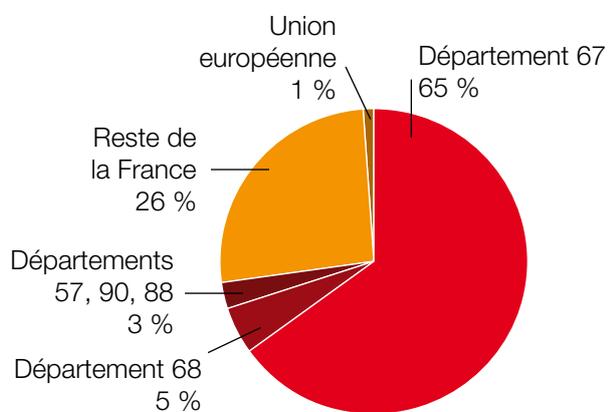
Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

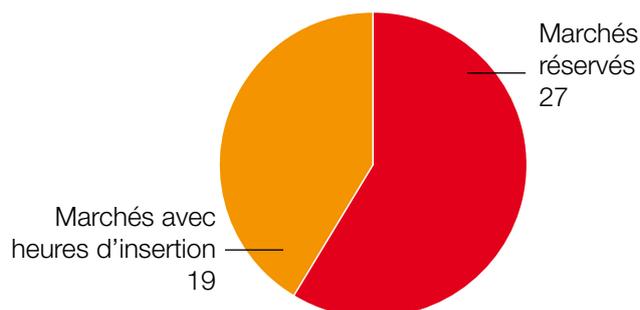
Marchés publics passés en 2011



Localisation des tiers attributaires de marchés publics en 2011



Répartition des 46 marchés passés en 2011 incluant des clauses sociales



RESSOURCES HUMAINES

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES A POUR MISSION D'ACCOMPAGNER LES 2 835 COLLABORATEURS PERMANENTS DU CONSEIL GÉNÉRAL, AU QUOTIDIEN DANS L'EXERCICE DE LEURS MISSIONS ET DANS LEUR ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE.

→ LES ACTIONS 2011

EMPLOI DES JEUNES

Notre politique volontariste en matière d'emploi des jeunes s'est poursuivie en 2011 avec la présence, au sein de nos services, au 31 décembre, de :

- 27 apprentis ;
- 26 jeunes en contrat unique d'insertion, contrat d'accompagnement à l'emploi ;
- 23 jeunes en service civique ;
- 1 étudiant en conventionnement CIFRE.

MASSE SALARIALE

La masse salariale a été contenue avec une augmentation de 1,1 % de budget à budget. Elle s'élève à 122,2 millions €.

ACTION SOCIALE

- 4 817 demandes de prestations du Comité national d'action sociale (CNAS) ont été pré-instruites par nos services.
- 120 enfants ont participé aux 3 colonies organisées pour les enfants du personnel.
- 40 demandes de secours exceptionnels au titre du « Fonds de solidarité » mis en place le 1^{er} janvier 2011 ont été acceptées. 26 aides complémentaires ont été octroyées par le CNAS.

Les deux assistantes sociales du personnel accompagnent enfin les agents rencontrant des difficultés dans leur vie professionnelle ou personnelle (logement, maladie, financier...). Elles ont assuré 841 entretiens individuels au courant de l'année.

→ LES PROJETS 2012

L'année 2012 sera marquée par la poursuite de plusieurs projets structurants en matière de ressources humaines :

- > l'accueil de 50 contrats uniques d'insertion de 7 h./semaine, à compter du mois de mai ;
- > la conduite d'un questionnaire sur le ressenti au travail des agents de la collectivité au mois de juin, avec déploiement d'un plan d'action afférent à la fin de l'année ;
- > l'aboutissement d'une démarche visant à inciter la mobilité interne, et à faciliter le reclassement de nos collègues inaptes à leurs fonctions pour raisons médicales ;

- > la révision de notre dispositif en matière de protection complémentaire santé et prévoyance ;
- > la finalisation de notre référentiel des compétences, permettant d'affiner la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- > la reprise en régie de la Maison de vacances *Les Terrasses*, de Wangenbourg, outil supplémentaire d'action sociale au bénéfice de nos collaborateurs.



Denis Guichot / CG67

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

La structure des effectifs au 31/12/2011

Effectif permanent	2 835
ASSFAMS	431
Foyer de l'enfance	292
Petits contrats et renforts	102
Suppléances ATC	30
Missions temporaires	15
CUI	26
Apprentis	27
Convention CIFRE	1
Service civique	23
Agents mis à disposition au CG	68
Total	3 850

Suivi médical

	Conseil Général (Jean-Marc Britz)	AST
1^{er} trimestre	227	177
2^e trimestre	202	281
3^e trimestre	181	146
4^e trimestre	184	187
Total	794	791

Recrutement

	Nombre de candidatures reçues	Nombre de personnes reçues
Total	10 365	1 210

Formation

Données annuelles	11 946,5 jours réalisés en 2011 4 661 départs en formation
dont, pour l'École des managers	401,5 jours réalisés en 2011

SYSTÈMES D'INFORMATION

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION (DSI) :

- DÉVELOPPE ET GARANTIT LA PERFORMANCE DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET APPLICATIONS.
- SOUTIENT LA COMPOSANTE E-ADMINISTRATION ET E-SERVICES DANS TOUT PROJET DE SYSTÈME D'INFORMATION.
- ASSURE DES PRESTATIONS RÉPONDANT AUX BESOINS DES COLLECTIVITÉS LOCALES.

→ LES ACTIONS 2011

LA DSI GÈRE PLUS D'UNE CENTAINE D'APPLICATIONS INFORMATIQUES

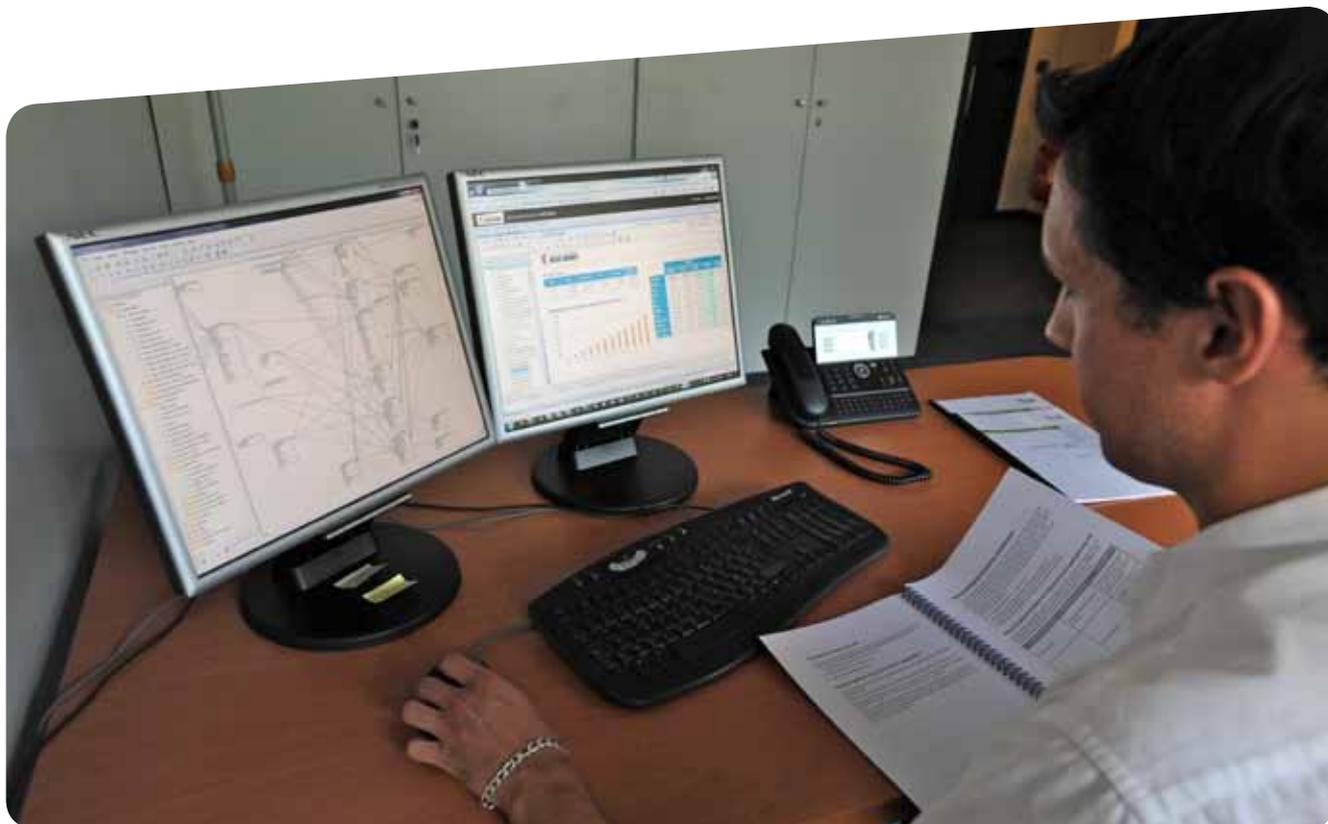
On peut relever en 2011 :

- la mise en œuvre de la plate-forme technique web mutualisant tous les sites web du Département ;
- le lancement de l'application mobile « CG67 » sur iphone et android (actualités, transports, itinéraires cyclables du Canal de la Bruche...). Cette application a reçu le label Proxima mobile ;
- la refonte de l'outil pour la Bibliothèque Départementale (BDBR) ;
- le déploiement de l'extranet Pass-engagement ;
- la mise en ligne du formulaire d'éligibilité au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- le lancement du service d'alertes par SMS pour les transports scolaires ;
- concernant le Système d'Information Géographique (SIG) : voir graphique.

LA DSI ASSURE L'ÉVOLUTION, LE MAINTIEN ET LA SÉCURITÉ DE L'INFRASTRUCTURE TECHNIQUE DU SYSTÈME D'INFORMATION

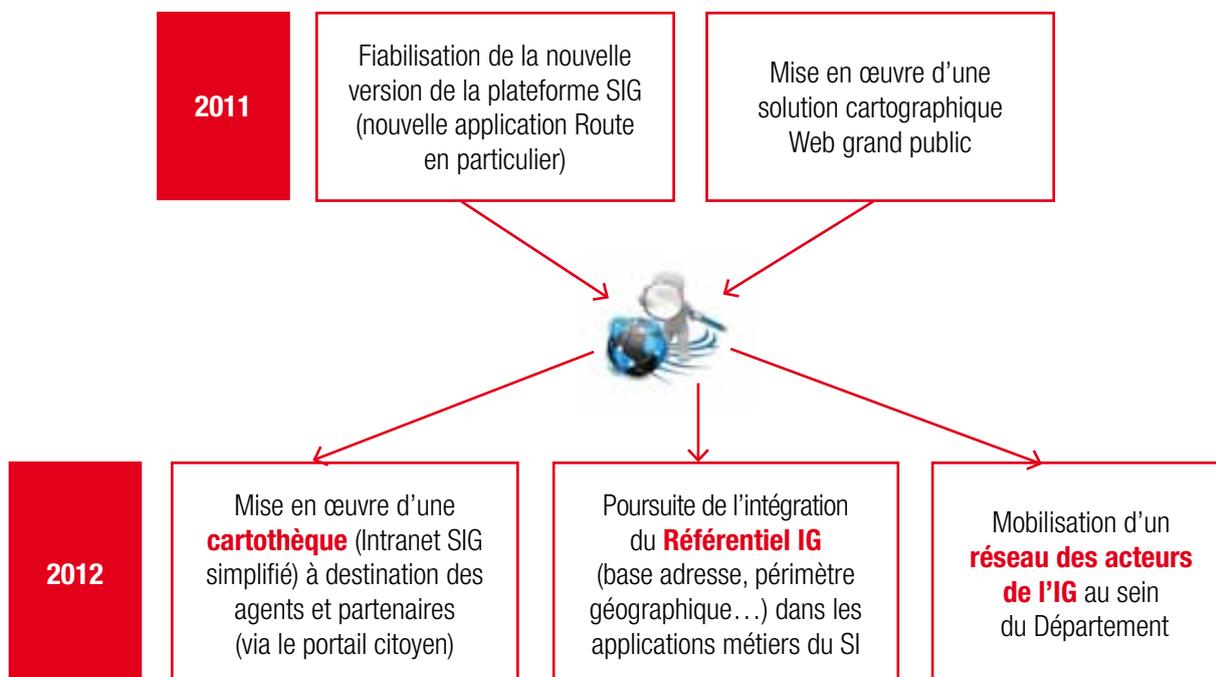
(postes de travail, périphériques, serveurs, connexions réseaux, téléphonie fixe et mobile)

- Finalisation du projet de migration des 3 000 postes de travail et du passage à la téléphonie sur IP de tous les sites distants ;
- la mise en place d'une liaison radio mettant en réseau haut débit le Haut-Kœnigsbourg avec le Centre Technique de Sélestat ;
- le renouvellement de l'infrastructure de stockage de données informatiques avec un doublement de la capacité de stockage de fichiers, et une forte sécurisation des données ;
- la mise en place d'une passerelle de connexion sécurisée permettant à plus de 900 agents de travailler à distance avec leur PC portable ; plus de 450 agents sollicitent chaque mois cette fonctionnalité pour du télétravail depuis un site extérieur à la collectivité ou leur domicile ;
- des télécommunications performantes pour 120 sites distants raccordés au réseau de l'Hôtel du Département.



Jean-Luc Stadler / CG67

Systeme d'Information Géographique





Thinkstock

→ LES PROJETS 2012

- > Développement de l'e-administration par l'ouverture d'un portail citoyen permettant notamment la demande, l'instruction et le suivi en ligne des transports scolaires et des demandes de subventions des communes et associations le souhaitant.
- > Refonte de l'intranet départemental.
- > Mise en ligne du nouveau site internet de la Bibliothèque Départementale du Bas-Rhin et développement de plusieurs extranets à destination des partenaires.



Thinkstock



Thinkstock

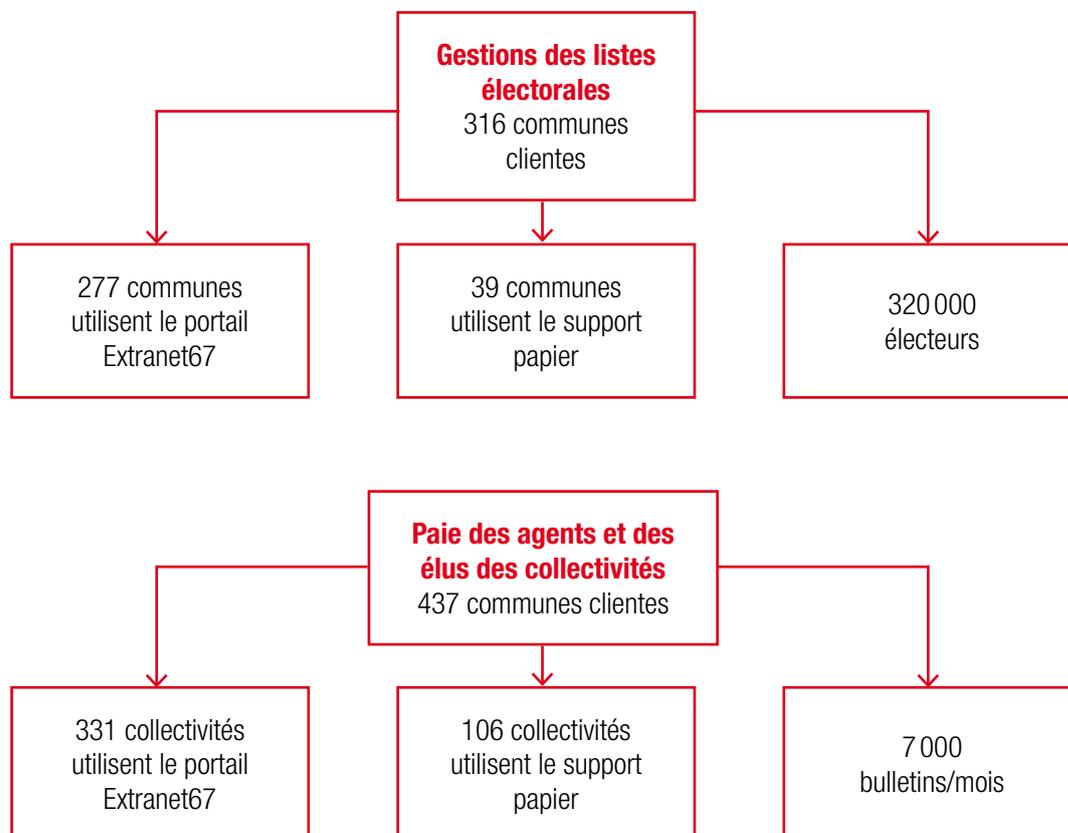
- > Mise en place d'un outil de suivi et de gestion dématérialisée du courrier.
- > Rénovation de la salle informatique de l'Hôtel du Département (extension des capacités d'installation de machines, amélioration des performances énergétiques de la salle : Datacenter écologique).
- > Renouvellement de l'infrastructure de cœur de réseau informatique et de sauvegarde de données.
- > Renouvellement de la messagerie vocale téléphonique avec de nouveaux services, visant à améliorer le niveau de qualité d'accueil téléphonique de la collectivité.
- > Augmentation des débits d'interconnexion des sites départementaux dans les territoires.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 151 prestations cartographiques réalisées (contre 124 en 2010).
- 1 168 000 parcelles cadastrales (361 communes) intégrées dans le SIG accessible par tous les agents via l'Intranet SIG.
- 3 000 postes de travail informatiques dont 37 % de portables (79 % des agents sont informatisés).
- 777 abonnements de téléphonie mobile ce qui représente 20 % d'agents dotés.
- 25 000 appels traités par le Service Assistance et Support (appels internes et prestations aux collectivités).
- 137 To de données qui représentent 182 millions de fichiers sauvegardés.
- 83 % des marchés de la DSI ont été réalisés de manière totalement dématérialisée.

Les prestations aux collectivités

Chiffres et actions menées



COMMUNICATION

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION A POUR MISSION D'INFORMER LES BAS-RHINOIS SUR LES SERVICES PROPOSÉS POUR AMÉLIORER LEUR QUOTIDIEN ET D'AMÉLIORER LEUR CONNAISSANCE SUR LE RÔLE ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ.

LA MISSION DU SERVICE DE LA COMMUNICATION EXTERNE EST DE COMMUNIQUER SUR LES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL ET D'ACCOMPAGNER LES DIRECTIONS DANS LEURS ACTIONS DE COMMUNICATION.

LE SERVICE DE LA COMMUNICATION INTERNE S'ADRESSE QUANT À LUI AUX AGENTS DU CONSEIL GÉNÉRAL : INFORMATION SUR LES ACTIONS PORTÉES PAR LES DIFFÉRENTS PÔLES ET SUR LES ORIENTATIONS DE L'ADMINISTRATION, MISE À DISPOSITION DES OUTILS NÉCESSAIRES À LA COMMUNICATION ET AU PARTAGE DE L'INFORMATION, ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS FÉDÉRATEURS.

→ LES ACTIONS 2011

Les 67 heures du 67 ! L'événement avec un grand « E » de l'année 2011. Pour la première fois, le service de la communication interne a conçu une manifestation à destination à la fois des agents de la collectivité mais aussi du public bas-rhinois. Des événements de toute nature ont été organisés pendant 67 h. dans tous les territoires (du jeudi 13 octobre à 10 h. au dimanche 16 octobre à 20 h.)... des événements auxquels ont assisté

23 000 personnes et qui ont été relatés en direct sur les réseaux sociaux.

ET AUSSI EN EXTERNE

L'année 2011 a été marquée par l'organisation de nombreux événements dont les objectifs sont de développer une image dynamique du Conseil Général et d'informer les Bas-Rhinois sur nos principales



Aurélien Lacquement / CC67



VO

missions et actions avec une approche plus ludique et festive... moins institutionnelle !

Parmi ces événements, citons la Foire Européenne de Strasbourg avec trois stands (institutionnel, habitat, transports et viabilité hivernale) ; la Fête de la Musique avec principalement notre podium dans le square Louise Weiss à Strasbourg ; une présence importante et remarquée à la manifestation *Terres à l'Envers* ; l'organisation d'espaces d'accueil sur les épreuves spéciales du Rallye de France-Alsace, à Haguenau et à Gertwiller.

Les événements, ce sont aussi les expositions à l'Hôtel du Département avec une exposition phare en 2011, *L'Appart à Part*, qui présentait, en situation, des solutions techniques pour faciliter le maintien à domicile des personnes âgées.

Certaines nouvelles actions ou dispositifs du Conseil Général nécessitent le montage de grandes campagnes

de communication. En 2011, ça a été le cas pour la nouvelle tarification du Réseau 67. Une campagne déclinée sur un grand nombre de supports et aussi au travers de la création d'un profil Facebook Réseau 67.

2011, c'est aussi l'année où la Direction de la Communication a commencé à mettre en œuvre des applications mobiles pour les smartphones. Création de l'appli mobile « CG 67 » avec plusieurs services parmi lesquels l'application mobile sur l'itinéraire cyclable du Canal de la Bruche mais aussi l'application mobile qui permet d'accéder aux points d'arrêts et aux fiches horaires du Réseau 67 et des transports scolaires. L'application permet également de consulter le guide des aides, les offres d'emploi et les marchés publics de la collectivité.

Côté web, à relever également la mise en ligne du formulaire d'éligibilité pour le FSL (Fonds de Solidarité Logement).



0667

ET AUSSI EN INTERNE

En interne, l'autre action à relever pour l'année 2011 c'est le lancement du projet IRIS V2, la nouvelle version du site Intranet de la collectivité qui sera mise en ligne en 2012. Restons dans le multimédia avec la création d'une newsletter électronique pour les cadres (e-cadres) et la conception de cartes de vœux électroniques.

Créer du lien entre les agents, illustrer la diversité des métiers exercés dans la collectivité, c'est « Vis mon job » sur l'Intranet. Le principe : un agent découvre le métier d'un autre agent. Par exemple : Mathieu agent de bibliothèque à la BDBR a passé une journée de rencontre et d'échange avec Marie-Dominique, orthoptiste de PMI.

La communication interne s'est investie également dans plusieurs actions : les vœux de Nouvel An au Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg sur le thème du Mexique, la Fête de Noël des enfants qui a eu pour cadre Le Vaisseau avec quatre séances pour accueillir les enfants et leurs parents dans les

meilleures conditions, les Courses de Strasbourg, les trois cérémonies de remise de médailles d'honneur (20 ans, 30 ans ou 35 ans de service effectif dans la fonction publique) qui ont concerné 254 agents.

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

- 48,5 % d'augmentation des visites sur www.bas-rhin.fr.
- 2 790 000 exemplaires du magazine *Tout le Bas-Rhin* diffusés.
- 1 400 agents présents aux vœux de Nouvel An.
- Un cadeau pour 1 845 enfants (de 0 à 12 ans) à la Fête de Noël.
- 17 m³ de jouets collectés au profit de l'association Carijou.



Aurélië Lacquement / CG67

→ LES PROJETS 2012

- > Des tchats vidéo, pour une communication interactive avec les Bas-Rhinois sur des thématiques proches de leur quotidien.
- > Une nouvelle maquette et un contenu rénové pour le magazine *Tout le Bas-Rhin* et pour le magazine interne *Équipage*.
- > Une exposition *Femmes sur leur 67*.
- > Des actions de sensibilisation sur le développement durable en interne.
- > Un mois du vélo en juin avec 4 fêtes dans les 4 territoires des nouvelles cartes des itinéraires cyclables.
- > La grande expo de l'été : *Le Monde merveilleux des déchets recyclés*.
- > Des campagnes de communication sur les « semaines sociales » (handicap, insertion, maladie d'Alzheimer, enfance et famille).
- > Et au plan fonctionnel, une réorganisation administrative de la direction de la communication.

FINANCES

→ LES MISSIONS

- APPORTER LES OUTILS NÉCESSAIRES À LA DÉFINITION DE LA STRATÉGIE FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT.
- ASSURER LES CONDITIONS DE LA PRÉPARATION DU BUDGET ET DU MAINTIEN DES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS DE LA COLLECTIVITÉ.
- GARANTIR LA CONFORMITÉ ET LA QUALITÉ DE L'EXÉCUTION DU BUDGET.
- OPTIMISER LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE.

→ LES ACTIONS 2011

ZOOM SUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2011

Les finances du Département ont été marquées en 2011 par l'entrée en vigueur de la réforme de la taxe professionnelle :

- le Département a perçu pour la première fois en 2011 de nouveaux impôts économiques : la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et les Impositions Forfaitaires des Entreprises de réseaux (IFER) en remplacement de la taxe professionnelle, sur lesquelles il ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre en termes de fixation des taux ;
- le Département a perdu une partie de ses taxes

sur les ménages (transfert des taxes d'habitation et de foncier non-bâti au bloc communal) mais s'est vu attribuer la part régionale de taxe sur le foncier bâti.

Pour compenser la baisse des recettes fiscales directes engendrée par la réforme, diverses taxes ont été transférées aux départements, telles que la part État des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA). Le versement de dotations de compensation (DCRTP et FNGIR) a permis de garantir la neutralité de la réforme pour le budget départemental, mais prive le Département d'une part importante de son autonomie fiscale pour l'avenir.

Taxe professionnelle



Impôts économiques

- Cotisations sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
- Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)



Transfert d'impôts et taxes d'État

- Frais de gestion
- Part État Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)
- Part État de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance



Dotations d'État et péréquation

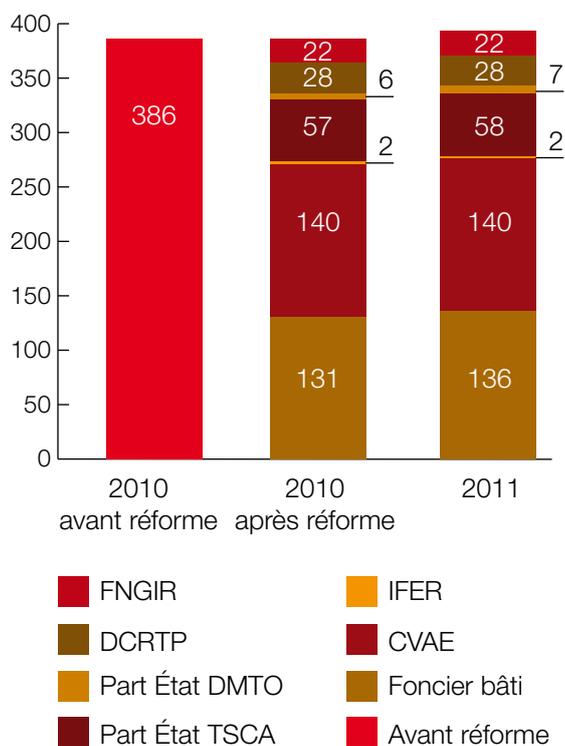
- Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)
- Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR)



Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

La réforme fiscale a été neutre en 2010. Les nouvelles recettes qui en sont issues ont progressé de 6 M€ entre 2010 et 2011.



GESTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Les recettes

Recettes de fonctionnement

Le montant des recettes de fonctionnement s'élève à 916 M€.

Les recettes de fonctionnement sont structurées en deux principaux blocs :

- > les dotations de l'État : le produit s'établit à 218 M€, du fait de l'attribution au Département des dotations de compensation de la taxe professionnelle. À champ constant, ce poste de recettes progresse peu (+ 0,7 M€), conformément à l'objectif affiché par l'État de gel en valeur de ses dotations aux collectivités locales.
- > les recettes fiscales : composées du produit des impôts directs et indirects, elles représentent 590 M€ (contre 612 M€ en 2010).
 - fiscalité locale directe : le produit passe de 393 M€ à 281 M€. Cette diminution résulte de la modification de la structure des recettes départementales (perte de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation) ;
 - fiscalité locale indirecte : le produit progresse de 90 M€ et s'établit à 309 M€. Plusieurs facteurs

expliquent cette progression : la reprise des droits de mutation (+ 11,6 M€ dont 5,1 M€ au titre du transfert de la part État) ; le bénéfice de la nouvelle péréquation nationale des droits de mutation à titre onéreux (6,8 M€) ; la progression de la taxe sur les conventions d'assurances (+ 60,8 M€ dont 56,6 M€ au titre de l'intégration 2010 de la part État de ces droits).

Recettes d'investissement

Les recettes d'investissement hors emprunts s'élèvent à 40,6 M€. Elles progressent de 4 % par rapport à 2010. La progression s'explique essentiellement par la meilleure mobilisation du fonds de compensation de la TVA en 2011.

LES DÉPENSES

Un niveau d'investissement en relation avec les objectifs de maîtrise de la dette

Le débat d'orientations budgétaires du 25 octobre 2009 a acté l'objectif d'ajustement progressif du niveau de dépenses d'investissement du Département dans le cadre d'une Programmation Pluriannuelle des dépenses d'Investissement opérationnelles (PPI) passant d'un niveau de 230 M€ (moyenne 2005-2010) à un niveau n'excédant pas 170 à 180 M€ d'ici 2013. Des opérations telles que l'extension de l'Hôtel du Département ont été annulées et le phasage de l'ensemble des projets d'investissement a été analysé au plus fin.

Les dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette) se sont élevées à 208,9 M€ en 2011, en diminution de - 6 % (après - 19 % en 2010). Ce niveau traduit la poursuite de la mise en œuvre d'une PPI demeurant à la fois ambitieuse et respectueuse des grands équilibres financiers du Département.

Les dépenses de maîtrise d'ouvrage s'établissent à 102,2 M€, principalement en faveur de la voirie départementale pour 47 M€ et en faveur des collèges pour 26,8 M€.

Les subventions d'équipement s'élèvent à 96,2 M€.



Thinkstock

Les principaux concours du Département en 2011 reflètent les priorités de notre collectivité en matière de politique de l'habitat pour 18,1 M€ ; de gestion de l'eau pour 12,3 M€ ; d'activités sportives et de loisirs pour 11,2 M€ et d'accueil des personnes âgées en établissement pour 9,8 M€.

Les autres dépenses d'investissement comprennent principalement les avances accordées par le Département aux entreprises, notamment au titre du dispositif Alsabail, soit un total de 10,8 M€ en 2011.

Des dépenses de fonctionnement toujours impactées par la progression des dépenses sociales

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 767 M€, soit une progression limitée à + 2,6 % en 2011 (contre + 6,7 % en moyenne les quatre dernières années) qui est la traduction de l'ensemble des mesures de maîtrise engagées par le Département depuis 2008.

Les dépenses sociales restent le cœur des interventions du Département : elles représentent désormais 452,8 M€, soit 59,7 % des dépenses de fonctionnement du Département. Parmi les politiques sociales, ce sont les dépenses en faveur des personnes handicapées qui progressent le plus en 2011 : elles s'élèvent à 97,5 M€ en 2011, soit une progression

de + 13,9 %. Les dépenses en faveur du revenu de solidarité active (RSA) restent dynamiques du fait de l'évolution défavorable du marché du travail : elles passent de 110,6 à 116,8 M€ en 2011, soit une progression de + 5,6 %. Au total, la progression des dépenses sociales est néanmoins limitée en 2011 à + 4,2 % (contre 6,1 % en moyenne sur les quatre années passées).

Les dépenses de personnel du Département s'élèvent à 129,1 M€ en 2011 contre 128,5 M€ en 2010, soit une progression très limitée à + 0,5 % qui témoigne des mesures volontaristes prises par le Département pour maîtriser ses charges de fonctionnement courantes.

Les frais financiers s'élèvent à 13,3 M€ (contre 12,1 M€ en 2010). La gestion active de la dette mise en œuvre par le Département permet de limiter la progression des frais financiers de la collectivité, dans un contexte de renchérissement de l'accès à la liquidité bancaire.

LA GESTION FINANCIÈRE

L'autofinancement du Département s'élève à 149 M€ (contre 141 M€ en 2010). Ce redressement de l'autofinancement de la collectivité se poursuit pour la deuxième année consécutive.

Cette évolution favorable de l'autofinancement a permis un fort ralentissement de la progression de l'endettement. Le stock de dette du Conseil Général est ainsi passé de 573 M€ à 593 M€ fin 2011, ce qui permet une diminution du ratio de désendettement de la collectivité (stock dette rapporté à l'autofinancement) à un niveau favorable de 3,9 ans.



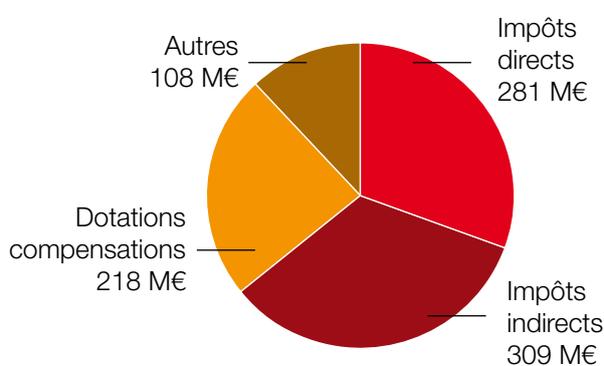
Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

Les recettes de fonctionnement

	2011
Recettes de fonctionnement	916 M€
Dont impôts directs	281 M€
Dont impôts indirects	309 M€
Dont dotations et compensations	218 M€

Recettes de fonctionnement



Les dépenses d'investissement

	2009	2010	2011
Subventions d'équipement	121,2 M€	98,4 M€	96,2 M€
Dépenses de maîtrise d'ouvrage départementale	132,2 M€	110,9 M€	102,2 M€
Autres	22,1 M€	13,0 M€	10,5 M€
Total dépenses	275,5 M€	222,3 M€	208,9 M€

SERVICES GÉNÉRAUX

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX (DSG) MET À DISPOSITION LES MOYENS MATÉRIELS ET LES SERVICES PERMETTANT AUX ÉLUS ET À L'ADMINISTRATION D'ASSURER LEURS MISSIONS.

→ LES ACTIONS 2011

En 2011, la DSG s'est attachée à renforcer la quantité et la qualité des prestations et services qu'elle assure tout en contenant son budget.

Cela s'est notamment traduit par :

- la mutualisation des véhicules de service conduisant à une réduction de leur nombre ;
- La poursuite de la démarche de certification de la qualité de l'accueil physique et téléphonique ;
- L'installation de systèmes d'impression haut volume noir et blanc et couleur à l'imprimerie permettant de réaliser en interne de nombreux documents de communication et amenant une réduction des coûts ;
- la mise en place d'un point unique de livraison à l'Hôtel du Département.



Jean-Luc Stadler / C667

Par ailleurs, la Direction a également travaillé à optimiser son fonctionnement et à réduire les coûts à travers une analyse systématique de l'opportunité des demandes. La Direction des Services Généraux a également émis des préconisations pour limiter les frais d'affranchissement et mis en place un suivi de ces dépenses.



Jean-Luc Stadler / C667

→ LES PROJETS 2012

- > Mise en place et optimisation d'un calendrier de commandes des fournitures.
- > Mise en place d'un nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation des restaurants administratifs.
- > Poursuite de l'internalisation des impressions.



Jean-Luc Stadler / CG67



Thinkstock

→ LES CHIFFRES CLÉS 2011

COURRIER

- Plis entrés à l'Hôtel du Département : 161 366 (171 581 en 2010).
- Frais d'affranchissement : 761 352,24 € (901 492,15 € en 2010).

ACCUEIL

4 542 réservations de salles.

RESTAURATION

- 145 554 repas ont été servis dans les restaurants administratifs (152 510 en 2010).
- 150 352 titres restaurant ont été délivrés (145 026 en 2010).

IMPRIMERIE

9,871 millions de copies au format A4.

INFO+



CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN

HÔTEL DU DÉPARTEMENT

Place du Quartier Blanc / 67964 STRASBOURG cedex 9

Tél: **03 88 76 67 67** / Fax: **03 88 76 67 97**

www.bas-rhin.fr